

LE MAGAZINE

EUROPE PARLEMENTAIRE



Visionnez le mag!

N°40

FAIRE TERRITOIRE

NOVEMBRE - DÉCEMBRE 2021 - JANVIER 2022

FAIRE TERRITOIRE EN PROXIMITÉ ET EN CONFIANCE



Céline Colucci
Déléguée générale, Les Interconnectés

Philippe Laurent
Secrétaire général de l'AMF

Audrey Charluet
Responsable partenariats
et tiers-lieux à la Banque des Territoires

Joël Giraud
Secrétaire d'Etat à la ruralité

Virginie Grignola-Bernard
Maire de Bresse Vallons

Richard Collin
Président Les Transitionneurs



OUVERT SUR LA VILLE DE DEMAIN



LE NOUVEL AUTOBUS ÉLECTRIQUE e-ATA
10, 12 OU 18 m VA VOUS SURPRENDRE AVEC SA FAIBLE
CONSOMMATION D'ÉNERGIE, SA FORTE AUTONOMIE
ET SA COMPLÈTE MODULARITÉ

450 KM
D'AUTONOMIE



Rapidité de charge
3h10
Autonomie de 450 km



Capacité passagers
e-ATA 10 : † 79
e-ATA 12 : † 89
e-ATA 18 : † 135



Packs de batteries modulables
(de 160 à 600 kWh)
Faible consommation



L'ÉDITO

TOUS TRANSITIONNEURS...

Faire territoire en confiance et en proximité, en solidarité et en responsabilité écologique.

Ces derniers mois, en pleine crise sanitaire, le contexte qui façonne notre cadre de pensée et notre capacité d'action a profondément changé. La précarité est une réalité de notre société : climat, exclusion, emploi, santé... tout conduit chacun à renforcer ses propres dispositifs d'identité et de proximité, pour se protéger et se rassurer. Dans le même temps la prise de conscience individuelle et collective de la convergence accélérée des transitions écologiques, sociétales, numériques, économiques, démocratiques et culturelles invitent chacun à être un acteur positif pour imaginer et agir au plus près de ses territoires de vie.

La recherche de valeurs, de bienveillance, d'expression, d'innovation, de participation et contribution concrète s'incarne dans son quartier, son village, sa ville, face aux agressions d'un monde où se multiplient les « fake news ».

Ce numéro spécial d'Europe Parlementaire présente et formalise à la fois les contributions toutes réalistes et passionnantes issues des travaux menés lors de la dernière Université des Transitionneurs ainsi que le regard porté tant par des élus, des responsables institutionnels, des universitaires, des praticiens et des entrepreneurs engagés que nous avons sollicités pour leurs visions et leurs expériences.

Alors que s'impose le passage à l'échelle des différentes et multiples initiatives, la formidable vitalité des acteurs du territoire est un gage d'optimisme, de mobilisation constructive et d'espoir dans cette période où la morosité prend parfois le dessus.

On découvre ainsi que l'exigeante et inéluctable transition actuelle fait que l'identité, la cohésion et le lien social, les contextes

et repères communs, la confiance, deviennent les « activateurs » essentiels de l'action. Quand les territoires présentent l'opportunité unique et forte d'être les supports d'une nouvelle forme d'aménagement. Autour des compétences, connaissances et cultures qu'ils rassemblent, le "monde d'après" ne génère plus la crainte mais l'envie de construire ensemble. Un nouveau cadre de pensée et d'actions s'impose donc pour aborder et répondre à ces nombreuses interrogations. C'est tout l'enjeu que souhaite relever l'association des Transitionneurs.

Le défi porté par tous ces entrepreneurs de transitions regroupés, est de prendre en compte et faire fructifier les savoir, les savoir-faire, les pôles d'excellence et les processus d'organisation reliés à un territoire, afin de répondre efficacement à ses perspectives de développement durable et d'identité collective. On s'affranchit ainsi d'une définition strictement politique voire géographique d'un territoire devenu hybride pour réfléchir et se mobiliser autour de notions aussi essentielles et décisives que « compétences collectives et imaginaire dans le territoire »

C'est sur ce défi que s'engage l'association des Transitionneurs avec tous les partenaires qui ont soutenus la première édition de l'Université. Merci à la Fondation des Transitions, à l'ADEME, à la Banque des territoires et à GRK média pour leur soutien et leur confiance.

Rejoignez-nous.

Richard Collin, président
Gilles Berhaut, délégué général
www.les-transitionneurs.org
#transitionneurs

DIRECTEURS DE LA PUBLICATION |Jean-Michel ROLLANT
Golan ROUZHOSH**CONSEILLER EDITORIAL |**Gilles BERHAULT
Richard COLLIN**RÉDACTION |**Julie DESBIOLLES
Stéphane MENU
Christian FOURAGE
Denis BERNIOLLES
André ASSE**DIRECTEUR MEDIA ET PARTENARIATS |**Jean-Michel ROLLANT
Tel : 06 14 67 38 60
jm.rollant@grkmediagroupe.com**REMERCIEMENTS |**

Joël GIRAUD, Philippe LAURENT, Marie-Claude JARROT, Bruno CASSETTE, Charles Benoit HEIDSIECK, Vincent CHAUVET, Virginie GRIGNOLA-BERNARD, Marthe POMMIÉ, Audrey CHARLUET, Carlos CUHNA, Jean POULY, Céline COLUCCI, Andrée BUCHMANN, Benoît MEYRONIN, Ronan UHEL, Luc GWIAZDZINSKI, Jacques ROSEMONT, Julie CHABAUD, Christophe BESSON-LÉAUD, Hélène BECQUET, Julien LEBAS, Gilles LUNEAU, Pierre-Alexandre TEULIÉ, Bernard SAINCY, Sophie GALHARRET, Claire GAGNAIRE, Manuel DOMERGUE, Vincent GUICHARD, Ariel KYROU, Vincent BURGEON, Stéphane AVER, Valérie MARTIN, Sophie NUNZIATI, Benoît DÉSVEAUX, Stéphanie GAY-TORRENTE, Yann ULLIAC, Thibault BECHETOILLE, Maud LELIÈVRE, Pierre CALAME, Christophe MADROLLE, Catherine CHABAUD, Emmanuel FRANÇOIS, Michel AUTHIER.

Anne-Catherine KLARER, Denis CABIRON, Sophie TERRIS, Emilie JACQUEROUD, Mathieu GENTY, Marie PESENTI, Catherine SEILER, Jean KARINTHI, Julien SIGURET, Colette DAUGEAR, Florent DUTRIEUX, Manon TUBOEUF, Yves BONNEMEL, Françoise MAINE, Dominique VALENTIN.

Estelle COLAS, Maïtena ECHEVERRIA, Gilles PENNEQUIN, Bruno REBELLE, Carine DARTIGUEPEYROU, Francis JUTAND, Philippe MADEC, François ASTORG, Jean-François CARON.

ADGCS

CONCEPTION GRAPHIQUE |

KEMPA Mandrine

IMPRESSION |ROTIMPRESS Aiguiva Espagne
N° Commission paritaire 1110T89651 N
Dépôt légal juin 2013**GRK MEDIA GROUPE**12 rue de la Grange Batelière, 75 009 Paris
Tel : 01 43 70 59 10
www.grkmediagroupe.com

N°ISSN 2103-9224

Europe Parlementaire est une marque enregistrée au nom de André Asse, auteur. Toute reproduction, représentation, traduction ou adaptation, intégrale ou partielle, quelqu'en soit le procédé, le support ou le média, est strictement interdite sans l'autorisation de l'éditeur GRK MEDIA GROUPE.

Photo de couverture:
© Olivier SIDLER pour l'image
© ATEAM Architectes pour la maquette**STRATÉGIE 7-15**

Avec les contributions de Joël GIRAUD, Philippe LAURENT, Marie-Claude JARROT, Bruno CASSETTE, Charles Benoit HEIDSIECK.

TIERS LIEUX 16-21

Avec les contributions de Vincent CHAUVET, Virginie GRIGNOLA-BERNARD, Marthe POMMIÉ, Audrey CHARLUET.

NUMÉRIQUE 22-25

Avec les contributions de Carlos CUHNA, Jean POULY, Céline COLUCCI.

PRENDRE SOIN 26-27

Avec les contributions de Andrée BUCHMANN, Benoît MEYRONIN.

AMÉNAGER 28-34

Avec les contributions de Ronan UHEL, Luc GWIAZDZINSKI, Jacques ROSEMONT, Julie CHABAUD, Christophe BESSON-LÉAUD, Hélène BECQUET.

GÉNÉRATION GAMING ET DÉFIS INTERGÉNÉRATIONNELS 35-36

Avec les contributions de Gilles BERHAULT, Julien LEBAS.

ALIMENTATION 37-39

Avec les contributions de Gilles LUNEAU, Pierre-Alexandre TEULIÉ.

ÉNERGIE 40-45

Avec les contributions de Bernard SAINCY, Sophie GALHARRET, Claire GAGNAIRE, Manuel DOMERGUE.

CRÉATION 46-51

Avec les contributions de Vincent GUICHARD, Ariel KYROU, Vincent BURGEON.

MOBILITÉ 52-55

Avec la contribution de Stéphane AVER.

COMMUNICATION 56-59

Avec les contributions de Valérie MARTIN, Sophie NUNZIATI, Benoît DÉSVEAUX, Stéphanie GAY-TORRENTE.

BIENS COMMUNS 60-67

Avec les contributions de Yann ULLIAC, Thibault BECHETOILLE, Maud LELIÈVRE, Pierre CALAME, Christophe MADROLLE, Catherine CHABAUD, Emmanuel FRANÇOIS.

COMPÉTENCES ET CAPACITÉS 68-69

Avec les contributions de Charles Benoit HEIDSIECK, Michel AUTHIER.

DOSSIER TIERS LIEUX 70-91

Avec les contributions de Anne-Catherine KLARER, Denis CABIRON, Sophie TERRIS, Emilie JACQUEROUD, Mathieu GENTY, Marie PESENTI, Catherine SEILER, Jean KARINTHI, Julien SIGURET, Colette DAUGEAR, Florent DUTRIEUX, Manon TUBOEUF, Yves BONNEMEL, Françoise MAINE.

FUTUR 92-102

Avec les contributions de Estelle COLAS, Maïtena ECHEVERRIA, Gilles PENNEQUIN, Bruno REBELLE, Carine DARTIGUEPEYROU, Francis JUTAND, Philippe MADEC, François ASTORG, Jean-François CARON.

em euromaritime

**LE SALON
EUROMÉDITERRANÉEN
DE LA CROISSANCE
BLEUE**

www.euromaritime.fr

INSCRIVEZ-VOUS

**1-2-3 FÉVRIER
2022
MARSEILLE**

MARDI 14 > JEUDI 16 DÉCEMBRE 2021

BEPOSITIVE

Le salon de la transition énergétique
) EUREXPO) LYON) FRANCECONSTRUISONS ENSEMBLE
LE MONDE DÉCARBONÉ
DE DEMAINÉNERGIE & BÂTIMENT,
TOUTES LES SOLUTIONS
D'UN MONDE DÉCARBONÉ

- Nouveaux systèmes énergétiques
- Bâtiment durable
- Énergie dans le bâtiment

UN PROGRAMME
COMPLET

- Des conférences
- 1 plateau Batijournal TV
- Des ateliers thématiques
- Des lancements de produits innovants

VOTRE BADGE D'ACCÈS GRATUIT SUR
WWW.BEPOSITIVE-EVENTS.COM AVEC LE CODE **PPGEN**

Hotline visiteurs : +33 (0)4 78 176 216 - hotlinevisiteurs@gl-events.com

www.bepositive-events.com

« 80 % DES COMMUNES RURALES
SONT EN CROISSANCE
DÉMOGRAPHIQUE »

Joël Giraud assure que la pandémie a joué un rôle d'accélérateur dans le rééquilibrage territorial que nous vivons aujourd'hui. Les Français rêvent d'un autre monde et disposent dans le pays de nombreuses opportunités pour franchir le Rubicon. Autrefois objets de condescendance, les territoires ruraux vivent un printemps bobo qui n'a rien de transitoire !

Comment la ruralité participe-t-elle des transitions que nous vivons, notamment depuis la pandémie ?

Malgré l'épreuve qu'elle représente pour tous les Français, d'une certaine façon, la pandémie a agi comme un révélateur : depuis presque deux ans, le regard a changé sur nos territoires qu'on qualifiait de périphériques. Ils sont pour beaucoup devenus attractifs, plus sûrs et plus sains, où l'on a de plus en plus envie d'habiter. Le fait que le télétravail, dont on parlait déjà avant la crise, soit devenu une réalité pour des millions de Français pose dans des termes nouveaux la question du lieu de travail et du lieu de vie. Aujourd'hui, grâce au numérique, on n'est plus forcément obligé de vivre près de là où on travaille. C'est un fait nouveau et c'est une chance pour nos territoires. Fort heureusement, nous n'avons pas attendu la pandémie pour croire à nos villes petites et moyennes. Elles ne portent pas seulement le témoignage, par leur histoire et leurs traditions, des siècles passés. Elles ont un formidable potentiel d'attraction et de rayonnement, pour peu qu'on les aide à se rénover, à adapter leur offre de logements, à garantir l'accès aux services essentiels... C'est le sens de l'action qui est menée depuis 2017, pour accompagner les territoires dans les transitions que nous traversons.

Le mode de vie rural s'oppose-t-il à celui des métropoles ? Peut-il offrir un compromis ?

Près de 80 % des communes rurales sont en croissance démographique. En outre, d'après le « baromètre des territoires », réalisé sur la base d'une enquête de l'IFOP, un quart des actifs résidant dans les grandes agglomérations souhaitent déménager de leur logement actuel. Cette tendance est notable même chez les jeunes de moins de 35 ans, qui ont pourtant longtemps privilégié la vie dans les grandes métropoles. Elle est indubitablement annonciatrice d'un changement de grande ampleur, qui

Joël Giraud,
Secrétaire d'Etat à la ruralité

concerne à la fois les modes de vie et les recompositions territoriales. Et nous devons accompagner ce rebond des villes petites et moyennes, ou « pôles urbains de l'espace non métropolisé » - le terme géographique est barbare, mais il est parlant-. Il correspond à la fin d'un cycle de près de 40 ans, au cours duquel la désindustrialisation et l'émergence d'une économie de services ont entraîné une perte de dynamique de cet échelon pourtant indispensable de notre armature urbaine. Comme le dit le Président de la République, sortir du « tout-métropole », c'est amorcer des retrouvailles avec notre identité territoriale et patrimoniale.

Comment envisagez-vous ce rééquilibrage territorial ?

Nous avons en effet indubitablement besoin de voir nos petites villes se renforcer, tant pour des raisons de cohésion et d'équilibre territorial que de performance économique. Elles correspondent en effet à la recherche d'une meilleure qualité de vie dans un contexte de déploiement du télétravail. Mais ce retour du « small is beautiful » a également vocation à contribuer à l'objectif de réindustrialisation et de renforcement de notre autonomie stratégique. Car l'espace est un atout économique, au même titre, parfois, que les hommes ou le capital. L'objectif est d'offrir au monde rural et aux métropoles les mêmes perspectives et opportunités. Pour que chacun puisse y trouver son compte au sein grand équilibre de notre territoire national.

Propos recueillis par Stéphane Menu

« LES COMMUNES SONT DANS UNE POSITION DE SOUMISSION VIS-À-VIS DE L'ETAT »

Dans un livre intitulé « Maires de toutes les batailles – En finir avec l'hypocrisie décentralisatrice » (Edition de l'Aube), Philippe Laurent, maire de Sceaux (Hauts-de-Seine), secrétaire général de l'Association des Maires de France, candidat à la présidence de cette dernière, fait le constat d'une décentralisation « en recul ». Il propose, entre autres, de restaurer l'autonomie financière des collectivités pour leur redonner un second souffle.



Philippe Laurent,
Secrétaire général de l'AMF

Pourquoi parler « d'hypocrisie décentralisatrice » dès le titre de votre livre ?

Tout le monde sait, depuis 15 ans, que cette décentralisation est en régression. L'Etat fait moins confiance aux élus de terrain, la présidence d'Emmanuel Macron a accentué le phénomène. L'autonomie fiscale s'affaiblit d'année en année. On le voit encore avec le plan de relance, où les collectivités, pour espérer récupérer des financements, doivent se conformer à un bon fléchage pour espérer avoir une réponse positive. On attend donc une réponse du préfet, et parfois ce temps est long. Le discours sur la différenciation territoriale, sur l'expérimentation de terrain, est très hypocrite. La haute administration renforce toujours plus son emprise sur les collectivités locales. Ce sentiment est largement partagé par les élus, les universitaires, les cadres de la fonction publique territoriale. Emmanuel Macron reste très proche de la haute administration d'Etat. Dans son esprit, les collecti-

vités locales ont vocation à n'être que des opérateurs de l'Etat. Le plan de relance est une bonne illustration de cette réalité : il faut aller quémander auprès du préfet pour financer ses projets. Nous sommes clairement dans une situation de soumission.

Faut-il changer les fondamentaux de la décentralisation ?

Elle doit être relancée et conçue comme un véritable projet de société. Je propose de la « réenchanter ». Il faut d'abord faire en sorte que l'autonomie fiscale soit restaurée. Il faut que le Parlement retrouve son rôle, par exemple sur la manière dont les collectivités locales sont en capacité d'exercer leur capacité d'investissement. Le Sénat joue ce rôle de pondération mais il n'a jamais, institutionnellement, le dernier mot. Il faut que le pouvoir politique soit en mesure de tenir tête à la haute administration. Mitterrand et Chirac, par exemple, avaient des ministres dont le poids politique était réel, qui savaient tenir tête. C'est beaucoup moins le cas aujourd'hui. Le rôle du Parlement décline doucement ces dernières années. La Constitution originelle de 1958 est morte. Or, nous sommes dans un temps de transitions, un temps qui bouscule ces pratiques.

Justement, la démarche des Transitionneurs, à laquelle l'AMF s'associe, vous paraît-elle en mesure de bousculer ces pratiques ?

Bien entendu. Le terrain nous apporte très fréquemment des réponses. Les maires n'hésitent plus à chercher dans ce vivier inventif de tiers-lieux, de démarches citoyennes, l'inspiration pour leurs projets. Je ne peux que les y encourager.

Propos recueillis par Stéphane Menu

Maires de toutes les batailles, pour en finir avec l'hypocrisie décentralisatrice, 141 p. Ed. de l'Aube, à paraître le 2 septembre 2021.

« RÉINDUSTRIALISER, MAIS RÉINDUSTRIALISER PROPREMENT ! »

L'histoire de Montceau-les-Mines est celle de plusieurs communes de la région Bourgogne France-Comté : un âge d'or, une désindustrialisation... Et aujourd'hui, une transition écologique qui amène de nouvelles idées et de nouveaux projets, pour un territoire qui retrouve des couleurs.



Marie-Claude Jarrot,
Maire de Montceau-les-Mines, présidente de l'Association des Maires de Saône-et-Loire, présidente du conseil d'administration du Cerema, vice-présidente pour le collège des collectivités territoriales au CNFPT

Dans notre beau pays, il y a des territoires abimés », expose

Marie-Claude Jarrot, maire de Montceau-les-Mines, commune d'un peu moins de 19 000 habitants dans le département de Saône-et-Loire. Et elle en sait quelque chose : la commune dont elle est élue depuis 2014 fait partie de ces villes minières meurtries par la désindustrialisation. Pour preuve : d'une population de 27 400 habitants en 1968, elle en compte aujourd'hui 18 700... « Il y avait une vie de quartier, une vie commerciale, une vie associative... Il y avait la vie tout court. Et d'un coup, ça s'arrête. Vous imaginez le désarroi ? », raconte-t-elle. Alors depuis son élection, comme d'autres de ses collègues alentours, Marie-Claude Jarrot se bat pour redonner de la vie à Montceau-les-Mines. Et l'une de ses batailles est de redonner vie aux friches industrielles qui parsèment le territoire : « Par exemple, la friche industrielle de Loison, qui faisait des pantoufles, va bientôt abriter 36 logements. La première pierre sera posée en janvier », se réjouit-elle. Et elle a autant d'idées qu'il y a de friches : « Sur les friches de centrales thermiques, j'espère l'installation d'autres façons de produire de l'énergie, comme de l'hydrogène par exemple », imagine-t-elle. Le mouvement n'est pas isolé, puisque dans la région Bourgogne-France-Comté, les récents appels à projets lancés par la préfecture de région et l'Ademe ont sélectionné et financé 24 projets de recyclage de friches – dont la friche Loison fait partie.

« INVENTER NOS ATTRACTIVITÉS »

C'est là que l'écologie et la limitation de l'artificialisation des sols, qui est l'une des raisons de l'appel à projets, rejoint un projet de renaissance : « Pour moi, créer de la confiance, c'est d'abord

ramener du travail. Nous allons réindustrialiser au 20e siècle, mais réindustrialiser proprement, au sens le plus noble du terme, avec la résorption des friches industrielles et la production d'hydrogène », espère-t-elle. Pour elle, cette période est l'occasion d'« inventer



La Friche Loison avant © Ville de Montceau-les-Mines

nos attractivités »... Au pluriel, car pour elle, qui est par ailleurs présidente de l'Association des maires de Saône-et-Loire, le futur s'écrit collectivement : « Il faut mettre en place des responsabilités collectives nouvelles, comme la mutualisation des moyens des collectivités. On ne peut pas raisonner commune par commune, ni tout concentrer dans la ville centre », estime-t-elle. Autrement dit : « Il faut arrêter de faire chacun rond point, sa salle des fêtes... Il faut une sobriété et une responsabilité », affirme-t-elle. Comme d'autres villes, Montceau-les-Mines fait donc sa transition et rénove, diagnostique, dépollue, repeuple, en allant chercher outils et financements partout où elle peut, avec beaucoup d'espoir dans ce futur... De l'énergie portée par une conviction que Marie-Claude Jarrot avait résumé en une phrase lors de son élection à la présidence du Cerema : « Je suis militante du territoire ! »



La Friche Loison après © Procvivis

Propos recueillis par Julie Desbiolles

« OBSERVER POUR COMPRENDRE, COMPRENDRE POUR DÉFINIR, ET DÉFINIR POUR AGIR »

Bruno Cassette, ex-DGS de la métropole européenne de Lille et aujourd'hui sous-préfet de l'arrondissement d'Aix-en-Provence, est passionné par le numérique depuis ses débuts : il a d'ailleurs contribué à la mise en place d'un intranet pour les Maires de la communauté urbaine de Lille dès 1995... Aujourd'hui, il revient sur tout ce que le numérique a changé pour les territoires, et sur les perspectives qu'il ouvre pour les politiques publiques de demain.



Bruno Cassette,

Ex-DGS de la métropole européenne de Lille, sous-préfet de l'arrondissement d'Aix-en-Provence

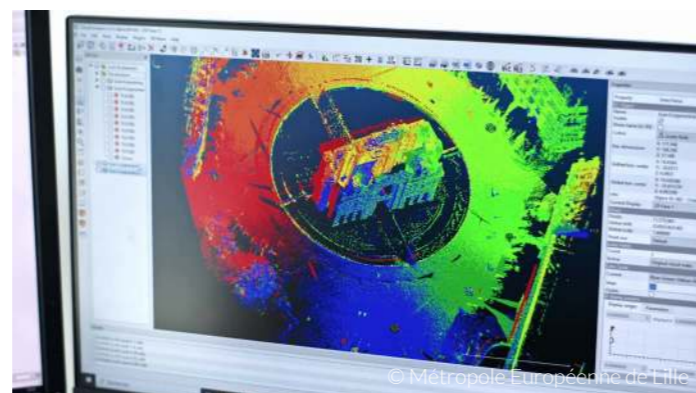
Pour vous, qu'est ce que le numérique a changé dans la manière dont on appréhende le monde ?

La révolution du numérique, c'est la conjugaison de deux mouvements : la puissance de calcul, et la miniaturisation. Concrètement, ça nous a apporté une capacité d'observation. Par exemple, le développement technologique et l'émergence des sujets environnementaux sont presque indissociables : c'est le jour où l'on a lancé les Satellites pour l'observation de la terre (SPOT) qu'on a commencé à être en capacité d'observer la couche d'ozone, le niveau des océans, l'évolution de la géographie terrestre... Et que des sujets environnementaux et de développement durable sont nés. Sur nos territoires, la conséquence est la même : le numérique est d'abord un accélérateur de perception, un moyen d'observer ce qu'on ne voit pas, ou qu'on ne voit plus. Très concrètement par exemple, avec un réseau des capteurs atmosphériques, on est

capable créer une cartographie des zones les plus polluées ou les moins polluées, et donc d'identifier les puits de pollution et leur évolution. Un autre exemple, c'est la question de l'écoulement des eaux pluviales : parfois, des aménagements peuvent avoir modifié leur orientation, et ce n'est pas quelque chose qui se voit... Mais le numérique peut le faire apparaître.

Dès lors, qu'est ce que le numérique apporte pour l'aménagement du territoire ?

Cette capacité d'observation peut d'abord confirmer des évolutions, des analyses, et peut aussi prédire. Par exemple, lorsque j'étais à la Métropole Européenne de Lille, nous avions à peu près 3500 kilomètres de voirie à gérer. Et nous savions que ce qui créait des embouteillages le matin et le soir, c'étaient surtout des micro-accidents. Nous avons donc commencé à travailler sur un modèle qui nous permettait de créer des conditions de prédictibilité de ces micro-accidents sur notre réseau, dans le but de mettre en place des actions pour en diminuer les occurrences. Autrement dit, on est dans un schéma dans lequel le numérique, sur un territoire, nous permet d'abord d'observer : cartographie de réseaux, de comportements, de phénomènes naturels ou mécaniques... Cette observation per-



met de comprendre. Et la compréhension permet l'analyse, puis la définition d'une problématique. Et cette problématique nous mène à l'action. En somme : observer pour comprendre, comprendre pour définir, et définir pour agir.

Quel est l'apport du numérique face aux transitions ?

Je prends un image : nous sommes dans la situation des dinosaures qui voient tomber des météorites. Sauf que contrairement aux dinosaures, nous sommes capables d'analyser ce qu'il en train de se passer, et nous pouvons agir ! Et le numérique nous permet la smart city. Quand on parle de smart city, on parle souvent de services, d'applications plus ou moins utiles. Mais elle a d'abord vocation à être très utile en matière de de santé environnementale, par exemple : en identifiant sur le territoire des zones de abimées ou préservées, en nous donnant des informations pour réfléchir aux pollutions de l'air, du sol, du sous sol, elle nous permet d'être utile et performant au plus proche des territoires. Car faire métropole, ce n'est pas uniquement d'intégrer les politiques publiques, mais connaître suffisamment bien les réalités territoriales pour l'adapter à la réalité du territoire. Et ainsi créer un écosystème équilibré au niveau territorial.

Parallèlement, la Métropole européenne de Lille est engagée depuis longtemps dans le design de politiques publiques... En quoi le numérique est un facilitateur pour le dialogue avec l'usager ?

Toujours dans cette démarche d'observer pour mieux comprendre, toutes les grandes politiques de la Métropole européenne de Lille sont soumises aux citoyens via une plateforme dédiée. Ces consultations permettent de faire remonter de l'information, qui alimente la création de politiques publiques,

qui seront de nouveau mises en débat. Dans cette optique, les outils numériques permettent d'élargir le public : on peut toucher des gens qui ne seraient pas forcément venus une réunion publique locale. Autrement dit, il permet de démultiplier les sources d'information, d'augmenter la surface de connaissance. Et plus largement, il permet d'être en dialogue permanent avec les concitoyens. Car autrefois, nous avions les guichets comme points de contact. S'il y avait des agents assez observateurs, ils pouvaient dire dans quel état d'esprit était les habitants... Ce dialogue là s'est perdu mais il est très important : il faut le réinventer !

Pour vous, ce dialogue alimente la démocratie ?

Exactement. Ces outils là sont aussi des outils de combat culturel, on peut discuter, échanger sur des sujets variés : Pensez-vous que vous avez assez d'espace pour faire du sport ? Pensez-vous que nous devons changer nos pratiques face à l'augmentation de la température ? Et en terme de débat, ce qui fait la force du numérique, c'est aussi sa capacité multicanal. Pour nourrir un sujet, vous pouvez mettre des interviews vidéos, des prises de position, des images... Et cela peut mener à de l'intelligence collective. Un très bel exemple de cette intelligence collective a été la fabrication des masques. Mais aujourd'hui très peu de collectivités entretiennent cette flamme en lançant des appels à ses administrés : j'ai ce problème, comment pourriez-vous m'aider à le résoudre ? Nous sommes revenus à nos mécanismes d'antan... Le design des politiques publiques est un combat de tous les instants !

Propos recueillis par Julie Desbiolles



FAIRE TERRITOIRE EN PROXIMITÉ ET EN CONFIANCE : TOUS TRANSITIONNEURS

Le contexte actuel d'incertitude et de précarité perçu par le plus grand nombre des citoyens et décideurs, les risques réels de tensions sociales et politiques, le calendrier électoral présidentiel qui s'annonce et qui mobilise de multiples acteurs, mais aussi le bouillonnement d'initiatives et de discours de toute nature sur le "monde d'après" a invité naturellement la Fondation des Transitions à plus que jamais faire vivre, partager, comprendre voire reconstruire sa "raison d'être", son efficacité.

Avec le lancement d'un mouvement et d'une dynamique permettant de « faire territoire », d'un vivre ensemble augmenté par les transitions et porté par de multiples entrepreneurs des transitions qui émergent dans tout le pays, la Fondation qui est appelée à devenir l'association Les Transitionneurs a répondu à son ambition et sa mission d'intérêt général.

Se plaçant dans une logique de long terme et d'évolution permanente, les actions et orientations imaginées sont portées par des femmes et des hommes qui incarnent les nécessaires valeurs de confiance, d'engagement, d'écoute, de collaboration, de mutualisation, de pragmatisme et d'innovation, d'humilité et de pédagogie.

Aussi la question du "pourquoi ?" des nécessaires transformations et transitions des territoires ne se pose quasiment plus compte tenu autant du fait de l'accélération des technologies numériques que des exigences légitimes des citoyens et parties prenantes qui demandent une prise en compte concrète et accélérée. C'est le "comment faire ?" qui compte et qui est plus que jamais au cœur de la démarche nécessaire portée par la Fondation

La Fondation des Transitions, interroge sur la notion même de territoire, ou plutôt sur la mise en cohérence des niveaux de territoires. Alors qu'en une centaine d'années, l'accès à la mobilité a permis un accès rapide et peu cher au monde entier, chacun se retrouve confronté à se recentrer sur son domicile, son voisinage, devant redéfinir un territoire de vie... dans une relation nouvelle aux espaces numériques. Le territoire est devenu hybride par nature.

TISSER LA CONFIANCE AUTANT QUE LE LIEN SOCIAL

C'est un virus qui changera peut-être la donne ? Provisoirement ou au long cours ? Plus jamais on ne pourra considérer les territoires de la même façon,

Pour mieux comprendre les évolutions en cours, nous avons à repenser les règles d'action, donner l'envie et le plaisir de « vivre autrement » des mutations qui pourraient sinon s'imposer à nous.

Trouver ce qui crée de la dynamique et de l'envie, n'est pas accessoire. La question n'est plus seulement aujourd'hui ce qui fait société mais ce qui fait territoire.



© Timon Studler



© Olivier Collet

C'est à ce niveau que nous interpelle le 17e Objectif mondial de développement durable dans notre capacité à inventer ou réinventer des alliances multiacteurs locales. Cela renforce aussi la nécessité de co-production de chaque espace, de plus petit ou plus grand, dans une démocratie de la contribution, de l'action. Mais, cela impose une vraie rupture culturelle pour fonder une nouvelle confiance. En effet, s'est installée une méfiance, quand ce n'est pas un rejet total des politiques et de l'entreprise, et aussi de ce que l'on appelle les corps intermédiaires.

Retrouver la confiance c'est produire, c'est faire l'expérience locale même de petites choses. C'est aussi un appel à une nouvelle pédagogie du local qui s'impose et qui met la santé, l'écologie, l'alimentation saine, l'éducation et l'inclusion en absolue priorité, mais sans donner de leçons, en l'exprimant dans des mots simples. Cela interroge aussi sur une communication locale non anxiogène.

Soulignons ensemble que le territoire de proximité est une question de culture et de génération, constitutive de lien social et assumant la complexité et la diversité. Il devient alors plus clair et nécessaire que s'imposent des changements de narration et même de modèles civilisationnels.

La force de la démarche pragmatique de transition "Faire territoire" se nourrit d'une approche pluriacteurs et très transversale. Elle s'appuie sur l'harmonisation de cinq clés que nous avons choisies pour une transition réussie autour de qualificatifs comme utile, inclusive, efficace, agréable.

La première clé est un socle : attirer et retenir les talents dans le territoire (renforcer les capacités).

La deuxième consiste à donner toute sa place à l'innovation technologique.

La troisième est celle de l'acceptabilité, et donc de l'adaptation. La quatrième clé est la capacité à innover dans le financement et les modèles économiques.

Enfin la cinquième dimension est dans la gestion des différences temporelles. Ce qui caractérise les transitions actuelles auxquelles sont confrontés les territoires autant que les collectivités et entreprises est leur rapidité, et le fait qu'elles soient en accélération permanente. C'est une question générationnelle bien sûr, mais pas seulement. Chacun intègre, avance, expérimente à son rythme.

Rien ne peut se faire à grande échelle sans équilibre de la collaboration et enrichissement commun. Comment passer d'un territoire subi, à une véritable co-production d'un territoire mieux partagé, y compris dans une dimension intergénérationnelle. L'enjeu est celui de la capacité collective, du partage de la responsabilité et de l'action, orientée vers une nécessaire transition globale.

L'imaginaire, l'engagement, la résilience, l'envie la mise en mouvement des centaines de transitionneurs porteurs de projets, de propositions et d'actions qui se sont réunis ces derniers mois dans notre Université, l'espoir et l'optimisme sont vraiment là pour nous encourager à imaginer, construire et vivre le territoire hybride qui est le nôtre.

Cette revue l'illustre bien.

Richard Collin, président
Gilles Berhaut, délégué général
www.les-transitionneurs.org
[#transitionneurs](https://twitter.com/transitionneurs)

« IL Y A UNE FORME DE CONCILIATION, OU DE RÉCONCILIATION, ENTRE INTÉRÊT GÉNÉRAL ET ÉCONOMIE »

Charles Benoit Heidsieck est président du Rameau, un laboratoire de recherche empirique sur la construction du bien commun, qu'il a fondé en 2006. Le travail scientifique qu'il mène depuis 15 ans sur la manière dont les organisations publiques et privées interagissent lui donne un regard précis les conditions de réussite des initiatives. Et pour lui, le chemin est clair : il faut s'allier.

Vous avez été co-rapporteur de la mission

« Accélérer les alliances stratégiques au service de l'intérêt général ». Pourquoi cette conviction ?

Nous sommes un laboratoire de recherche empirique : nous parlons de la pratique des organisations publiques ou privées, et nous regardons ce qu'elles font, comment elles agissent. Nous en sélectionnons certaines que nous suivons, et nous avons aussi créé, en lien avec la Caisse des dépôts, l'Observatoire des partenariats, qui permet d'avoir des études scientifiques et statistiques pour mesurer si ces organisations pionnières restent seules ou s'allient. Tout cela nous permet de modéliser la diversité des pratiques, de témoigner, de partager des outils. Et notre conviction profonde, c'est que les alliances (public, privé, associations...) amènent à une diversité de solutions qui peuvent répondre aux besoins actuels. Aujourd'hui, il y a une forme de conciliation, ou de réconciliation, entre l'intérêt général et l'économie.

Et pour vous, ces alliances naissent au niveau des territoires ?

Oui, car pour réunir plusieurs acteurs, la proximité permet de faire ce que la distance ne permet pas : inventer de nouvelles façons de travailler ensemble, même quand on ne partage pas les mêmes valeurs, les mêmes modes de fonctionnement ou les mêmes temporalités. Il suffit d'avoir un objectif commun.

Quels sont les ingrédients pour construire ces alliances ?

Nous avons détecté que cette diversité de solutions se construisait grâce à des catalyseurs territoriaux, des organisations (associations, entreprises, collectivités) qui mettent les acteurs en lien. Il faut donc d'abord des acteurs qui aient envie de se positionner comme catalyseurs territoriaux. Ils sont essentiels car ce sont les ingénieurs du lien, les tiers de confiance, ceux qui



Charles Benoit Heidsieck,
Président et fondateur du Rameau

ont une vision transversale. Si je dois prendre une métaphore, le catalyseur est le jardinier qui travaille sa terre : il féconde la capacité d'un territoire à pouvoir dialoguer. Il faut aussi un tiers-lieu, un lieu informel pour que des acteurs différents puissent se rencontrer. Et il faut enfin un accès à une diversité de données, d'outils et de compétences, pour que chacun puisse se nourrir.

Comment l'Etat peut favoriser l'émergence de ces alliances ?

Son rôle est d'abord pédagogique : la mission interministérielle qui avait été confiée à la députée Cathy Racon-Bouzon et moi-même avait d'ailleurs cet objectif. Il faut également que les acteurs académiques se mobilisent pour insuffler la co-construction, et que des conditions juridiques propice soient installées. Je pense que les territoires sont les leviers de confiance : la loi, le cadre, les grands moyens peuvent être nationaux, mais les paillasse d'innovation sont locales ; il faut trouver un nouvel équilibre, et pour ça, il faut accepter d'aller écouter - et non pas aider - les territoires.

Propos recueillis par Julie Desbiolles

FAIRE TERRITOIRE EN CONFIANCE ET EN PROXIMITÉ QUELLES PRIORITÉS ET QUELS DÉFIS ?



L'Université des Transitionneurs qui s'est déroulée en mode hybride d'octobre 2020 à Juin 2021 a notamment réuni sur tous les territoires des groupes de travail d'acteurs de la transition. Ainsi plusieurs centaines de personnes ont eu l'occasion d'échanger à différentes reprises et de travailler en ateliers sur un ensemble de questions prioritaires. Les réponses apportées au cours des ateliers de travail constituent ainsi le corpus de cette université. Ces ateliers se sont organisés autour de douze thèmes qui ont été retenus comme prioritaires, à savoir :

- 1 - Imaginer et animer des tiers lieux, incubateur des transitions
- 2 - Maîtriser les multiples territoires numériques
- 3 - Prendre soin, de soi, des autres, de la planète
- 4 - Anticiper, aménager, faire ensemble et gouverner les territoires
- 5 - Génération gaming, nouveaux comportements et défis intergénérationnels
- 6 - Alimentation écologique, biodiversité et proximité
- 7 - Les énergies pour tous et stop à l'exclusion énergétique
- 8 - Culture de création, imaginaire et territoire
- 9 - Mobilités et immobilités : tout change
- 10 - Communication et capital relationnel,
- 11 - Biens communs et territoires partagés
- 12 - Capacités et compétences : aujourd'hui et demain

Ce numéro spécial d'Europe Parlementaire présente et formalise à la fois les contributions toutes réalistes et passionnantes issues de ces ateliers que ce soit du point de vue tant de la collectivité, que de l'entreprise, d'ONG de la solidarité et de l'écologie, d'agence d'État, de médias, de partenaires institutionnels et de réseaux constitués. De plus la mobilisation active de tiers lieux partout en France a permis de lancer et d'élaborer autant de projets territoriaux de transition sous l'impulsion et l'engagement de leur responsable, véritable animateur et innovateur pour la convergence des transitions dans leur territoire.

Alors que s'impose le passage à l'échelle des différentes initiatives, la formidable vitalité des acteurs du territoire est un gage d'optimisme, de mobilisation constructive et d'espoir dans cette période où la morosité prend parfois le dessus. Cette occasion offerte d'écouter, de partager et de valider la pertinence et la dynamique nouvelle des actions et des visions portées par les acteurs des territoires est riche de perspectives.

Le constat a été ainsi fait d'une prise de conscience collective de la nécessité d'une convergence vers un bien commun qui soit comprise et partagée, aussi bien que la volonté de s'engager dans le long terme dans des actions concrètes et innovantes ancrées dans le territoire. Nous sommes donc tous invités à :

- Approfondir et qualifier la recherche de bien commun ou de « communs »
 - Valider, tisser et faire vivre une authentique relation de proximité au territoire en confiance
 - Préciser, faire adhérer, développer et former au socle des valeurs et compétences identifiées telles que liberté, optimisme, inclusion, écologie, bienveillance, écoute, rigueur, pragmatisme, incarnation, créativité, solidarité...
 - Favoriser la multiplication et le maillage de tiers lieux dans une logique de mutualisation qui soient parties prenantes des ambitions, connaissances, pratiques et valeurs portées par tous les acteurs engagés dans la démarche des transitionneurs
- Ce précise ainsi notre ambition qui est de contribuer à sa mesure à accompagner le développement et la multiplication de ces nécessaires entrepreneurs des transitions, ces acteurs des imaginaires du possible...et du futur.

Les Transitionneurs

TIERS LIEUX DE PROXIMITÉ, ACCÉLÉRATEURS DE TRANSITIONS, COOPÉRATIVES TERRITORIALES

La situation sanitaire a renforcé l'envie de territoire, l'envie de se relier à son espace de vie, son quartier ou son village. Chacun souhaite profiter pleinement de son territoire sans se couper des services qu'on trouve dans les centres villes. Les solutions de mobilité, l'accès aux services et les dessertes de télécommunication deviennent déterminants pour l'attractivité d'un territoire, y compris pour les candidats à l'installation rurale. Les demandes s'expriment chaque jour, renforcés par la nécessité de lutter contre les changements climatiques et de trouver des solutions nouvelles face au coût croissant des énergies fossiles. Et un déplacement de 100 km en voiture coûte très cher sans compter la fatigue, le risque d'accident et la perte de temps impactant la vie sociale. Les expériences locales de recherche de « circuits courts », inscrits dans des démarches globales de développement durable, s'appuient tout naturellement sur les apports d'Internet pour informer et créer du lien entre les habitants/clients et les professionnels. Des initiatives existent, mais elles restent trop isolées et souvent difficiles à pérenniser faute de modèles économiques clairs, du soutien d'un réseau ou de mutualisation lo-

cale. Certaines concernent les services publics et à la personne Les pépinières d'entreprises, les espaces publics numériques, et autres structures d'accès local aux technologies de l'information et de la communication. Ce sont autant de relais au service des collectivités et des habitants qui peuvent jouer un rôle dans ce nouvel enjeu de développement local.

Il existe des modèles aboutis et inspirants, certains en France mais aussi beaucoup ailleurs comme les telecottages (Suède, Royaume-Unis...) qui ont démontré depuis des années leur efficacité. Les « tiers-lieux » qui se multiplient depuis peu s'inspirent de ces expériences, on peut même affirmer qu'il y a un foisonnement de projets.

Les objectifs à la mise en place de tiers lieux sont multiples, ambitieux, et convergents. Il s'agit d'abord de diminuer les transports, tout déplacement évité a de multiples bénéfices. C'est aussi un apport direct à la cohésion sociale. Ce sont des espaces de rencontres et de partage avec ceux qui partagent le territoire, le quartier. Les tiers lieux contribuent directement à l'inclusion sociale et à de nouvelles solidarités. Ce sont aussi des espaces ouverts d'innovation locale, et de plus en plus de gouvernance, très complémentaires de la vie municipale. Cela permet aussi de rompre avec ce qui est souvent l'isolement de professionnels, particulièrement les indépendants et les nouveaux nomades.

Service minimum tiers lieux

- Lieu d'accueil pour les travailleurs indépendants, entrepreneurs, télétravailleurs réguliers, occasionnels ou nomades, TPE, services au public, e-administration, formation et vie culturelle, enfants des usagers...
- Moyens numériques mutualisés
- Internet très haut débit, point visio, scanner et copieur connecté performants et partagés
- Espace convivial partagé, café/thé, décor agréable.
- Bureaux de passage à la journée ou pour quelques heures, box de rangement privés, espaces téléphone isolés, espace de coworking, salles de réunion



Ce sont aussi des lieux de mutualisation utile tant sur le plan économique qu'environnemental. Si on prend l'exemple des photocopieuses, on peut vite comprendre que le nombre de copies reste très faible mais nécessaire. Et plus la machine est petite plus elle est chère à la copie, et plus elle a un impact environnemental important. Autre exemple la question du chauffage et du refroidissement des locaux, c'est évident qu'il est plus rentable sur tous les plans de travailler et d'avoir toutes sortes d'activités au même endroit.

On voit aussi sur le terrain se développer de nouvelles solidarités et même de l'activité économique, issues de la connaissance entre usagers des tiers lieux. Il est aussi très intéressant de voir ces tiers lieux accueillir des services publics, de l'animation, de la formation...

La question des services numériques est centrale. C'est une question d'accès. Les eActivités sont par nature plus fatigantes que les activités présentiels, du fait de la nécessaire concentration, de la dépendance à la technologie et aux réseaux, et mais aussi parce qu'il y a un changement dans les habitudes. L'effervescence autour de la création des tiers lieux est le signe d'une évolution très profonde qui s'est engagée. Mais ce n'est pas si simple de totalement changer ses habitudes de travail, et pour les salariés cela demande une entente claire avec l'employeur.

Les bénéfices au développement des tiers lieux sont multiples pour le territoire, qui vont bien au-delà du fait de réduire les déplacements et d'améliorer la qualité de vie. Ils permettent une mise en réseau d'expériences innovantes au service du « développement durable » des territoires. Ils créent du lien social et soutiennent directement la vie économique des territoires. Ils sont aussi généralement un vrai soutien de services publics, souvent même directeur opérateur par délégation des collectivités locales.

Mais c'est avant tout un état d'esprit « co » : coopération, collaboration, communication, cocréation... Qu'il s'agisse du partage de temps, d'espace, de moyens matériels ou d'autres types de partages autour de la logistique quotidienne des transports ou de la garde des enfants, de l'alimentation en circuits-courts, du partage de compétences, d'informations, il est délibérément central. Un tiers lieu est avant tout une communauté ouverte, incarnation de la transition confiante du territoire pour plus d'écologie, de solidarité, de partage de compétences...dans le sens du mode de vie dans le travail.

Par Christian Fourage



« ON NE PEUT PAS DÉTERMINER D'EN HAUT COMMENT ON VA CHANGER LES MODES DE TRANSPORT ENTRE UN VILLAGE ET SON CENTRE BOURG »

Maire d'Autun (13 000 hab.), président de l'APVF, président du Comité européen des régions... À lui seul, Vincent Chauvet incarne presque toutes les échelles administratives. Et par son discours comme par ses actes, il montre que c'est à l'échelon local que l'on porte des projets réels et concrets pour la transition écologique.



Vincent Chauvet,

Maire d'Autun, président de l'Association des Petites Villes de France (APVF), président du Comité européen des régions (CdR)

Pour vous, quel est la place des territoires dans la transition écologique ?

La transition écologique ne peut se faire que par les territoires. Certes, il n'est pas question que le Maire construise des centrales nucléaires ; mais le changement des modes de chauffage, de modes de transport, de valorisation des déchets et toutes ces choses-là, soit c'est la responsabilité des collectivités, soit elles sont à l'échelle pertinente. C'est pourquoi j'ai été l'auteur d'un avis qui vient d'être apporté au Comité européen des régions, et que je vais défendre à la COP26 : nous souhaiterions que les objectifs de réduction du CO2 ne soient plus nationaux, mais soient la compilation des objectifs locaux. Pour nous, il serait plus efficace et plus juste que les plans nationaux ne soient pas élaborés aux niveaux des États (souvent sous forme de vœux pieux), mais soient appuyés sur les contributions locales, sur nos plans climat-air-énergie. Ainsi, nous pourrions voir si les projections nationales sont crédibles, et il y aurait une vraie construction, qui part du local. Car concrètement, on ne peut pas déterminer d'en haut comment on va changer les modes de transport entre un village et son centre bourg !

Cette capacité du territoire à mettre en œuvre des projets de transition énergétique, vous l'incarnez à Autun, par exemple avec une filière bois locale... Pouvez-vous détailler ce projet ?

Depuis plusieurs années, nous avons lancé une stratégie d'achat de forêts, dans l'optique de les gérer de manière durable. nous exploitons le bois, nous chassons dans les forêts, mais nous ne faisons pas de coupes à blanc, qui sont désastreuses pour l'environnement. Parallèlement, nous avons des chaufferies bois pour les chauffages collectifs : l'hôpital, la maison de retraite, les logements sociaux... Et nous souhaitons ajouter un étage à cette économie circulaire en favorisant la production de granulés – pour que les propriétaires de poêles à bois locaux puissent acheter leurs granulés dans la scierie locale, et non les importer de l'étranger. Cela montre le rôle de la puissance publique : elle peut acheter les forêts, consommer le bois pour son propre chauffage urbain, et cela donne aussi un effet de levier sur le passage du chauffage individuel carboné au décarboné. Et permet aussi d'avoir une filière industrielle propre, avec une scierie qui se développe en circuit court et avec une énergie locale.

Que vous évoque notre thématique : « faire territoire, en proximité et en confiance » ?

La proximité comme la confiance sont incarnées par les maires. En terme de confiance, nous sommes devant les médias les journalistes, devant les politiques nationaux, même les médecins... Et nous sommes à portée d'engueulade, mais aussi d'embrassade ! Mais je pense qu'il faut prendre conscience des transitions, et communiquer. Par exemple, tous les jeudis, je fais un live Facebook d'une heure, pour répondre à l'ensemble des problématiques. Pour moi, c'est par cette proximité que nous pouvons avoir une fonction de rôle-modèle, et exercer notre capacité d'entraînement.

Propos recueillis par Julie Desbiolles

« IL FAUT CRÉER DE L'EMPOWERMENT »

A Bresse Vallons, petite commune de 2300 habitants dans l'Ain, les transitions se préparent sur le terrain : centrales photovoltaïques, outil-thèque, coworking... Et au centre de tout ça, un tiers-lieu, l'Ecrin, conçu comme un laboratoire pour penser les transitions. Virginie Grignola-Bernard, Maire à l'origine de cette idée, revient sur sa vision du territoire.



Virginie Grignola-Bernard,
Maire de Bresse Vallons

Comment l'idée du tiers-lieu a germé, et quel rôle joue-t-il dans votre commune ?

Tout est parti de deux constats. D'abord, il nous fallait une nouvelle mairie [Bresse Vallons est issue de la fusion en 2019 des communes Cras-sur-Reyssouze et Étrez, ndlr]. Ça a enclenché une réflexion sur le devenir de ces mairies à usage institutionnel, ce qui nous a conduit à vouloir plutôt un espace ouvert : considérer la mairie non pas seulement comme un espace pour des démarches administratives, mais que ce soit aussi un espace de discussion, de rencontre et d'exercice de la démocratie. Parallèlement, nous faisons le constat qu'il y avait beaucoup d'entrepreneurs sur notre territoire : autoentrepreneurs, artisans, agriculteurs... Nous avons donc eu envie de mettre à disposition des espaces professionnels, avec des locaux et des ressources comme des imprimantes, des logiciels, qui dans le but de les mutualiser. Puis l'idée a cheminé, et c'est devenu un tiers-lieu, ECRIN, acronyme de « espace commun de rencontres et d'initiatives » : un lieu pour permettre à tous de participer et de relever un certain nombre de défis d'aménagement du territoire, de lien social, d'usage et accompagnement au numérique, et de transition écologique évidemment, par exemple avec le coworking et l'outil-thèque... Et c'est aussi un espace de développement économique où l'on peut tester son activité – par exemple avec la présence de Ronalpia, un incubateur.

Pour vous, de quoi ont besoin les territoires pour faire face aux enjeux du futur ?

Pour moi, la commune ou l'espace rural du futur est écologique, solidaire, vivant, accueillant. Pour ça, il faut chercher un modèle de développement innovant, qui mobilise des acteurs publics, des acteurs de la société civile, tout en prenant en compte la qualité du cadre de vie. A Bresse Vallons, nous travaillons sur l'hydrogène, nous avons une centrale photovoltaïque citoyenne, nous travaillons aussi sur les mobilités. Et nous essayons d'être un lieu d'innovation : sociale, économique, numérique... Pour ça, il faut créer des espaces pour que ce terreau fertile puisse produire une commune innovante, résiliente, écologique. Dans cette optique, le tiers-lieu est un élément, mais nous accompagnons aussi les élus à la mise en place de la démocratie locale. Car jusqu'à alors, nous avons beaucoup construit sur la notion d'expert ; or, aujourd'hui, ce qui nous intéresse, c'est le retour de l'usager-expert. Bien sûr, ça change aussi la posture de l' élu qui est pour moi véritablement en mutation : avant, il était dans une posture de pilotage, de sachant, de décideur, tandis qu'aujourd'hui, il faut qu'il accepte le partage des pouvoirs et de devenir facilitateur. Il a quand même un pouvoir d'arbitrage, mais la politique telle qu'elle s'est pratiquée jusqu'à alors, à mon avis, n'est plus envisageable. Sur les territoires, il faut créer quelque chose d'endogène : de l'empowerment, tout simplement.

Propos recueillis par Julie Desbiolles

En janvier 2021, l'ECRIN a accueilli l'Université des transitions.

Pendant une journée, les 20 participants (des habitants, de la commune, des représentants du monde associatif, des industriels, des agriculteurs des élus, cette pluralité de regards et d'expertise;) ont été amenés à imaginer un ou des projets de transition. Sur la multitude des projets, trois ont été retenus et font l'objet d'un développement : la constitution d'un réseau de « ambassadeurs de la transition », le développement des espaces de prêt (autre que les médias, les livres et les jeux), et le travail sur la question des lotissements partagés.

« LES TIERS-LIEUX PEUVENT REDONNER DU SENS AUX SERVICES PUBLICS »

Responsable du programme « Nouveaux lieux Nouveaux liens » à l'ANCT, Marthe Pommié estime que le tiers lieux n'est pas un effet de mode et répond à la nécessité de faire proximité dans les territoires en transition.



Marthe Pommié,
Responsable du programme Nouveaux Lieux Nouveaux Liens à l'Agence Nationale Cohésion des Territoires

Aujourd'hui, plus de 2 000 tiers lieux couvrent le territoire. Le 27 août dernier, le Premier ministre, Jean Castex, a annoncé cinq mesures pour soutenir cette filière, lors d'un déplacement à Caen. Le gouvernement mobilise ainsi 130 M€, dont la moitié provient de France Relance, au bénéfice de ces structures, que l'ANCT accompagne à travers son programme Nouveaux Lieux Nouveaux Liens.

« La puissance publique a un rôle majeur à jouer pour accompagner les acteurs des tiers lieux et faire croître ce mouvement. J'ai souhaité que l'État soit, lui-aussi, au rendez-vous en annonçant la mobilisation de 130 millions d'euros, dont plus de la moitié seront issus du plan France Relance », a poursuivi le Premier ministre lors de la remise du rapport 2021 de France Tiers lieux.

Les 5 mesures se déclinent comme suit : création de 100 « manufactures de proximité », des tiers lieux dédiés à la production ; formation professionnelle dans les tiers-lieux ; financement de 3 000 missions de service civique ; formation des conseillers numériques France services au sein des tiers-lieux ; renforcement du maillage national et territorial du réseau des tiers-lieux.

2 500 TIERS-LIEUX EN FRANCE D'ICI LA FIN DE L'ANNÉE

« Je pense que nous ne serons pas loin des 2 500 tiers-lieux créés sur le territoire à la fin de l'année. Ce n'est donc pas un effet de mode mais un dispositif qui a trouvé sa pertinence au croisement de l'action publique, des besoins des habitants, des initiatives citoyennes et des difficultés que certains territoires

rencontrent. L'objectif n'est vraiment pas d'atténuer cette spontanéité, en encadrant les tiers-lieux dans une définition juridique. L'Etat a su s'adapter à l'émergence du phénomène », affirme Marthe Pommié. « Il faut cependant que nous ayons des critères pour soutenir ce mouvement. Mais nous ne devons pas leur faire perdre cette agilité ».

Comment justement ce financement est-il décrété ? « C'est surtout l'ancrage dans le territoire qui est pris en compte et la résonance réelle ou à venir que le tiers lieux crée en proximité », poursuit-elle. L'Anct travaille bien entendu en toute intelligence avec France Tiers Lieux.

LIEUX QUI COLLENT AUX USAGES

Les « manufactures de proximité » entrent dans cette même logique. Un appel à manifestation d'intérêt (AMI) a été lancé le 7 octobre dernier pour créer 100 « manufactures » dans le cadre du plan de relance de l'Etat.

« Une pierre de plus pour donner plus de force à l'édifice des tiers-lieux. Ces derniers sont issus de la culture « friches ». Ils reçoivent des publics mixtes, qui se rendent peu dans les services publics. Mais il ne faut quand même pas que les tiers-lieux aient l'impression de remplacer les services publics. Ce sont des leviers qui peuvent redonner du sens à l'action publique de proximité », conclut Marthe Pommié.

Propos recueillis par Stéphane Menu



La Friche de la Belle de Mai à Marseille, un ancêtre de tiers-lieux
© Wikimedia Commons

« LES TIERS-LIEUX PARTICIPENT DE LA TRANSFORMATION DE LA DÉMOCRATIE LOCALE »

Pour Audrey Charluet, la multiplication des tiers-lieux, gage de bonne santé démocratique, facilite l'appréhension des transitions pour le public le plus large. Ils se développent avec la contribution des élus locaux, attentifs à cette modalité efficiente de renforcement de la proximité.

Quel est votre rôle au sein de la Banque des Territoires ?

Je m'occupe des tiers-lieux pour accompagner leur croissance : de l'émergence du projet jusqu'à sa réalisation. Même si le phénomène est récent, nous avons déjà des retours de terrain sur des projets qui donnent du sens aux écosystèmes locaux. Nous soutenons avant tout les démarches d'innovation au service des territoires dans les domaines dans lesquels elle s'inscrit, notamment pour refonder les modes de production sur les territoires, comme l'alimentation, dans le secteur connexe de l'agriculture urbaine ou encore la culture dans les quartiers prioritaires de la ville et la santé.

Combien de projets ont été portés à ce jour par la Banque des Territoires ?

Nous intervenons à trois niveaux : ingénierie, financement et gestion. Si l'on cumule les trois, nous sommes à une centaine de projets environ. Nous essayons de rester dans une continuité, même si nous ne finançons pas tous les projets que nous accompagnons. Beaucoup de projets mûrissent d'abord dans des programmes, comme Action cœur de ville ou encore Petites villes de demain. notre organisation facilite une approche hybride des projets, avec des croisements dans les financements que nous détectons plus facilement.



Audrey Charluet,
Responsable partenariats et tiers-lieux à la Banque des Territoires

En quoi les tiers-lieux sont-ils promis à un bel avenir ?

Ils jouent à mon sens un rôle pédagogique dans l'appropriation de transitions des territoires par les citoyens. Ils participent aussi de la transformation de la démocratie locale. Par leur capacité à s'inscrire dans les territoires, ils mettent en lumière l'importance de repenser les circuits courts de l'alimentation, de la rénovation énergétique, etc.. Les collectivités locales s'impliquent de plus en plus car ils sont un média intéressant pour s'adresser plus directement aux citoyens. La démultiplication des tiers-lieux oppose une forme de démenti à ce que certains appellent le désenchantement démocratique. Bien sûr il y a encore du chemin à faire mais avec les collectivités qui acceptent de partager la gouvernance de leur territoire, la démocratie de proximité est plus efficiente. Ce sont également de très bon vecteur pour développer et partager l'innovation, y compris dans les territoires ruraux qui sont fertiles en initiatives. Enfin, ils se mettent en réseau pour être plus efficace et mutualiser leurs compétences ce qui permet de créer de la cohérence et de la cohésion à une grande échelle de territoire.

Propos recueillis par Stéphane Menu



NUMÉRIQUE ET TERRITOIRE : LES NOUVEAUX ET EXIGEANTS ENJEUX

Les enjeux – démographiques, environnementaux économiques, monétaires, sanitaires, identitaires, sociétaux, démocratiques et éthiques – auxquels notre société et plus précisément les territoires sont confrontés sont multiples, complexes et paradoxaux. Dans ce contexte le numérique qui est à la fois l'environnement, quasiment notre milieu ambiant, avec ses infrastructures et ses usages s'est imposé. Mais comme le souligne fort bien la commission numérique commune à l'AdCF – Association des communautés de France, France urbaine et Les Interconnectés il s'agit « *de construire et de porter avec les acteurs des territoires une transformation numérique ambitieuse, socialement et écologiquement durable* »¹. Inclusive et participative aussi.

Si le numérique a totalement rebattu les cartes de notre civilisation et nous fait entrer dans un nouvel espace-temps où plus rien n'est figé, il nous fait chaque jour prendre conscience de la nature profondément hybride du territoire, à la fois géographique et virtuel. Dans ce cadre les droits et les devoirs qui fondent à la fois notre société et notre proximité – réelle et virtuelle – devraient s'adapter en permanence au contexte. Il devient nécessaire de réécrire certaines règles de notre société à la lumière des données et algorithmes invasifs et obscurs, de l'instantanéité et du bien commun.

Alors que le numérique suscite de la défiance, parce qu'il peut se mettre, contre l'individu libre et autonome, au service du pouvoir, pouvoir de l'argent pour les uns, pouvoir du contrôle pour les autres, il faut envisager une nouvelle voie ambitieuse et réaliste, fondée sur la capacité des hommes à s'entendre entre eux de façon plus mûre. Le défi clé est d'imaginer et d'adopter une autre voie de gouvernance. A l'heure des révolutions numériques et environnementales, il est évident que nos modèles et nos codes sont bousculés. Il est urgent de positionner le numérique au cœur du territoire avec, par exemple, si on considère simplement l'Open Data, la nécessité d'une réflexion sur la propriété, la diffusion et l'utilisation des données. Données qui participent à la création de richesse collective qui devrait nous conduire le à une gouvernance démocratiquement partagée localement, en concertation avec les parties prenantes et les usagers.

Le numérique est aussi un formidable levier de la transition des territoires au moment où se transforme de nombreuses activités et le travail. Les métiers deviennent de plus en plus des métiers de travailleurs de l'information ; de l'ouvrier qui pilote une machine à commande numérique aux formateurs à distance en passant par la consultation à distance qu'elle soit médicale ou d'expertise. Et bien d'autres encore. La dématérialisation transforme toutes activités et des lieux nouveaux s'inventent pour travailler autrement et ensemble. S'invente alors de nouveaux modes de vie et de proximité dans tous les territoires. Alors émerge le besoin d'équiper les individus-citoyens d'outils de réflexion et de décisions pour autant agir et faire, que pour mobiliser toutes les dynamiques collectives. Dans ce contexte, il devient alors essentiel d'organiser pour chacun le respect et le contrôle de sa vie privée et intime en dotant tout citoyen d'une identité digitale qu'il maîtrise personnellement afin de lui garantir une existence digitale et sociale paisible. En toute confiance.

CAP DIGITAL, TOUJOURS EN POLE POSITION

Le pôle de compétitivité, créé il y a 15 ans, accompagne les acteurs publics et privés dans leur transformation numérique. Un soutien nécessaire dans un monde qui se cherche un futur désirable.



C'est une ruche toujours active. Cap Digital est le pôle de compétitivité français qui accompagne les projets et la croissance des entreprises et des institutions publiques innovantes tout au long de leur parcours. Il réunit plus d'une centaine d'adhérents, en très grande majorité des start-up, mais aussi des collectivités territoriales, des fonds d'investissement, des acteurs académiques ou encore de grandes entreprises. La raison d'être de Cap Digital est clairement résumé par son délégué général, Carlos Cunha. « Nous avons vu le jour il y a 15 ans. C'est un bon laps de temps pour mesurer à quel point notre vie quotidienne s'est numérisée. Nous sommes là pour mettre cette question en permanence dans le débat, pour que l'innovation numérique accompagne à la fois le développement économique mais aussi la transition écologique dans laquelle nous sommes tous embarqués », assure-t-il.

CE QUE PERMET L'INNOVATION TECHNOLOGIQUE...

Avec le recul, deux constats sautent aux yeux : « Nous avons assisté à la montée en puissance des compétences et, conjointement, à la transformation sociale portée par les innovations numériques », assure le délégué général. Une récente enquête de Cap Digital menée auprès de ses adhérents met en évidence que 63 % d'entre eux associent transition écologique et numérique. « L'innovation technologique n'est pas une fin, c'est ce qu'elle permet qui est important », martèle Carlos Cunha. Cette marche en avant technologique repose sur des principes de responsabilité auxquels les adhérents sont attachés et qui forme

« un driver important » de Cap Digital. La donnée numérique est ainsi désormais traitée avec tous les égards qu'elle mérite.

FAVORISER L'APPROPRIATION GÉNÉRALE DES BIENS COMMUNS

C'est pour toutes ces bonnes raisons que la démarche des Transitionneurs a forcément aiguë la curiosité de Cap Digital, notamment sur la notion de bien commun. « Nous souhaitons être de plus en plus dans la proximité. Ce n'est pas un slogan mais une volonté de faire sens, de créer les conditions pour que tout le monde se sentent concernés par ce qui arrive », explique le délégué général. Des élus aux habitants, comment construire cette proximité, comment partir des bonnes intentions pour inverser la façon d'être d'un territoire par un truchement numérique accessible, clair, intégré ? Francilien dans l'âme, Cap Digital s'ouvre vers d'autres lieux, d'autres usages, à décapsuler les envies d'agir à partir des mobilisations potentielles sur un territoire. « Le plan de relance de l'Etat marche sur deux pieds, écologie et numérique. Nous favorisons la mise en place des démonstrateurs de proximité, parce qu'ils sont aux avant-postes de ce qui se passera demain ». Tout le monde doit suivre. La téléconsultation dans le secteur médical, par exemple, est le bon exemple de cette proximité numérique réussie ; le BTP doit se mettre au niveau. Installé à son tableau de bord, Cap Digital appuie sur tous les boutons à la fois. Car le numérique est le meilleur levier pour réussir la transition écologique.

MANIFESTE

POUR DES TERRITOIRES NUMÉRIQUES RESPONSABLES

Le numérique s'est imposé comme un outil indispensable à la vie quotidienne. Cette généralisation des usages du numérique a des impacts majeurs qui doivent être pleinement pris en compte par les décideurs publics. Conscientes de l'importance de l'action locale pour faire face à ces défis, les collectivités réunies au sein de la commission numérique commune à l'AdCF, France urbaine et Les Interconnectés s'engagent. Elles affirment leur volonté de construire et de porter avec les acteurs des territoires une transformation numérique ambitieuse, socialement et écologiquement durable.

Articulé autour de trois ambitions et de neuf engagements le présent manifeste invite les collectivités à adopter le numérique durable comme modèle commun de conduite de leurs stratégies numériques. Il ne fixe pas d'objectifs quantitatifs qui s'imposeraient aux territoires, mais pose les jalons d'un parcours inspirant respectueux des spécificités territoriales. Il appelle à une prise en compte large des enjeux du numérique durable avec les plans structurels existants et la constitution d'indicateurs et de méthodes partagés entre collectivités et l'État afin d'articuler l'action locale avec les stratégies nationales en cours de définition.

Ce manifeste est le fruit d'un travail collectif engagé par les élus territoriaux réunis au sein de la commission numérique de l'AdCF, France urbaine et des Interconnectés, et des débats du Forum Interconnectés des 17 et 18 mars 2021.



¹ Voir les remarquables travaux de la commission numérique des Interconnectés <https://www.interconnectes.com/commissionnumerique/>

« CRÉER DE NOUVELLES GÉOGRAPHIES DU TRAVAIL »

Jean Pouly est spécialiste du télétravail et du coworking, fondateur de la société Econum qui accompagne la transformation numérique des organisations, vice-président du Club Melchior qui gère un centre de coworking près de Lyon, professeur à l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble... Une multitude de casquettes qui lui donnent une vision à la fois théorique et très concrète de ce que le numérique fait au travail et, par extension, au territoire.



Jean Pouly,

Consultant, fondateur d'ECONUM, professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, vice-président du Club Melchior - qui gère le centre de coworking de Charly

Comment le numérique transforme le territoire ?

Le numérique transforme fondamentalement le rapport à l'espace et au temps - notamment en ce qui concerne le travail. On dit d'ailleurs qu'on va « au travail » : le travail était devenu un lieu. Mais aujourd'hui, la numérisation et l'hyper-connectivité font que l'on peut potentiellement travailler d'où on veut : de chez soi, dans le TGV, ou dans de nouveaux lieux comme les tiers-lieux. Et tout ça change profondément l'organisation du travail et des lieux d'habitation. Le point positif, c'est que ça donne aux territoires en périphérie des grandes villes de nouvelles perspectives. Je pense que c'est une nouvelle opportunité pour eux d'attirer de nouveaux habitants, de créer de l'activité locale, de mettre fin aux cités-dortoir. Avec le télétravail, on peut consommer sur son territoire d'habitation, accompagner ses enfants à l'école, aller au coworking... Vivre là où on habite.

Quelles sont les conséquences sur l'aménagement ?

Le travail est quelque chose de très structurant dans un territoire. Le lieu d'habitation, le prix de l'immobilier, l'emplacement des parcs d'activité, les réseaux de transport, les infrastructures, les écoles... Beaucoup de choses sont liées au travail. Aujourd'hui, grâce au numérique, on peut s'affranchir en partie de cet espace-temps et créer de nouvelles géographies du travail. Il y a des transferts, un rééquilibrage entre les grosses villes et les plus petites. Sur les bureaux par exemple, face à la baisse des taux d'occupation, les employeurs passent sur des modèles plus

flexibles, comme le flex-office. Côté transport, cela donne un nouveau levier : lorsqu'on réfléchit les plans de mobilité, on peut éventuellement alléger les réseaux de transports en commun en facilitant l'implantation de lieux de travail partagés, pour que les gens travaillent près de chez eux. On pense le télétravail comme un moyen d'aménager le territoire depuis longtemps, mais la crise sanitaire et l'émergence des tiers-lieux ont changé la donne ; cette nouvelle géographie du travail est en construction.

N'y a-t-il pas un risque de perte de lien social ?

Le risque est l'excès de télétravail. L'idée du télétravail, ce n'est pas d'abolir la relation physique, mais plutôt de réajuster, trouver un équilibre entre les relations en présentiel qui sont très qualitatives, et des moments où l'on est seul à travailler, au calme. Je pense que la peur que le lien se perde et que chacun reste seul chez soi est une idée fantasmée : les humains ne sont pas comme ça. On l'a d'ailleurs constaté avec ce retour au bureau : le modèle que l'on a vécu pendant le confinement, à travailler chez soi, regarder Netflix, consommer en ligne, personne ne le souhaite. Je pense que l'être humain va trouver un équilibre.

Propos recueillis par Julie Desbiolles



Situé à 14 kilomètres de Lyon dans le petit village de Charly, le coworking Melchior est un exemple de ces lieux qui peuvent dynamiser des territoires, tout en limitant les transports vers les grandes métropoles © DR

« 40 % DES FRANÇAIS ASSURENT NE PAS ÊTRE À L'AISE AVEC LE NUMÉRIQUE »

Déléguée générale du Réseau des territoires innovants Les Interconnectés, créé en 2009 par Intercommunalités de France et France Urbaine, Céline Colucci établit un lien entre transition numérique et écologique. Une relation qui n'est pas encore suffisamment fluide...

Comment les Français vivent-ils la transition numérique ?

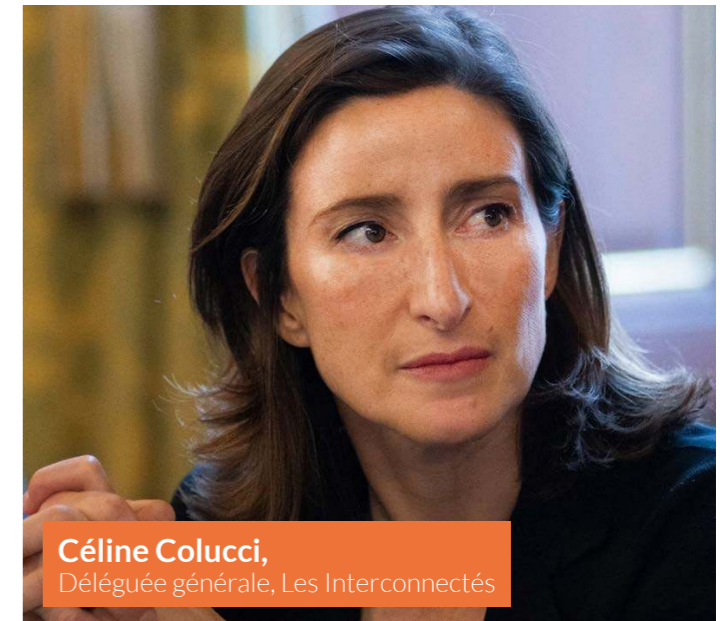
Les études montrent que 16 millions de Français sont exclus du numérique. Autre chiffre qui revient souvent : 40 % de la population française assure ne pas être à l'aise avec l'outil numérique. Ce constat doit être à peu près le même dans tous les pays occidentaux, avec des nuances. En France, l'Etat s'est engagé à l'horizon 2022 à dématérialiser l'ensemble des process administratifs du service public. Cet objectif est à portée de main. Mais sa réalisation pose la question de ceux qui ne peuvent accéder à ces outils dont la crise a montré qu'ils sont aujourd'hui utiles dans toutes les sphères de la vie quotidienne. C'est aussi un enjeu démocratique fort, il faut accompagner le plus de monde possible dans la révolution numérique.

Comment vous engagez-vous pour faire évoluer les choses ?

Nous travaillons avec les collectivités locales : intercommunalités et villes principalement qui animent et pilotent les politiques de proximité. Ils agissent en direction du grand public, notamment dans les quartiers sensibles ou les zones rurales, où la problématique de l'illectronisme se pose avec plus d'acuité. Dans cette démarche, la montée en compétence des agents publics n'avait pas été suffisamment prise en compte jusqu'ici. Avant, on ne portait attention que sur le rapport des agents avec la maîtrise de l'outil. Mais l'acquisition d'une culture numérique déborde de ce seul cadre. Par exemple, les formations liées à la cybersécurité montrent l'importance des failles comportementales, les enjeux de la gestion des données. De plus dans l'engagement de tous au service du climat, il est essentiel de mettre en œuvre un numérique également sobre et au service de l'environnement.

Il y a aussi qui vivent heureux loin d'internet...

C'est un choix qu'il faut respecter. Il faut garantir à tous les citoyens le droit à accéder aux services publics. Ce choix requiert une relation au public basée sur une approche multisupports. Pendant la crise sanitaire, on a vu réapparaître le principe du numéro téléphonique unique. Dans les collectivités territoriales, l'accueil physique du public est revisité et le métier d'agent d'accueil est sans doute celui qui est amené à se transformer le plus. Cet agent devient polyvalent. Il n'est plus là pour orienter le public vers tel ou tel bureau mais aussi pour l'aider à combler ses



Céline Colucci,

Déléguée générale, Les Interconnectés

déficiences numériques pour obtenir tel ou tel service.

Comment travaillez-vous pour renforcer cette culture numérique ?

Les Interconnectés sont nés de la volonté de deux associations d'élus, Intercommunalités de France et France Urbaine. Nous portons les enjeux stratégiques des territoires élaborés de manière collective dans la commission numérique des élus. C'est notamment le sens du Manifeste « Pour des territoires numériques responsables » qui va guider nos travaux pendant la durée du mandat. Nous sommes également là pour accompagner les agents à mettre œuvre leurs plans d'action visant à améliorer la qualité du service public rendu. Forum national, rencontres régionales, groupes de travail, etc. Nous multiplions les outils pour renforcer cette proximité et permettre aux collectivités d'échanger à partir de retours d'expérience. Nous sommes aussi très engagés sur ce qui relève du numérique responsable, en fixant collectivement les axes stratégiques et documentant les pratiques afin de faciliter l'action des collectivités en matière de commande publique responsable par exemple ou pour le recyclage du matériel informatique.

Propos recueillis par Stéphane Menu

PRENDRE SOIN DE SOI, DES AUTRES, DE LA PLANÈTE ?

Dans l'avant-propos de *L'Histoire de l'Ecologie, une science de l'Homme et de la Nature*¹ Jean-Paul Deléage rappelle que « Formellement, l'écologie commence avec l'invention du mot par Ernst Haeckel, en 1886, qu'il définit comme « la totalité de la science des relations de l'organisme avec son environnement, comprenant au sens large toutes les conditions d'existence ». Il souligne que l'entrée fut « discrète, confinée au réseau très restreint des spécialistes, théoriciens et praticiens de l'écologie, et à quelques pays. ». Il a fallu attendre les années 1960 avec la publication du *Printemps Silencieux*² de Rachel Carson pour que le sujet connaisse un retentissement mondial. Elle y dénonça déjà les ravages de l'utilisation systématique de la chimie en agriculture. Ce qui sera par la suite illustré par *Solutions locales pour un désordre global*³ de Coline Serrault, stigmatisant le recyclage dans l'agriculture des immenses stocks de molécules fabriquées pour la guerre et les camps d'extermination. Et autorisés en France jusqu'à encore très récemment.

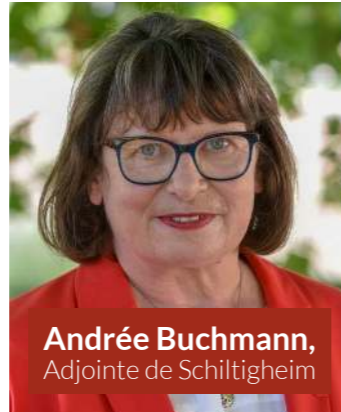
Marie-Monique Robin, en collaboration avec Serge Morand, met en exergue dans *La Fabrique des Pandémies. Préserver la biodiversité, un impératif pour la santé planétaire*⁴, à travers une enquête mondiale, la corrélation entre type d'agriculture, effondrement de la biodiversité, extinction massive, et crise sanitaire.

Si la conscience écologique a mis de longues années à prendre sa dimension actuelle, il est indéniable que l'on savait. « Les écologistes de la santé ont montré que les émergences croissantes de nouvelles maladies infectieuses sont associées en majorité aux interfaces entre animaux domestiques et faune sauvage. » écrit Serge Morand dans la préface. Et de continuer par l'inquiétude que peuvent susciter l'agriculture industrielle, les élevages de « rente » et « la disparition concomitante de l'élevage familial qui entretient une diversité de races locales adaptées aux environnements locaux ».

Les instances internationales, les multinationales, les Etats inscrivent ces sujets à leur agenda. Mais qu'en est-il dans la concrétisation ? Le Sommet de Paris n'a pas minorisé l'inexorable augmentation de la température. Que penser aussi d'un Etat comme la France qui affiche de grands objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols, la reconquête de la biodiversité, etc... et continue d'autoriser voire d'inciter la construction d'autoroutes et autres infrastructures destructrices de milieux ? Parler de compensation est une mystification. Dans ce contexte si lourd, que pouvons faire en tant qu'individus ou petits groupes humains ?

Nous habitons notre corps, vivons dans des proximités, au sein d'un large environnement. Notre qualité de vie, notre survie-même, engage la nécessité d'en prendre soin, dans ces trois dimensions territoriales.

Le constant est terrible : dégradation des conditions de vie, détérioration de notre alimentation, pollution des sols, mauvais traitement



Andrée Buchmann,
Adjointe de Schiltigheim

des animaux, disparition des agriculteurs, effondrement de la biodiversité, 6° extinction massive, dérèglements climatiques, emballements démographiques, exclusion, misère, maladies... Ces phénomènes sont liés et présents à tous les niveaux des territoires.

Comment pouvons-nous reprendre la main, et contribuer à

nous protéger et à aider nos prochains ?

La philosophe Cynthia Fleury résume cette priorité dans le titre de son tract Gallimard *Le soin est un humanisme* : « Il faut se soucier de rendre capacitaires les individus, c'est-à-dire de leur redonner aptitude et souveraineté dans ce qu'ils sont ».

Deux clés s'imposent : la première est la compréhension d'une nécessaire vision globale qui croise enjeux sociaux, environnementaux, économiques et sanitaires. La seconde est la contribution directe. C'est par l'action, même petite que s'impose le soin, y compris par la pratique d'une activité physique ou le jardin cultivé par les pensionnaires d'un Ehpad ... Cette importance du local s'est renforcée pendant et après le confinement où les mairies bien que n'ayant pas compétence sanitaire, ont été fort présentes.

Nous devons rester particulièrement vigilants car, pour citer une autre philosophe, Barbara Stiegler, dans un autre tract Gallimard *De la démocratie en pandémie* : « Si nous ne vivons pas une pandémie, nous vivons bel et bien, en revanche, en *Pandémie*. (...) Ce mot désigne, avec une majuscule, un nouveau continent mental, parti de l'Asie pour recouvrir l'Europe, puis pour s'imposer finalement en Amérique. (...) Un continent, enfin, dans lequel « la pandémie » n'est plus un objet de discussion dans nos démocraties, mais où la démocratie en elle-même, en *Pandémie*, devenu un objet discutable ».

La démocratie est un combat.

Savoir, enseigner, transmettre, aider à réfléchir, à faire confiance à la raison, cette même raison finalement tout aussi capable de nous rendre soumis ou esclaves (de la technologie, d'autres plus forts que nous...) qu'incapable de nous rendre heureux.

Comment légitimer à nouveau la raison, fût-elle en faveur de l'environnement, dans un tel contexte ?

C'est avant tout une question de confiance et de territoire, de proximité.

Andrée Buchmann

¹ Ed. La Découverte, Paris, 1992

² Ed. Houghton Mifflin, Boston, 1962

³ Livre et film, Acte Sud, 2010

⁴ Ed. La Découverte, Paris, 2021

« L'HUMANITÉ, NOTRE VALEUR AJOUTÉE »

À l'heure de la froideur du digital, Benoit Meyronin, docteur en économie, en est persuadé : ce qui fait notre richesse, c'est notre humanité. Alors à la vie comme au travail, il invite à « prendre soin », dans la lignée de l'éthique du « care ».



Benoît Meyronin,
Directeur conseil et stratégie du groupe KORUS
et professeur senior à Grenoble Ecole de Management

Or, « notre société repose sur un déséquilibre entre les enjeux humains associés à ce « prendre soin », et les conditions dans lesquelles ces métiers s'exercent : il sont peu reconnus, peu valorisés... Et souvent exercés par des femmes », détaille-t-il.

CRÉER DE LA CONFIANCE

Dans ce contexte, Benoît Meyronin considère qu'il faut aujourd'hui « replacer l'humain au cœur des organisations ». Le numérique peut être une occasion : « Pour moi, la digitalisation peut engendrer des gains de productivité que l'on peut réinvestir dans des tâches comme la relation à l'autre, l'accompagnement. L'enjeu, c'est que cette valeur ajoutée humaine soit pleinement reconnue, légitimée », prône-t-il.

Dans son quotidien d'aménageur d'espaces de travail, favoriser le « care » s'incarne dans l'attention aux besoins des travailleurs, au sens large. C'est d'abord un travail sur la qualité de l'air, de la lumière, de la présence de végétal, considérant qu'il faut prendre en compte ces « dimensions très physiologiques : nous sommes des corps, des cerveaux, de la matière », résume-t-il. Mais les espaces peuvent aussi répondre à des besoins plus psychologiques : besoin de confiance, de reconnaissance, de pouvoir d'agir, d'être écouté. « Par exemple, quand on pense la répartition des services dans l'espace, on peut réfléchir à ceux qui ne se sentent pas bien considérés : on ne les met pas au troisième sous-sol, mais dans un espace valorisant, on rapproche les services qui ont besoin de se parler, de s'écouter, de collaborer ».

Car *in fine*, c'est bien le but : cet intérêt pour le « care » est sous-tendu par l'idée que notre humanité est ce que l'on a de plus précieux, y compris en terme économique, face aux transitions : « le sens de l'histoire, c'est de créer de la transparence, de l'ouverture, pour favoriser la confiance, l'écoute, et l'agir ensemble, donc la coopération », conclut-il.

« Bernard Stiegler avait une expression très juste : il parlait d'une « économie de l'incurie ». Or l'incurieux, étymologiquement, c'est celui qui ne prend pas soin. Aujourd'hui, nous sommes face à une économie qui ne prend pas soin, non seulement de la planète, mais aussi des individus qui ne sont pas toujours bien traités dans les organisations ».

Voilà comment Benoît Meyronin, professeur à Grenoble Ecole de Management et directeur en conseil et stratégie du groupe Korus, dont le métier est d'aménager des espaces, résume sa vision. Cet universitaire défend depuis longtemps l'éthique du « care » - ou éthique de la « sollicitude », de l'« attention », du « soin » -, un courant de pensée arrivé des États-Unis au début des années 1980. Cette théorie part du constat que « le care est quelque chose qui concerne chaque être humain, qui est à la fois un récepteur et un pourvoyeur de soin », explique-t-il : on prend soin d'un enfant, d'une personne à laquelle on est attaché, d'un espace de vie. Et c'est aussi une économie : chaque jour, des professionnels « prennent soin » à l'école, à la crèche, dans les services de santé ou sociaux...

Propos recueillis par Julie Desbiolles

FAIRE TERRITOIRE, ANTICIPER ET AMÉNAGER L'EUROPE



Ronan Uhel,
Directeur à l'Agence Européenne de l'Environnement

Quelle vision a l'Europe des Territoires ?

La COVID-19 a rappelé les territoires aux dirigeants, politiques autant qu'économiques. Pour cela nous avons une nécessité de mutation très rapide. Une ancienne et importante réflexion politique s'est engagée en Europe sur la nature des territoires, là où se fait la mise en œuvre des politiques structurelles, régionales et sociales – jusqu'alors sans conditionnalité particulière, systémique, pour les bénéficiaires. La démarche de soutien grâce aux fonds régionaux européens a évolué avec le temps, graduellement encadrée par un agenda politique informel et sur base volontaire (Agenda Territorial 2020). Cela représente maintenant 75 % du budget européen.

Au niveau des régions, des progrès économiques et sociaux cohésifs ont été réalisés, toutefois sans éviter des dégradations d'ordre systémique : environnement, ressources, sociétaux, santé, avec de fortes inégalités. La nouvelle Commission nommée fin 2019 a annoncé vouloir – depuis elle impose en accord avec le Parlement et Conseil européens - un nouveau projet de société fondé sur le développement durable, dans sa dimension systémique et holistique, structuré autour de trois priorités : le pacte vert, la société numérique, la transition juste.

Quelle est l'ambition du Pacte Vert ?

Le Pacte vert affirme son ambition : décarboner l'économie, restauration de 30% des écosystèmes en Europe avec une vraie connectivité écologique des territoires, réforme profonde de la PAC vers une agroécologie auto-suffisante, nouvelle stratégie industrielle autour d'un objectif zéro pollution, etc. Le projet est accompagné d'objectifs-cibles, chiffrables et donc mesurables, portant sur des critères contraignants de développement durable, avec une nouvelle taxonomie des récipiendaires autour d'une stratégie cohérente de financement.

Le plan d'investissement pour l'Europe (EGDIP – recouvrement et résilience) est le pilier financier du pacte vert pour l'Europe. Ce dernier vise à mobiliser des ressources financières publiques et privées pour soutenir environ 1 000 milliards d'euros d'investissements verts au cours des dix années à venir.

Ce plan d'investissement se fonde sur 3 dimensions croisées :

- Un financement, par l'intermédiaire du budget de l'UE et du programme InvestEU, instrument innovant pour attirer et mobiliser des fonds privés
- Une facilitation, qui permettra de développer des outils et cadres européens pour guider les investissements verts, notamment grâce à la stratégie renouvelée en matière de finance durable et aux règles révisées en matière d'aides d'État
- Une exécution, consistant à créer une réserve solide de projets verts en proposant une assistance technique pour la préparation de projets viables.

Les projets dans les territoires disposant d'un plan approuvé, dans le cadre du règlement du Fonds pour une transition juste, ou les projets qui profitent à ces régions peuvent bénéficier du dispositif, sous condition qu'ils s'avèrent être essentiels à la transition de ces territoires. Ainsi les projets d'infrastructures qui renforcent la connectivité des régions de transition juste sont couverts.

Ronan Uhel



PURPLE S'ATTAQUE À L'ARTIFICIALISATION DES SOLS

La start-up PURPLE ALTERNATIVE SURFACE conçoit et commercialisera des dalles éco conçues, modulaires et intelligentes en matière de revêtements urbains qui remplacent le macadam dans un souci de préservation des ressources en eau.

Avec l'urbanisation et la multiplication des infrastructures de transports, services et commerces, l'artificialisation des sols est aujourd'hui l'une des causes premières du changement climatique et de l'érosion de la biodiversité. 23 907 hectares ont encore été pris par l'urbanisation sur les sols naturels et agricoles en 2017, ce qui représente la surface de la ville de Marseille. Ces sols imperméabilisés chaque année en France deviennent autant de surfaces qui perdent leur capacité à absorber les eaux pluviales multipliant ainsi les risques d'inondations.

« Avec la loi Zéro Artificialisation Nette (ZAN) publiée au JO de 24 août 2021, le législateur souhaite que la goutte d'eau s'infilte au plus près de l'endroit où elle tombe », résume Sébastien Molas. Forte de ces constats, l'équipe de PURPLE ALTERNATIVE SURFACE a mis au point une structure de voirie éco-conçue à base de produits recyclés et recyclables, perméable, dont la dalle est un élément primordial pour limiter l'imperméabilisation des sols. Ce revêtement extérieur filtrant, circulaire pour les voiries de moins de 50 km/h, participe aussi à la lutte contre les îlots de chaleur urbains. Grâce à sa structure alvéolée, la dalle PURPLE ALTERNATIVE SURFACE fait office d'isolant et réduit l'amplitude thermique. Explication : le plastique refroidit plus vite que les revêtements traditionnels en enrobés ou en béton qui accumulent de la chaleur en journée et la restituent la nuit !

LE DÉCHET COMME MATIÈRE PREMIÈRE !

Un autre cadre législatif renforce la pertinence du projet de cette jeune entreprise innovante implantée à Belfort (90). Il s'agit de la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire approuvée en février 2020. Cette loi fixe un calendrier contraignant pour limiter la production de déchets plastiques avec un objectif de 100 % de plastique recyclé d'ici 2025. Un enjeu de taille quand l'on sait que le taux de recyclage dans l'Hexagone du plastique était de seulement 32 % en 2018. Fabriquée à partir de déchets plastiques détournés de l'incinération, la dalle PURPLE ALTERNATIVE SURFACE s'inscrit dans une économie circulaire. « Notre matière première est constituée de plastiques détournés de l'incinération et de l'enfouissement, mais aussi de fibres des pales d'éolienne car nous avons trouvé une solution pour recycler le broyat de pale d'éolienne en fin de vie. Cela était jusqu'alors extrêmement difficile à réaliser, explique Pierre Quinero. Après l'organisation de collectes, ces différents types de plastiques sont broyés, puis, selon un procédé innovant, injectés afin de réaliser nos dalles. »



Les dalles modulaires et performantes PURPLE ALTERNATIVE SURFACE permettent une infiltration de l'eau optimale.

COLLABORER POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX DE DEMAIN

PURPLE ALTERNATIVE SURFACE offrira enfin un nouveau support pour intégrer de l'intelligence entre la route et l'environnement de la ville de demain. Ses fondateurs se sont rapprochés du Crunch Lab, le laboratoire de fabrication de l'UTBM, pour intégrer des capteurs à ces dalles et trouver ensemble des utilisations nouvelles. Des réflexions sont menées pour renforcer la sécurité d'un passage piéton, connecter des places PMR afin d'informer les utilisateurs ou encore que les puces intégrées aux dalles soient auto-alimentées afin d'être autonomes. Toutes ces applications et bien d'autres sont en cours de recherche afin d'améliorer le quotidien et s'inscrire pleinement dans les nouveaux enjeux de la Smart City. Avec ce produit de rupture, PURPLE ALTERNATIVE SURFACE répond à de nombreuses problématiques. Aujourd'hui, elle a conçu son propre moule et sous-traite la fabrication des dalles. Son objectif est désormais de lever des fonds pour accélérer sa phase d'industrialisation et améliorer sa R&D sur les usages de la data et de l'IA.

Contact :

Sébastien Molas – 06 63 67 79 89
Pierre Quinero – 06 19 79 39 65

Patricia Pereira - Directrice Communication & Marketing – 06 47 86 64 94

www.purplealternativesurface.com
contact@purplealternativesurface.com

DE NOUVEAUX CONTRATS DE CONFIANCE DANS LES TERRITOIRES APPRENANTS

« Peut-on encore maîtriser l'urbanisme, le développement des territoires » ?

« Peut-on réellement changer les gouvernances et doit-on le faire » ?

La difficulté des questions soulevées est à la hauteur des défis de la transition.

Face à la complexité il semble possible d'agir ici et maintenant.



Luc Gwiazdzinski,
Géographe, Professeur à l'ENSA
Toulouse et chercheur au LRA

CHANGER DE REGARD ET DE MOTS.

Difficile de dire si l'on peut encore « maîtriser l'urbanisme » et le « développement » des territoires. Il semble plus judicieux de s'organiser, d'interagir en système pour apprendre à fluer, être capable de s'adapter, de s'ajuster face aux crises et aux incidents, d'improviser en utilisant nos expériences et savoir-faire, que de chercher l'impossible « maîtrise ».

Les mots même d'« urbanisme » et de « développement » n'ont plus guère de sens. Ils paraissent « démonétisés » et porteurs des affres de la modernité. Il nous faut sans doute changer de vocabulaire pour apprendre à « co-habiter le monde » dans le respect du vivant. Il est possible d'oublier le mot même d'urbanisme pour contribuer à un « art des territoires » et préférer « ménagement » à « développement ».

La dynamique des territoires se construit dans l'action et le projet collectif. C'est cette agilité qu'il faut s'évertuer à élaborer à partir de la fabrique de protocoles et de situations favorables à l'échelle des territoires. Le temps n'est plus aux gouvernances verticales et viriles mais aux réseaux horizontaux loin de la fabrique des emplacements institutionnels, des bunkers et des baronnies.

Enfin, le fait de vivre dans un vieux pays « antépathique », ne doit pas devenir synonyme d'inaction, de fuite ou de repli. Malgré les sombres perspectives, il est possible d'agir et de se mettre en mouvement, comme chercheurs, pédagogues, élus et citoyens autour de quelques pistes en cherchant à concilier ambition et modestie.

« Il faudrait que l'homme accroisse sa curiosité et accepte la complexité du monde dans lequel il vit ».
Theodore Zeldin

SE MOBILISER À DIFFÉRENTES ÉCHELLES.

Il est possible de construire la mobilisation dans la proximité, même si l'on doit s'interroger sur l'hypothèse de la « sainte proximité », soudain parée de toutes les vertus et porteuse du « réel », du vrai et du pertinent. En géographe, on ne peut oublier les emboitements d'échelles, l'importance de l'ici et à l'ailleurs, l'équilibre des racines et des ailes. On a besoin de s'appuyer sur les compétences, savoirs et énergies des acteurs locaux dont il faut établir les cartographies. Il faut insister sur la nécessité d'une approche systémique, le besoin d'hybridation et de co-construction.

CONSTRUIRE DES TERRITOIRES APPRENANTS.

Un territoire attractif où l'on se sent bien est un territoire vivant où les gens se rencontrent. On doit imaginer les protocoles et dispositifs qui permettent de nouveaux échanges, des processus d'éducation population et d'émancipation. Il faut inventer un nouveau design des collectifs, du politique et des instances, l'émergence de plateforme d'innovation ouverte. Sur cette base, on peut imaginer une fabrique de « territoires apprenants ».

INSTAURER DE NOUVEAUX CONTRATS DE CONFIANCE TERRITORIAUX.

Dans un monde en mutation rapide où le lien est aussi important que le lieu, on pourrait miser sur le redéploiement de la notion de « confiance » à l'échelle territoriale, avec la définition de nouveaux « contrats de confiance » territoriaux et temporaires qui facilitent l'expérimentation et l'élaboration de chartes permettant de tenir ensemble les organisations et les territoires.

Commençons ensemble sans attendre, en expérimentant ici et maintenant dans nos territoires.

LUC GWIAZDZINSKI est géographe, Professeur à l'ENSA Toulouse et chercheur au LRA. Ses travaux portent sur les territoires, les temps et les mobilités. Il coordonne le séminaire international « Nouvelles proximités » et « Rythmologies ».

Luc Gwiazdzinski

LA BANQUE DES TERRITOIRES, 3 ANS PLUS TARD

La Banque des Territoires a investi 58 milliards d'euros dans les territoires depuis sa création en 2018. Le financement des diverses transitions est au cœur de ses priorités.



Jacques Rosemont,
Directeur de projet à la Banque des Territoires

On a la (fausse) impression que la Banque des Territoires est dans le paysage institutionnel français depuis de nombreuses années. Or, elle ne compte au compteur que trois ans et demi d'existence (elle est née précisément le 30 mai 2018). Portée sur les fonds baptismaux pour moderniser les territoires, de lutter contre les inégalités et d'agir concrètement au service de l'intérêt général, cette structure unique de la Caisse des Dépôt a récemment dressé un bilan de son activité. Où apparaissent forcément des éléments concrets sur les budgets investis pour financer les diverses transitions en cours.

La France à la relance

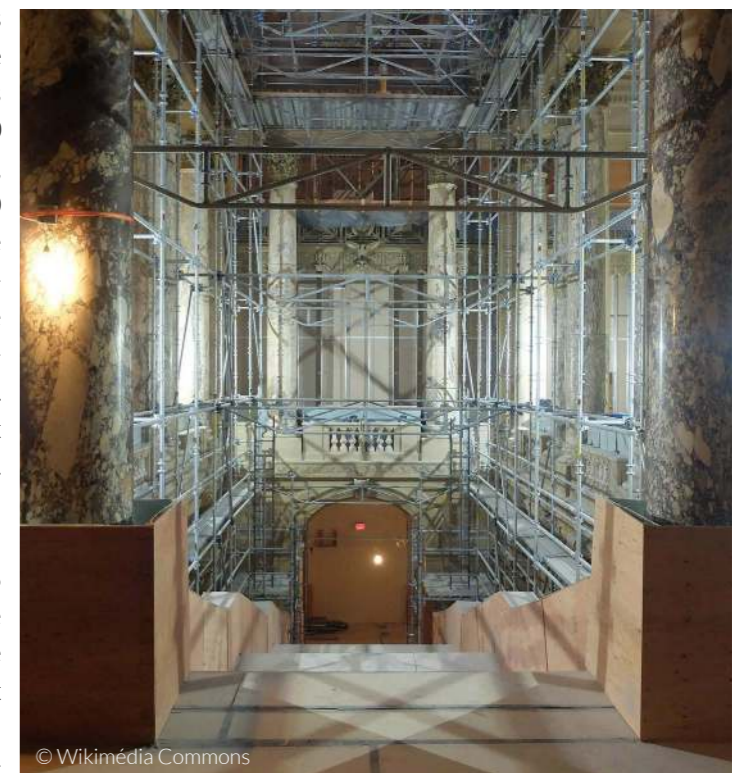
58 milliards d'euros ont été injectés dans les territoires depuis la création de la Banque des Territoires. Dans le détail, cette mobilisation financière a permis de loger 580 000 personnes logées dans 260 000 logements sociaux, de construire 165 000 m² de bâtiments publics et tertiaires rénovés thermiquement, de raccorder 1,8 million de locaux à la fibre et de financer 400 kms d'infrastructures. Pour faire face à la crise sanitaire, le gouvernement a annoncé le plan France Relance au sein duquel la Banque des Territoires joue un rôle essentiel. « Dès le mois de mars 2020, nous avons mis en place des mesures exceptionnelles de soutien aux collectivités et aux entreprises. Aujourd'hui, plusieurs dispositifs d'accompagnement perdurent à travers toute la France », explique Olivier Sichel, son directeur.

Facilitatrice de transitions

La relance se veut « plus verte, plus solidaire, plus territoriale ». 9,6 Md€ ont été injectés dans 7 dispositifs de relance pour l'habitat, le commerce, l'inclusion numérique, le médico-social, la reconquête industrielle, le tourisme, la transition écologique et énergétique et le très haut débit. Directeur de projet du développement durable à la Banque des Territoires, Jacques Rosemont a suivi de près la dé-

marche des Transitionneurs : « Pour nous, c'est toujours très utile d'apporter notre expertise aux acteurs de terrain, et de voir aussi concrètement comment les choses se mettent en place ». Pour les acteurs, il y a là aussi la possibilité pour eux de mieux comprendre le fonctionnement de la Banque des Territoires. « Il est vrai que de l'extérieur, ce millefeuille d'aides possibles peut paraître difficile à dénouer. Mais nous sommes là pour accompagner les porteurs de projets. A chaque de ces derniers, il y a la possibilité d'obtenir des financements, de l'ingénierie en amont jusqu'au financement concret des projets. Ces derniers arrivent aussi vite que les collectivités se mobilisent », assure-t-il. Pointant le décalage entre les projets lancés et la perception citoyenne : « Ce sont deux temporalités différentes. L'utilité des projets financés sera mieux perçue dans les prochains mois », conclut-il.

Propos recueillis par Stéphane Menu



© Wikimedia Commons

« IL FAUT CRÉER LES CONDITIONS AUTHENTIQUES DE LA COOPÉRATION OUVERTE »

Au département de la Gironde, Julie Chabaud co-pilote La Base, laboratoire d'innovation publique créé en 2017 : un espace où agents, citoyens, associations ou tout autre acteur peuvent se saisir de problématiques, pour chercher et expérimenter des solutions. Quatre ans après l'ouverture, Julie Chabaud est toujours convaincue que les solutions pour le futur sont dans cette coopération... Mais une vraie coopération.



Julie Chabaud,
Co-responsable Mission Agenda 21
et LaboM21/LaBase au département
de la Gironde

Quel est l'objectif de La Base ?

L'objectif du laboratoire d'innovation, c'est se transformer pour transformer. Aujourd'hui, le monde change à une vitesse que l'on a jamais connue. Dans ce contexte, si l'on veut porter des transformations sociales, inclusives, écologiques et démocratiques, ça suppose d'acquiescer de nouvelles manières de travailler, des nouveaux modes de coopération. L'idée de ce laboratoire est donc d'être un tiers espace commun, un espace de mise en capacité à se transformer pour transformer. Concrètement, à La Base, toute personne (citoyens, associations, entreprises, etc) peut découvrir des outils d'intelligence collective, de design, cartographie des parties prenantes, et être accompagnée par des personnes formées à la facilitation pour travailler sur une problématique.

C'est une autre manière de concevoir des politiques publiques ?

C'est une représentation d'un changement de gouvernance. Aujourd'hui, on sait que tout est lié : les problématiques sociales, sanitaires, écologiques... Or, à partir du moment où on prend conscience de cette interrelation de tous les sujets, on ne peut pas continuer à faire comme si tout allait entrer dans un tableau Excel, comme si un seul des acteurs pouvait être le chef. Or, on ne sait pas bien travailler en transversalité, solliciter l'intelligence collective. D'où la nécessité de cet espace d'autorisation où l'on essaye ensemble, on apprend ensemble, on conçoit ensemble... Et

on éprouve des concepts. [Par exemple, quand on co-crée un jardin partagé de 50 mètres carrés en ville], on sait que l'on ne va pas résoudre le problème de la souveraineté alimentaire de la Gironde. Mais en travaillant sur cet espace, ce que l'on apprend permet ensuite de développer une stratégie de territoire nourricier, de coresponsabilité alimentaire, etc. On fait l'épreuve du concept, et l'échelle de la preuve n'est pas importante ; ce qui nous intéresse, c'est plutôt comment on apprend à fonctionner différemment.

Pour vous, quel rôle joue le service public dans le développement de ces nouvelles manières de fonctionner ?

Innover, ce n'est pas compliqué : les méthodes, les retours d'expériences, on les a. Mais ce qui peut bloquer le passage à l'échelle, c'est qu'il n'y ait pas les conditions réunies pour porter durablement ces transformations. Il faut donc travailler sur ces conditions : prendre le temps, former les gens, les accompagner vers l'autonomie, mettre à disposition notre capacité de veille et de benchmark, partager les ressources... Et surtout, l'idée n'est pas d'être prestataire d'innovation : il faut se mettre en position basse et simplement faciliter le fait que les choses se fassent. Il faut créer les conditions de confiance pour faire ensemble dans la durée. Créer les conditions authentiques de la coopération ouverte... Pour faire en sorte que les actions qu'on mène soient vraiment transformatrices.

Propos recueillis par Julie Desbiolles

AU CŒUR DE LA TRANSITION : PILOTER LA TRANSFORMATION DES RESSOURCES DU TERRITOIRE EN MOTEUR DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DURABLE



Christophe Besson-Léaud,
Président et Cofondateur Alliance
Sens & Économie www.sens-eco.org

Le monde est entré dans une période durablement incertaine qui remet en question notre modèle de développement et de société, sur fond de défiance entre les parties prenantes publiques et privées qui font les territoires. Pour faire face à cette crise systémique, 81 % des français, 83 % des entreprises, 97 % des acteurs de l'ESS et 93 % des maires pensent incontournable de « faire alliance » pour co-construire de nouveaux moteurs de développement économique durable¹. Mais face aux modalités concrètes, 75% les élus locaux ne savent pas comment passer des discours à l'action. Pour citer Einstein, "Un problème créé ne peut être résolu en réfléchissant de la même manière qu'il a été créé." Il s'agit donc de s'emparer de nouvelles solutions afin de passer à l'action.

Or depuis ces dix dernières années, des initiatives partenariales ont été menées pour proposer des solutions agiles et innovantes² propices à la coopération entre acteurs (publics, privés, société civile, académiques, entreprises). Cette réflexion a mené entre autres à la création d'Alliance Sens & Économie, constituée sous forme de SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif) qui propose aux décideurs publics et privés (élu.e.s, institutionnels, en-

treprises) et à la société civile de « faire alliance » par la création de SCIC foncières garantes d'un développement économique responsable et d'un « bien vivre ensemble ».

DES FABRIQUES DE CODÉVELOPPEMENT® POUR RELANCER DURABLEMENT LES TERRITOIRES

Alliance Sens & Économie est le Startup studio des « communs » de l'économie responsable (ingénierie et solutions dans l'immobilier intelligent et durable, la finance responsable, le numérique décentralisé, la formation tout au long de la vie, ...). Elle incube la co-construction de services mutualisés, économiquement viables qui permettent aux territoires et à leurs filières de mettre en œuvre de nouveaux modèles de développement fondés sur l'économie numérique, circulaire, de la fonctionnalité, en circuit court (contribuant aux ODD³). Elle s'appuie sur son réseau de partenaires qui la constitue, tous convaincus de la force de l'alliance des énergies⁴. Issue de cette incubation, référencée *Solution Action cœur de ville* par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) (<https://bit.ly/ACV-FC>), la *Fabrique de codéveloppement®* est une plateforme locale de relance qui réussit à catalyser le potentiel des ressources et des acteurs locaux pour en faire de nouveaux moteurs de développement économique durable. Elle permet de (re)localiser des activités productives, créatrices d'emplois à partir du patrimoine immobilier vacant et sous-utilisé du territoire. C'est le cas dans le Grand Reims avec la SCIC foncière MICROVILLE 112, fabrique de la ville intelligente et durable sur les 65 ha de l'ex BA 112. C'est une coopérative d'intérêt collectif avec une gouvernance partenariale, un espace de confiance et de coopération nécessaire pour que les acteurs publics et privés s'investissent ensemble dans leur projet de territoire.

Élu.e.s, exécutifs publics et décideurs privés, si vous souhaitez « faire alliance » pour construire un monde alliant sens et économie, vous n'êtes pas seul.e.s : vous pouvez rejoindre Alliance Sens & Économie et ses partenaires.

Christophe Besson-Léaud

¹ Source : Comisis, OpinionWay - 2019-2021

² Territoires & Innovation (Datar, CDC, ANR 2009-2012), *Convergences, Transition Forum, Fabrique des Transitions, Villes paires, initiatives recensées par l'ANCT, les CJD, le Labo ESS...*

³ ODD : Objectif de Développement Durable de l'ONU

⁴ CEREMA, France Clusters, Smart Buildings Alliance for smart cities, Hors Site, Le Grand Rebond, Transition Forum, Le Rameau, la Fondation de la co-construction du Bien Commun, la Fondation Elyx ambassadrice des ODD.

« LES DÉVELOPPEURS AUX AVANT-POSTES DES TRANSITIONS »

Ce sont les leviers des politiques publiques dédiées au développement économique dans les territoires. Ces « développeurs » veillent à faire en sorte que la croissance économique s'harmonise au mieux avec les exigences de la transition écologique. Un rôle essentiel.

Né au début des années 90, le Réseau national de l'économie territoriale (RNET) permet aux développeurs économiques d'échanger sur un métier qui ne cesse de monter en compétence au fur et à mesure de l'évolution de la décentralisation. « Ce qui caractérise nos métiers, c'est la diversité de ses profils. Nous accompagnons les porteurs de projets, les entreprises, dans des domaines aussi divers que l'innovation, le financement, l'immobilier, la formation, etc. Par notre connaissance des acteurs de l'écosystème territorial, nous mobilisons les ressources les plus à même de favoriser le développement d'activités économiques et d'emplois, la création de filières, clusters, etc. », explique sa présidente, Héléne Becquet.

8 000 DÉVELOPPEURS DANS LE PAYS

On compte à ce jour quelques 8 000 développeurs économiques dans le pays. Le RNET est un lieu de réflexion pour ces acteurs, notamment lors des Rencontres de l'économie territoriale qui ont lieu chaque année. « Nous sommes tous des agents publics, même si certains de nos adhérents font des allers-retours avec le privé ». Lorsque l'association des Transitionneurs est venue frapper à la porte de RNET, « les synergies possibles ont tout de suite été évidentes ». Le métier de développeur économique est fortement impacté par la nécessité de verdir notre économie. L'économie circulaire, par exemple, est une opportunité pour le déploiement de nouvelles activités à impact social et environnemental. Nous avons besoin de travailler avec ceux qui portent cette transition », dit Patricia Auroy, vice-présidente. Les prochaines Rencontres feront d'ailleurs la part belle à ce sujet, exhortant à « Faire et agir ensemble ». Conférences, ateliers et focus d'experts sont prévus au printemps prochain.

TRANSITIONS PLURIELLES

De ce fait, le marketing territorial change de forme. On ne vend plus son territoire comme avant. « Le portage des projets économiques doit prendre en compte l'impact carbone et la di-



Héléne Becquet,
Présidente de RNET

mension citoyenne. L'évolution du télétravail, la reconnaissance de l'économie sociale et solidaire comme une activité économique créatrice d'emplois, vont aussi peser sur la manière de travailler dans les territoires. Nous sommes donc au cœur de multiples transitions qui sont tout autant sources de menaces que d'opportunités pour l'emploi, et qui nécessitent d'anticiper les compétences nécessaires dans un monde imprévisible ». « Le développeur économique est un catalyseur de territoire. Avec l'appui du Fonds ODD 17, nous lançons d'ailleurs un groupe de travail sur le sujet, ouvert à tous les acteurs. Et regardons avec intérêt la création et le développement de tiers-lieux, lieux de déploiement de ces nouvelles manières d'agir sur le territoire », conclut Patricia Auroy.

Propos recueillis par Stéphane Menu

Pour en savoir plus sur RNET :

<https://economie-territoriale.fr/>

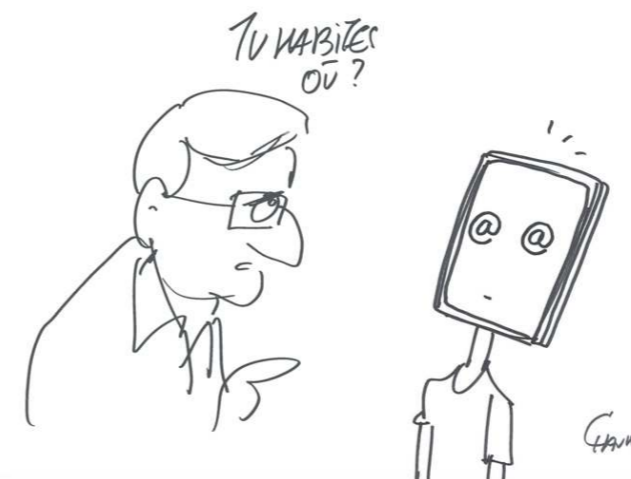
QUELS TERRITOIRES POUR LA GÉNÉRATION GAMING ET INSTAGRAM ?

Histoire vraie :

Adolescent 15 ans : « Papa je me suis fait un nouveau copain. On a échangé en jouant à des jeux vidéos. On aime les mêmes jeux. » « Il s'appelle comment ? Il fait quoi ? » Après les réponses vient une nouvelle question. « Et il vit où ? ». « Mais Papa pourquoi tu me poses la question ? ».

Quand on partage un territoire, même s'il est numérique, il n'est pas nécessaire d'en appeler un autre. Et pourquoi vouloir séparer un territoire virtuel d'un territoire physique puisqu'il n'y en a qu'un seul pour lui. Ou plutôt un archipel de territoires juxtaposés, dans une continuité du physique et du virtuel, dans ce que l'on appelle de plus en plus le phygital.

La « génération gaming et Instagram » est née avec le siècle. Nous sommes face à une pratique de masse des jeux vidéo, passionnée transformatrice rapide des comportements. Elle est source d'inquiétude pour certaines générations, comme le punk ou le cinéma l'étaient dans un siècle précédent... Ne cristallisons pas entre des gentils et des méchants, nous sommes face à une transition très profonde qui intègre toutes les dimensions de nos vies, toutes nos cultures. Comprenons que la pratique du jeu vidéo est riche d'enseignement, peut apporter une vision plus systémique favorable à une compréhension « développement durable » du monde. Mais ne sous-estimons pas non plus les risques, sanitaires et énergétiques. Et si la pratique des jeux dits de bac à sable comme Minecraft, de stratégie, RPG (jeux de rôle) confère des capacités intellectuelles, cognitives et collectives intéressantes, elle est aussi sujette à de nouvelles exclusions.

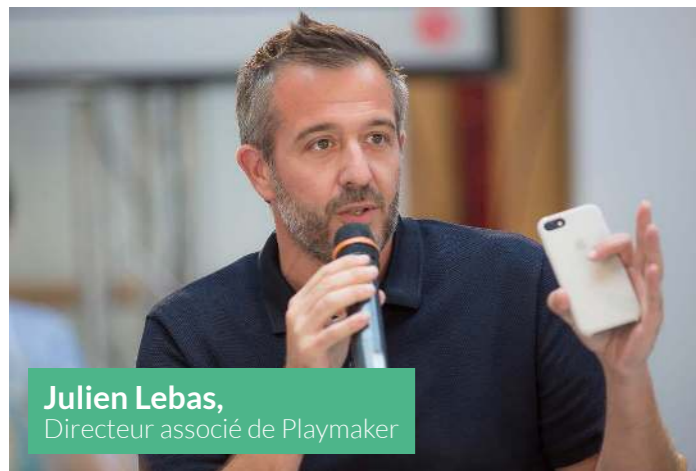


La métamorphose la plus profonde est dans la transformation de la relation à l'autre et à son environnement et donc au territoire. Si la partie émergente est le jeu vidéo et Instagram, il faut regarder plus globalement la façon de s'informer et de communiquer, la génération gaming a ses propres médias y compris sur un plan politique, ce sont Instagram, Youtube et les chats de Discord ou de Jeuxvidéos.com. C'est un monde plus divers, tout aussi manipulable, où s'expriment les idéologies paranoïaques, complotistes, racistes... mais est-ce plus que dans les médias de la fin du 20e siècle ? Et surtout faut-il se fermer ou au contraire, parler, discuter, écouter, essayer de comprendre, créer de vraies interrelations générationnelles.

Plus jamais on ne pourra considérer les territoires de la même façon. Le 20e siècle a vu chacun étendre sa mobilité grâce au développement des technologies de transport, ouvrant aussi son univers culturel. Le 21e siècle est celui de la multiplication des territoires et des capacités à les transformer en temps réel dans un continuum. Les clés des territoires ont changé, chacun peut se les approprier, en changer, les transformer... dans une juxtaposition permanente de ceux-ci. Le monde vit un nouvel individualisme, ce qui ne veut pas dire égoïsme mais plutôt individuation assumée... et à découvrir. Mais pourra-t-on encore faire société tout en superposant les territoires.

« LE TERRITOIRE RÉEL NOURRIT LE TERRITOIRE VIRTUEL, ET VICE VERSA »

D'après une étude de 2020 du Syndicat des Éditeurs de Logiciels de Loisirs (SELL), 86% des français ayant entre 19 et 24 ans jouent aux jeux vidéo. Alors Julien Lebas, dirigeant d'une agence de marketing digital, en est persuadé : la transition ne peut pas se passer de ces nouveaux territoires qui construisent de nouveaux liens, développent de nouvelles compétences et de nouvelles manières de penser le monde. Qu'on le veuille, ou non.



Julien Lebas,
Directeur associé de Playmaker

Pour vous qu'est ce que la pratique des jeux vidéo apporte aux joueurs dans leur vision du monde, leurs les compétences ?

Pour les « gamers natives », qui ont grandi avec le jeu vidéo, il y a une notion du territoire complètement différente. Depuis chez soi, on peut jouer contre quelqu'un en Angleterre ! Ils ont donc accès à des territoires plus étendus, dématérialisés... Mais pour autant, bien réels : car concrètement, on n'est pas assis sur le canapé à côté de l'autre joueur, mais on joue bien l'un contre l'autre. Ce sont aussi des territoires qui fonctionnent différemment, qui ont d'autres prérequis pour exister : par exemple, si on se déconnecte, ces territoires sont coupés. Ce que ça veut dire, c'est d'abord que cette jeune génération de gamers sera déjà sensibilisée et à l'aise avec les notions de travail à distance, de mobilité, d'échanges fluides et à longue distance par un canal numérique. Parallèlement, avec certains jeux, ils acquièrent par exemple des notions de gestion. Si l'on prend l'exemple de jeux type « bac à sable » (Minecraft est le plus représentatif), ce sont des jeux dans lesquels l'objectif est de créer une ville et la faire prospérer : ces générations sont habituées à créer virtuellement des territoires. Ils apprennent aussi le *test and learn* : dans le jeu vidéo, si Lara Croft ne saute pas assez loin quand elle doit traverser un ravin, elle revient au même point : vous réessayez, et vous faites différemment. Il y a enfin une coopération plus naturelle dans les jeux. Concrètement, quand on joue en ligne, des joueurs

échantent entre eux de manière dématérialisée, dans des univers où ils doivent coopérer pour atteindre un objectif commun.

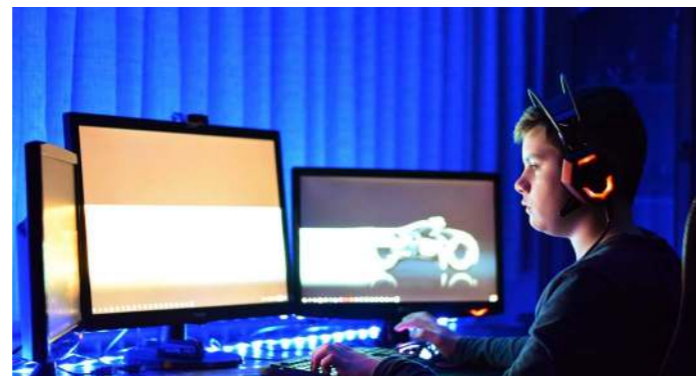
C'est aussi un endroit où l'on peut faire passer de l'information ?

On a une vraie pratique de masse des jeux vidéo. On parle de gamification : ce besoin, ce plaisir de jouer s'étend, et peut transformer les comportements. Alors nécessairement, c'est un média qui aura une responsabilité... Pour preuve, la publicité investit massivement dans les jeux vidéo. Sur le terrain de foot de Fifa, comme dans les terrains de foot de matchs « réels », des annonceurs achètent des espaces publicitaires... Ce canal et celui des réseaux sociaux sont les moyens d'atteindre ces générations-là.

Pour vous, c'est donc un territoire à ne surtout pas ignorer...

Demain, gamifier l'approche permettra de les engager. Si on ne passe pas par là, on ne leur parlera pas. Le territoire réel nourrit le territoire virtuel, et vice versa ! D'autant qu'avec cette éducation aux territoires virtuels, à la proximité, à l'échange fluide avec n'importe qui dans le monde, à des mécaniques de gestion de territoire et de *test and learn*, cette génération représente un terrain fertile... Mais il faut que ceux qui ne sont pas gamers en prennent conscience.

Propos recueillis par Julie Desbiolles



Le jeu vidéo offre une forme de proximité avec des gens partout dans le monde, sans avoir à se déplacer de chez soi... Ouvrant de nouveaux territoires © Pixabay

ALIMENTATION ET TERRITOIRE DE VIE

Les questions alimentaires et agricoles concernent une part importante de la vie. C'est bien sûr une réponse aux besoins vitaux, notamment sanitaires, mais c'est aussi le besoin de plaisir voire d'épanouissement de chacune et chacun. La crise de confiance sur la nourriture est très forte. Mais le sujet est extrêmement complexe, les interactions nombreuses... et en permanente évolution. Le mauvais réflexe serait de considérer qu'il suffit de faire le contraire de ce que l'on fait depuis des années. Mais cela ne marche. Deux notions s'imposent, le local et le bio. Quand on recherche la proximité c'est aussi la relation directe qui est recherchée. Cela donne l'opportunité à l'agriculture de d'interpeller sur ses propres revenus. Alors s'affirme directement une notion globale de pouvoir d'achat, de capacité à maintenir l'abondance dans une équation économique complexe et tendue.

Les derniers mois, avec les confinements ont renforcé l'envie des territoires de proximité, mettant l'alimentation comme priorité. Ainsi des tiers lieux en ont fait leur axe de travail, cherchant à relier production et consommation. Le succès est souvent là, mais pas à l'échelle et pas à toutes les saisons. Cet enjeu sociétal est aussi de plus en plus prioritaire politiquement. La restauration collective peut ainsi montrer l'exemple. La référence à la commune de Mouans-Sartoux est souvent faite par les élus, mais chaque contexte est particulier, y compris parce que chaque territoire a ses habitudes et ses traditions.

Et l'intérêt ne suffit pas pour agir. Mener une stratégie alimentaire territoriale nécessite d'avoir une vision globale, de chercher à mailler les partenaires et prestataires, dans une logique de coopération. Ces démarches ont aussi besoin de s'incarner dans des lieux, c'est tout l'intérêt des tiers lieux de proximité.

En France les gens mangent à 80 % (comme partout dans le monde) ce qui est produit sur place. C'est souvent pratique et moins cher. L'hyper marché disparaît de plus en plus au profit du supermarché de proximité, quand ce n'est pas le marché et les petits commerces. Mais il n'y a pas de substitution, mais bien de plus en plus une cohabitation des modèles.

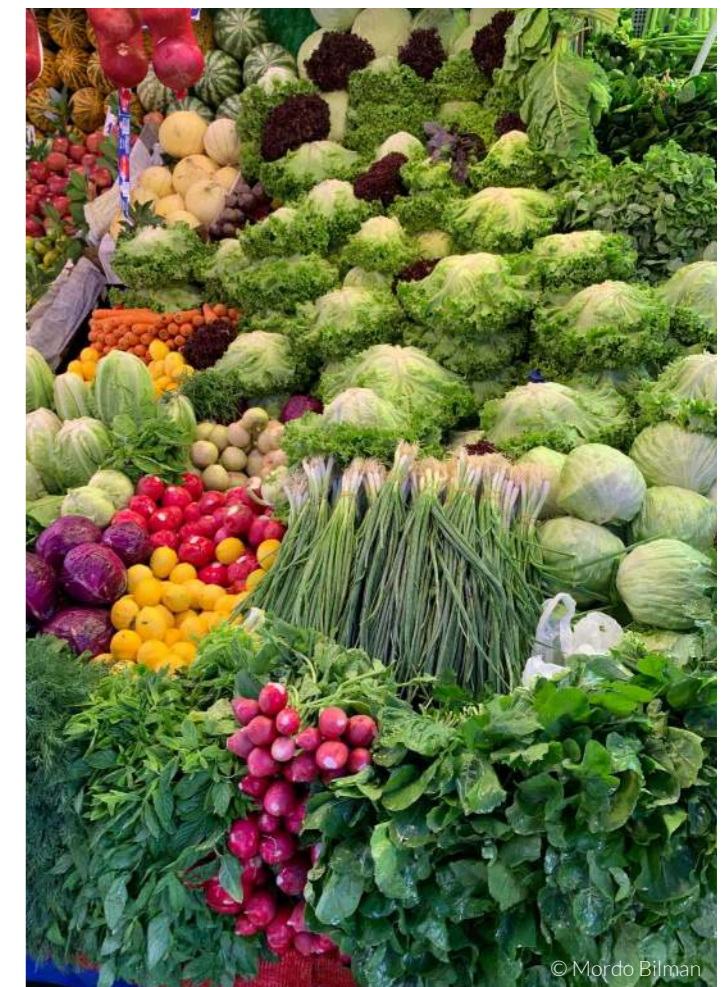
Ce n'est qu'une question de choix mais aussi de contraintes multiples et très diverses.

La clé est celle de la confiance. Mais comment la construire ?

À chaque échelon territorial se pose aussi la question de la compétence, y compris dans les collectivités, pour rassembler les partenaires, accompagner le changement. C'est d'autant important qu'il est difficile de mettre en commun, ne serait-ce que pour définir ce que l'on peut considérer être la qualité : bien nourrir ? risques ? valeurs environnementales ? enjeux sociaux ? plaisir ? émissions de carbone ?

Inciter, rendre possible faciliter... créer une vision positive du changement. C'est une question de coûts, qui demande du temps et souvent une souplesse administrative (parfois un frein à l'expérimentation). C'est par l'engagement et la mutualisation que peuvent émerger les solutions efficaces.

Par Christian Fourage



© Mor do Bilman

« MISONN SUR LES TERRITOIRES »

Spécialiste des questions agricoles, Gilles Luneau aime se frotter à la complexité du monde. Il en tire une leçon : les territoires ont des solutions. Le hic : le changement d'échelle, avec la persistance des lobbys et des réglementations de tout poil.



© Editions de l'Aube

Gilles Luneau,
Écrivain, journaliste et réalisateur

Où en est Global Magazine ?

En 2007, j'ai créé, avec d'autres confrères, Global Magazine. C'est en ligne depuis 2011. Il y a avait très peu de journaux en ligne à l'époque. Je sortais d'une expérience dans la presse hebdomadaire. On était un peu fatigués par les conditions dans lesquelles nous travaillions. Nous nous sommes plantés sur le modèle, qui consistait à partir du principe d'une fondation, à savoir un journalisme financé par des abonnements et d'autres contributions, conçu pour l'analyse, se détachant du suivi de l'actualité, la créant à sa façon. Un concept de slow info. Nous visions 100 000 lecteurs pour entretenir cette production journalistique. Mais nous n'y sommes jamais arrivés. Il nous aurait fallu des Community managers pour accompagner le développement du produit. Mais les gamins qui sortent des écoles de commerce veulent gagner du fric, pas participer à ce genre d'aventure un peu incertaine (rires).

Vous travaillez sur les questions agricoles. En quoi ce secteur est-il emblématique des transitions à venir ?

Pendant le confinement, France 3 Aquitaine m'a demandé de suivre une famille bordelaise pour voir comment elle se nourrissait, avec mon ami Antoine Rivière. On a sillonné la région Nouvelle-Aquitaine à la rencontre des différents acteurs agroalimentaires

mobilisés pour nourrir le pays malgré les difficultés liées à la pandémie (fermeture des marchés, des restaurants, des cantines, tension sur certains produits, défaut de main d'œuvre, etc.). On a mis en relief l'importance capitale des circuits courts dans l'autonomie alimentaire des territoires, en lançant la réflexion sur l'autonomie, la sécurité et la souveraineté alimentaires. On pose plus fondamentalement la question suivante : qu'est-ce qui nourrit un territoire ? Cueillir les fruits, les légumes, les traiter, aller chercher ce qui n'est pas sur place, organiser des circuits courts mais jusqu'où, etc. ? La question de l'insécurité alimentaire est un impensé. L'OMC a créé la mondialisation de tout en assurant qu'elle serait heureuse, basée sur des flux industriels tendus. Elle a en effet apporté pas mal de progrès mais elle a créé une interdépendance qui menace par exemple notre sécurité alimentaire si des crises comme la Covid-19 se reproduisent.

La notion de territoire éclaire-t-elle notre avenir ?

Il faut continuer à interroger la notion de territoire, comme les Transitionneurs le font. Partir des populations, savoir comment elles se nourrissent, penser l'écosystème en termes d'autonomie et non d'exportations. Des initiatives existent dans les communes, en matière de restauration collective. Le problème c'est le changement d'échelle mais il bute sur les lobbys, les réglementations. Jusqu'à la dernière goutte de pétrole, les entreprises du secteur se battent. Or, rien n'empêche un pays de se consacrer exclusivement à la nourriture bio. Et tout partira du territoire, qui sera la pierre d'angle de la faisabilité du système. Sinon, ce sera la guerre civile.

Propos recueillis par Stéphane Menu

« JE CROIS ÉNORMÉMENT AU RÔLE DES RÉGIONS »

Dans un contexte où, d'après le Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique (CITEPA), l'agriculture est responsable de 19% des émissions de gaz à effet de serre en France, le Groupe Nestlé souhaite encourager une « agriculture régénératrice ». Pour Pierre-Alexandre Teulié, directeur général en charge du développement durable à Nestlé, entreprises et pouvoirs publics doivent travailler de concert pour la transition alimentaire.

Pour vous, vers quelle agriculture doit-on aller ?

Les pratiques d'agriculture telles qu'elles ont été mises en œuvre depuis la révolution industrielle ont appauvri les sols, et ont nui à leur capacité à être une source de vie, donc de carbone. L'enjeu majeur est de leur permettre de redevenir un puits de carbone, et non pas une source d'émission. C'est pour ça que l'on s'intéresse à l'agriculture régénératrice, avec quelques principes assez simples : moins de labours, retourner au couvert végétal, la rotation des cultures... Ça nous renvoie à des fermes à taille humaine, où l'intensification n'est pas le seul moyen de produire. C'est un véritable enjeu, car nous sommes aussi sur une planète qui bientôt comptera 10 milliards d'habitants... Et qu'il faut nourrir tout le monde.

Quel est le rôle des différents acteurs pour aider les agriculteurs à faire cette transition ?

L'agriculture régénératrice n'est pas antinomique avec la productivité. Mais il y a un temps de transition : il faut compter trois à cinq ans avant que les sols ne retrouvent leur vivacité naturelle, et arrivent à se protéger sans avoir besoin d'être dopés aux produits azotés. Côté entreprises, je pense que celles qui achètent les productions agricoles doivent inciter les agriculteurs à entamer cette conversion : ça passe par les prix d'achat. Mais je crois que le grand défi, c'est aussi d'agir comme un catalyseur et de rassembler le plus de monde possible autour de ces démarches. Car un des grands principes de l'agriculture régénératrice, c'est la rotation des cultures. Or, si Nestlé achète la production céréalière d'un agriculteur, il faut que la saison suivante il ait trouvé un débouché pour l'orge qu'il aura planté dans ce même champ... Il faut donc qu'il y ait un mouvement collectif autour de ces principes.



Pierre-Alexandre Teulié,
Directeur général en charge
du développement durable à Nestlé

Qu'attendez-vous des pouvoirs publics ?

Il est du ressort de l'Europe de faire une Politique Agricole Commune (PAC) qui permette ces évolutions, de l'État de définir un cadre approprié. Et je crois énormément au rôle des Régions, parce qu'elles ont la responsabilité de la formation et du développement économique, mais aussi parce qu'elles peuvent agir en fonction de leur réalité : les enjeux de la Région Hauts-de-France ne sont pas ceux de l'Occitanie, ce n'est pas le même climat, les mêmes sols... Au niveau du territoire, nous pouvons jouer un rôle de catalyseur : par exemple dans les Hauts de France, nous sommes dans le collectif Sols Vivants qui rassemble des ONG, la Chambre d'Agriculture des Hauts-de-France, des entreprises comme Bonduelle ou McCaine... Et on essaie de trouver des solutions à l'échelle du territoire. Pour moi, il est illusoire de penser qu'un seul acteur puisse faire basculer les choses. C'est l'union des acteurs, économiques et publics, qui permet ces transitions.

Propos recueillis par Julie Desbiolles

LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE : UNE PRIORITÉ NATIONALE POUR TOUS LES TERRITOIRES



Bernard Saincy,
Président de STOP EXCLUSION ÉNERGÉTIQUE

La précarité énergétique c'est-à-dire l'incapacité à se chauffer convenablement ou à payer ses factures d'énergie, touchait, en 2020, 12 millions de personnes en France. La hausse vertigineuse actuelle des prix des énergies risque de faire basculer un nombre plus important encore de foyers dans cette précarité. Selon l'enquête annuelle du Médiateur de l'Énergie, 60% des Français ont déjà en 2021 restreint le chauffage chez eux pour ne pas avoir des factures trop élevées. 25% ont éprouvé des difficultés à les payer (46% pour les 18-34 ans) soit 7 points de plus qu'en 2020. 20% ont déclaré avoir souffert du froid. Aujourd'hui, 84% des Français se disent préoccupés vis-à-vis de leur consommation d'énergie (5 points de plus qu'en 2020) et, pourtant, la période de chauffe hivernale n'a toujours pas commencé !

La précarité énergétique est un fléau social, sanitaire et environnemental grandissant et la lutte contre celle-ci doit devenir une priorité nationale.

Outre la hausse des énergies, la faiblesse du pouvoir d'achat et surtout la mauvaise qualité de l'habitat (il existe encore 4,8 millions de « passoires thermiques ») sont les causes cumulatives de la précarité énergétique. C'est sur ces causes qu'il faut agir pour permettre à chacune et chacun de vivre dignement dans son logement.

Pour cela il faut combiner des mesures immédiates et de court terme avec des mesures systémiques et de moyen terme.

Dans le court terme, comme le demandent de nombreuses associations, il est impératif d'augmenter très significativement le Chèque Énergie, d'accroître son assise et de mettre en place un système de modulation en fonction des prix des énergies. A moyen terme, il faut continuer à renforcer les programmes

de rénovation thermique des habitats. Hélas, ces programmes ne touchent encore que peu de personnes en grande précarité, c'est-à-dire celles qui en ont le plus besoin. Cela pour deux raisons : le reste à charge pour les foyers est encore trop important (environ 5 000 € pour 50 000 € de travaux) et l'accompagnement des familles insuffisant et inadapté.

Pour notre association STOP EXCLUSION ÉNERGÉTIQUE, association multi-acteurs réunissant entreprises, collectivités et associations, il est urgent de lancer un grand programme de lutte contre la grande précarité intégrant des solutions innovantes pour le financement du reste à charge et pour un accompagnement renforcé des familles les plus en difficulté. D'ores et déjà, il est possible d'agir en intégrant les spécificités des foyers en grande précarité dans les aides existantes telle MaPrimeRénov' ou le nouveau dispositif MonAccompagnateurRénov' ainsi qu'en développant et déployant le métier « d'Ensemble Solidaires » c'est-à-dire des professionnels formés pour accompagner, de bout en bout, socialement, techniquement et financièrement les personnes en grande précarité dans leurs travaux.

Bernard Saincy



« C'EST PAR LA COOPÉRATION QUE L'ON RÉUSSIRA À FAIRE ÉMERGER DES SOLUTIONS ADAPTÉES AUX TERRITOIRES »

Gaz Réseau Distribution France, ou GRDF, principal gestionnaire du réseau de distribution de gaz naturel, est lui aussi en transition. Car l'arrivée du gaz renouvelable, notamment issu de la méthanisation, bouleverse la gestion du réseau : hier, le gaz y pénétrait par quelques points d'entrées, demain il proviendra d'une multitude de fournisseurs sur le territoire... Pour Sophie Galharret, directrice RSE de GRDF, le distributeur historique devient dans ce contexte « un catalyseur ».



Sophie Galharret,
Directrice RSE de GRDF

Pour vous, quelle est la place des territoires dans la transition énergétique ?

Aujourd'hui, les territoires ont un rôle de planification et d'animation de la transition énergétique. Concrètement, ce sont les métropoles, les communautés urbaines qui ont la compétence des réseaux de distribution, notamment électricité et gaz. Il y a de grandes orientations nationales en matière d'énergie, mais c'est bien à l'échelle territoriale que s'expriment les potentiels, se développent les projets, se mobilisent les acteurs. Pour la transition énergétique, le point de départ, c'est l'état des lieux du territoire : en terme de consommation d'énergie mais aussi d'émissions de gaz à effet de serre. Il faut aussi identifier les leviers, clarifier le potentiel du territoire et la connaissance des dynamiques d'acteurs, faire émerger ses propres opportunités, ses propres ressources... Et mettre en débat les différents chemins possibles

Quelles solutions concrètes s'offrent aux territoires ?

La meilleure énergie, c'est celle qu'on ne consomme pas : il faut avant tout trouver des leviers de sobriété et d'efficacité énergétique, et ensuite réfléchir à la manière dont on produit l'énergie nécessaire. Et là, il n'y a pas de réponse unique, il faut étudier la complémentarité des différents vecteurs, les coûts. Ce ne sont pas des approches simples ! Mais l'une des solutions peut être la méthanisation. Le méthane se fabrique à partir des déchets verts locaux ; il rejette peu de CO₂, peut être injecté dans le réseau existant, et produit un digestat utile pour l'agriculture. Il génère aussi de la valeur et de l'emploi. L'enjeu est de faire émerger de multiples points de production de ce gaz : aujourd'hui en France, 300 méthaniseurs qui injectent dans le réseau de GRDF.

Avec la méthanisation, de nouvelles dynamiques de territoire se créent ?

Localement, on défend une méthanisation durable, c'est-à-dire des projets qui impliquent les différents acteurs du territoire, dans lesquels il y a une forme de concertation. Un exemple concret est celui de Methamoly, une installation de méthanisation sur les Monts du Lyonnais, dans le Rhône. C'est un projet agricole qui a émergé avec une association d'agriculteurs, mais qui est très vite allé sur une co-construction avec les autres acteurs : collectivité locale, citoyens via un financement participatif... Dans ce contexte, on joue un rôle de catalyseur. Nous pensons que c'est par ces coopérations que l'on réussira à faire émerger des solutions qui répondent aux besoins profonds des territoires. Se rapprocher des acteurs, c'est un mode d'action que l'on a éprouvé, qui fonctionne et qui est un accélérateur.

Propos recueillis par Julie Desbiolles



Un méthaniseur transforme les déchets organiques en méthane : on met les déchets à l'intérieur, on prive d'oxygène, on chauffe, et les bactéries transforment les déchets en méthane biologique, biogénique © Grégory Brandel

« L'HEURE EST À LA MASSIFICATION DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE »

Secrétaire général et porte-parole du groupe Hellio, Claire Gagnaire explique pourquoi il est indispensable que la rénovation énergétique soit expliquée le plus simplement du monde au plus grand nombre. « Le devoir d'accompagnement est indispensable », assure-t-elle.



© Claire Gagnaire

Claire Gagnaire,
Secrétaire générale Groupe HELLIO

Présentez-nous HELLIO...

Je tiens d'abord à préciser que nous sommes membres de la Fondation des Transitions, que nous participons au collectif Stop exclusion énergétique et que nous participons à la démarche des Transitionneurs. Nous sommes une entreprise privée, créée il y a plus de dix ans, dont l'objectif est de permettre à tout un chacun de mieux maîtriser son énergie. Nous intervenons auprès des entreprises, des particuliers, des collectivités pour établir un diagnostic de leurs installations, puis leur proposer des travaux ou des aménagements pour améliorer leur performance énergétique. Nous sommes financés par les Certificats d'économie d'énergie, les fameux CEE. L'argent vient des pollueurs, je mets le terme entre guillemets, bien entendu.

Pas mal d'aides existent dans la rénovation énergétique.

Comment s'y retrouver ?

De plus en plus de personnes s'emparent du sujet et c'est tant mieux, notamment du côté des collectivités territoriales. Nous sommes dans le conseil. Combien vais-je devoir payer malgré tout, malgré le recours à toutes ces aides ? Les gens se posent pas mal de questions. Ils veulent bien rénover mais ont besoin de savoir ce que ça va leur coûter. En la matière, nous sommes dans un objectif de massification. Les logements mal isolés polluent énormément. Pour les collectivités, les aides peuvent être importantes. Nous avons travaillé récemment à évaluer les travaux à réaliser dans des bâtiments scolaires dans la Marne. La commune a reçu 80 000 € d'aides, soit 45 % du financement global. Ce sont des coups de pouce qui permettent aux collectivités de lancer les travaux nécessaires. Le thème de la rénovation énergétique monte en puissance en ce moment. Nous recrutons d'ailleurs de plus en plus en France pour faire face à la demande.

Cette inscription dans le territoire, votre propre visibilité, c'est en lien avec le souhait des Transitionneurs de faire avancer les politiques publiques au cœur de cette proximité...

En effet, je crois que tout le monde a bien saisi aujourd'hui que le réchauffement climatique réclamait des mesures d'urgence, tant au niveau des particuliers que des grosses organisations. Mais il faut simplifier le discours pour les gens, tout simplement. La prise de conscience citoyenne en suffit pas. La question du coût prédomine, à l'heure où, pour de bonnes ou de mauvaises raisons, le sentiment que le pouvoir d'achat se rétrécit pour la majorité de nos citoyens. De la volonté de mener à bien la rénovation jusqu'à la réalisation des travaux avec des artisans labellisés, le devoir d'accompagnement est indispensable.

Propos recueillis par Stéphane Menu

« LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE DOIT D'ABORD CIBLER LES PLUS MODESTES »

Pour Manuel Domergue, il est nécessaire d'articuler justice sociale et justice environnementale. En allant vers les plus précaires, premières victimes de la crise environnementale, pour leur proposer des solutions réalistes.



Manuel Domergue,
Directeur des études
à la Fondation Abbé Pierre

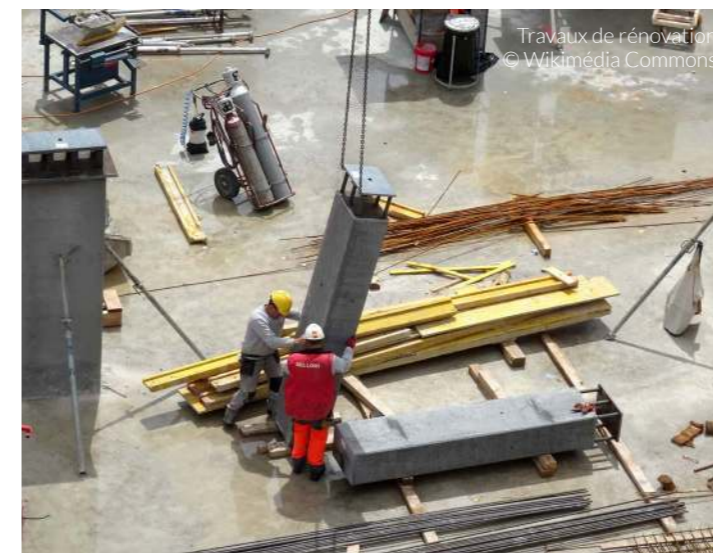
Comment vous inscrivez-vous dans les débats portés par l'association des Transitionneurs ?

L'enjeu est d'articuler justice sociale et justice environnementale. Dans le domaine du logement, qui est le nôtre, cela passe par une vraie lutte contre la précarité énergétique, combinant des aides financières aux ménages modestes pour se chauffer et des obligations de rénover tous les logements de manière réaliste, échelonnée et accompagnée. C'est la feuille de route que nous suivons depuis des années.

Comment faire territoire en proximité et confiance ?

Comment faire en sorte que l'ensemble des acteurs travaillent dans la même direction ?

Les collectivités locales ont un rôle particulier à jouer pour faire travailler tous les acteurs, de la société civile, des pouvoirs publics et des acteurs privés. Par exemple, les régions et les intercommunalités doivent travailler ensemble pour former les artisans à la rénovation performante des logements, et les départements en charge de l'action sociale sont indispensables pour le repérage des ménages en précarité énergétique et « l'aller-vers » les personnes en situation de non-recours aux droits. Nous martelons ce message en espérant que cette chaîne se mette en place au plus vite.



Travaux de rénovation © Wikimedia Commons

La transition écologique prend-elle suffisamment en compte les problématiques sociales ?

Le problème de la transition écologique, ce n'est pas qu'elle oublierait les plus modestes, c'est qu'elle n'est pas encore vraiment là. En son absence, le marché et la crise climatique, qui sont bel et bien là, ont des conséquences délétères pour les plus modestes : factures énergétiques en hausse, événements climatiques extrêmes dont les plus modestes sont les premières victimes, pollution atmosphérique... Par conséquent, les premiers bénéficiaires de la transition seront les plus modestes. A condition bien sûr que la planification écologique les aide en premier lieu, notamment à travers la redistribution sociale de la taxe carbone. Il faut aussi s'inscrire dans une révolution fiscale qui redistribue les revenus et le patrimoine.

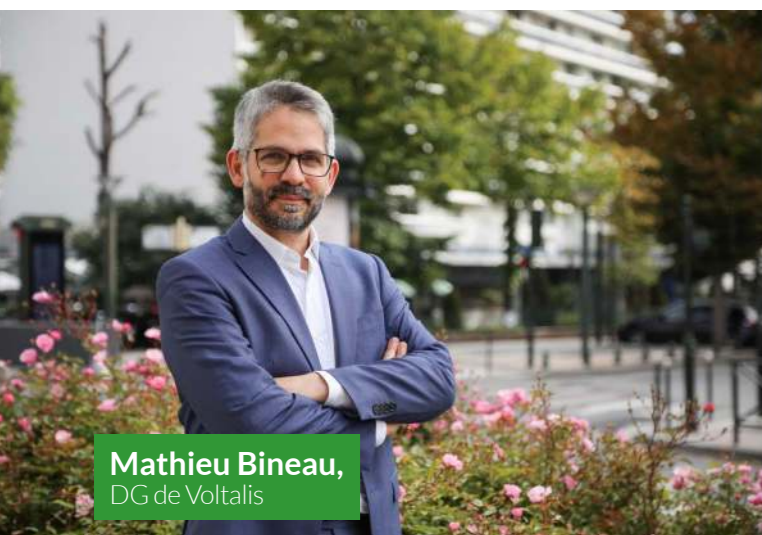
Propos recueillis par Stéphane Menu

Un chèque énergie bienvenu mais pas suffisant

Le chèque énergie exceptionnel de 100 euros, annoncé le 15 septembre dernier par le gouvernement, « c'est un coup de pouce bienvenu pour toutes ces familles. Mais ça vient juste compenser cette hausse-là, pas toutes celles qu'on a connues avant et celles qu'on va connaître après », assure Christophe Robert, délégué général de la Fondation Abbé Pierre. Il appelle par ailleurs à « augmenter encore sensiblement le chèque énergie ou les APL, ou les deux ». « Il y a aussi un problème structurel qu'il faut absolument régler, sans quoi on va se retrouver avec des gens qui ne peuvent pas se chauffer », exhorte-t-il.

« LA GESTION DE LA FLEXIBILITÉ ÉLECTRIQUE EST UN ATOUT CAPITAL DANS LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE »

Créée en 2006, Voltalis est le premier opérateur européen de pilotage de la demande électrique, notamment résidentielle. La technologie innovante de Voltalis permet déjà à plus de 150 000 foyers européens de réaliser des économies d'énergie et de mieux maîtriser leur consommation. Mathieu Bineau, PDG de l'entreprise, nous en dit plus sur ce dispositif unique.



Mathieu Bineau,
DG de Voltalis

Sur quel modèle repose Voltalis ?

Il est 100 % gratuit et sans abonnement, pour les particuliers comme pour les collectivités territoriales qui font appel à nous. Le dispositif Voltalis passe par un petit boîtier intelligent installé dans le logement par un technicien professionnel en 2 heures environ. Il permet de rendre connectés les radiateurs et chauffe-eaux électriques afin de mieux maîtriser leur consommation. Les particuliers vont pouvoir réaliser jusqu'à 15 % d'économies sur leur consommation énergétique annuelle, ce qui n'est pas anodin par les temps qui courent. Cerise citoyenne sur le gâteau, les foyers équipés contribuent activement à la transition écologique et à la lutte contre le changement climatique.

Quelle est donc cette solution écocitoyenne développée par Voltalis ?

Cette solution participe en temps réel à la sécurité du système électrique et favorise le développement des énergies renouvelables au bénéfice de tous. Lors des pics de consommation ou des baisses de production des énergies renouvelables, le dispositif Voltalis peut aider le réseau en réduisant brièvement la consommation de milliers d'appareils de chauffage, sans que cela n'impacte le confort des occupants des logements. Le réseau conserve son équilibre et n'a donc pas besoin de recourir à

des centrales thermiques fortement émettrices de CO2. C'est du gagnant-gagnant. RTE (le gestionnaire du réseau électrique) n'a donc pas besoin de recourir aux centrales thermiques -et de payer cette solution- et l'économie ainsi réalisée finance notre modèle.

Enfin, nous sommes au cœur de l'actualité puisque RTE, dans la présentation des scénarios de l'électricité pour 2050, insiste vraiment sur cette notion de pilotage massif de la consommation pour garantir un mix énergétique viable. La gestion de la flexibilité électrique est un atout capital dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Comment se passe concrètement le partenariat noué avec la communauté de communes du Haut-Béarn ?

Nous avons leur feu vert. Les élus vont sensibiliser la population. Puis nous allons lancer nos équipes sur le terrain pour susciter l'adhésion à cette solution vertueuse. Quand nous expliquons aux particuliers ce que nous faisons, que l'installation de ce boîtier intelligent est un outil pour mieux gérer leur consommation d'énergie, l'adhésion est de 75 % ! Pour nous déployer plus encore, et multiplier l'impact positif, nous avons besoin de ce portage politique de proximité, afin de concentrer nos efforts sur les territoires, les uns après les autres. Pour les élus, c'est une opportunité unique : un dispositif entièrement gratuit et aux effets bénéfiques à court terme pour leur population et leur territoire.

« VOLTALIS ENTRE EN DYNAMIQUE AVEC NOTRE PLAN CLIMAT »

Vice-président de la Communauté de Communes du Haut-Béarn, Pierre Casabonne, en charge de l'environnement et de la transition énergétique, explique les raisons pour lesquelles les élus ont signé un partenariat avec Voltalis. Un dispositif qui apporte une plus-value à un plan climat communautaire très ambitieux mené par cette communauté de communes depuis 2017 (48 communes, 33 000 habitants).



Pierre Casabonne,
Vice-président de la Communauté
de Communes du Haut-Béarn

Comment s'est déroulé le contact avec Voltalis ?

Ils ont fait la démarche vers nous. Il est rare que l'on vienne proposer des services gratuits à des élus ! Nous en avons saisi très vite l'intérêt. Le dispositif va se déployer dans les prochaines semaines. Les habitants ont besoin de la caution publique pour s'engager, ils ont tellement été échaudés avec des dispositifs de type isolation thermique des combles à 1 euro. Nous serons là pour leur expliquer que la proposition de Voltalis peut leur être très utile.

Ce dispositif s'ajoute à un plan climat qui a très vite trouvé son rythme de croisière...

En effet, nous sommes clairement dans l'action. Nous avons ainsi mis en place une plateforme de rénovation énergétique de l'habitat pour aider nos concitoyens à mieux s'isoler et à faire ainsi très vite des économies d'énergie, surtout dans le contexte actuel de hausse des prix. En prenant contact avec cette plateforme, ils ont toutes les réponses aux questions qu'ils se posent : démarches administratives pour obtenir des aides, fléchage vers des artisans sérieux, etc. Et ça marche bien puisqu'en l'espace de 5 ans, 350 rénovations ont été menées à bien. La grande difficulté aujourd'hui est de trouver des artisans disponibles.

D'autres actions sont menées sur le territoire...

Oui, particulièrement sur l'éclairage public. Beaucoup de communes, notamment au cœur de la crise Covid, ont décidé de couper l'électricité la nuit, en général de minuit à 6 heures du matin. Les deux tiers des 48 communes ont franchi le pas, avec les conséquences que je vous laisse deviner sur leur facture d'électricité. Par ailleurs, 450 interventions ont permis de changer en leds les anciennes ampoules, plus consommatrices d'électricité, sur ces trois dernières années. Nous travaillons aussi sur les mobilités douces, avec un dispositif d'auto-stop qui doit trouver son opérationnalité sur le terrain, ou encore des prêts de vélos à assistance électrique sur Oloron-Saintes-Marie, notre ville centre, et les communes alentour. Enfin, nous allons être actionnaires, à hauteur de 20 000 euros, d'une SAS qui vient de voir le jour, Béarn Energie Citoyenne, dont l'objet est d'installer des panneaux photovoltaïques sur les toits de nos maisons. Voltalis rejoint donc cet écosystème et nous permet d'avancer vers un mieux-être environnemental. Cette solution entre en dynamique avec ce que nous faisons depuis des années.



Habitat, aménagement et mobilité © Cyril Garrabos

« NOUS SOMMES TOUS ACTEURS : ÊTRE CITOYEN, CE N'EST PAS VIVRE EN SOCIÉTÉ, C'EST LA CHANGER. »

Le théâtre, la poésie et la musique, et tous les arts, portent les transformations sociétales, dans une vision émotionnelle et une interpellation. La rencontre avec une œuvre ou un paysage transforme en profondeur chacun d'entre nous, si nous prenons le temps de l'imprégnation et du rêve, et donc de la participation au monde qui nous entoure.

Soyons lucides. Le développement durable est une démarche humaniste qui a perdu son humanité. La vraie tension, et même la vraie complémentarité, est dans le couple environnement-culture. C'est cette dualité qui donne du sens et des valeurs. Si nous ne sommes pas capables de ré-enchanter ce couple, nous perdrons de plus en plus ce qui relie les femmes et les hommes, et ce qui les relie à la nature.

En 2000, était organisée à Avignon une exposition sur la « beauté ». Un des lieux était consacré à la nature. La puissance émotionnelle qui s'en dégageait avait un impact rare, de ceux que l'on ne ressent que dans les grandes expositions... interpellant sur la notion même de beauté, sur la relation de l'art et de la nature. Pourtant, ce n'était que des feuilles, des animaux, et même des micro-organismes. Cette émotion, comment pouvons-nous l'harmoniser avec les démarches de développement durable, cet état d'esprit qui nous permet de bien habiter ensemble ce monde ?

La pratique artistique et la prise de parole fondent l'humanité, sur des valeurs humaines, dans une recherche de vie plus légère pour soi et pour la planète puisque distinguant entre propriété et inclusion. L'économie de la culture, autrefois artisanale, s'est



industrialisée et mondialisée. Le livre, élément structurant de la pensée, est remplacé par un écosystème d'images et de sons. Le développement durable n'y a jamais vraiment trouvé sa place, par difficulté à s'ouvrir aux artistes et aux intellectuels de la culture.

Nous sommes dans une société de l'émiettement, de l'incertain et du complexe. Elle peut être très angoissante et augmenter les peurs face à l'incertain. Elle est aussi l'opportunité pour les générations actuelles de vivre dans un monde interconnecté sur lesquelles chacun peut avoir sa part d'influence. Pour saisir cette chance, chacun a d'abord besoin de confiance. Il s'agit de se connaître et d'aimer. La priorité est donc à la « création », individuelle et collective, trop souvent confondue avec la créativité. Voici ce sur quoi nous pouvons nous entendre : une humanité qui découvre sa capacité d'invention à chaque niveau de territoire, de participation à une nouvelle civilisation du tiers espace et des tiers lieux.

Au même moment, de nombreux artistes nous ont alertés avec une sombre vision de l'humanité : homme-machine, pollution des campagnes. Nous sommes très loin de Rousseau et des naturalistes. La question est celle de la capacité de l'être humain à agir de façon libre et autonome, à enrichir ce qu'il fait. Il y a une urgence de création pour le 21e siècle, cette fois nous y sommes vraiment !

Augusto Boal. Metteur en scène brésilien, notamment inventeur du Théâtre Forum. Sa pratique d'un théâtre engagé et social, considérée comme subversive, lui a valu d'être arrêté et torturé au Chili.

Gilles Berhault

« IL EST BEAUCOUP PLUS FACILE DE TRAVAILLER SUR UN TERRITOIRE QUI FAIT PATRIMOINE POUR SES HABITANTS »

Que faire du passé quand on pense le futur ? Vincent Guichard est directeur de Bibracte, l'établissement qui gère le site naturel et historique éponyme, labellisé Grand Site de France (GSF), mais aussi un centre de recherche archéologique et un musée.

Pour lui, il faut s'appuyer sur la préservation de ce patrimoine pour relever les défis de la transition.



Vincent Guichard,
Directeur de Bibracte

Dans un dossier de presse, vous écrivez que « **le patrimoine et le paysage sont reconnus comme leviers efficaces pour fonder des projets territoriaux respectueux de la planète** ». Pourquoi ?

Dans le réseau associatif des GSF, nous sommes très attachés à l'idée selon laquelle la qualité du territoire et l'attachement au lieu de vie sont les vecteurs principaux de bien-être. C'est d'ailleurs ça, le patrimoine : un objet fait patrimoine quand une communauté lui accorde de l'attachement. Alors, si l'on a un territoire cohérent et qui fait patrimoine pour ses habitants, on a un levier fabuleux, mobilisateur, pour développer un projet de territoire. Dans le cas de Bibracte – projet décidé au plus haut niveau de l'État dans les années 1980 –, le territoire de projet défini ces dernières années en concertation avec les élus couvre 12 communes rurales. Il a le double avantage d'une cohérence paysagère et d'une échelle de concertation à taille humaine, ce qui manque aujourd'hui dans les grandes intercommunalités.

Les activités humaines (agriculture, sylviculture, production d'énergie...) ont des impacts sur le paysage. Comment trouver l'équilibre entre sauvegarde du patrimoine et défis actuels ?

L'enjeu de la démarche GSF est de protéger le site classé et son écrin paysager, et en même temps de construire un projet de territoire durable et inclusif. Ce projet doit faire face à des défis sans cesse renouvelés. Ainsi, l'enjeu forestier est particulièrement débattu dans le Morvan, parce que l'exploitation mécanisée des résineux plantés en masse il y a un demi-siècle est de plus en plus

mal acceptée par les habitants. Dans ce contexte, nous avons décidé que le domaine forestier de 950 hectares que nous gérons avec l'appui de l'ONF deviendrait un laboratoire d'expérimentation, à la fois pour tester des pratiques sylvicoles alternatives et adaptées au changement climatique et pour faire du lieu un espace de dialogue informé sur ce sujet particulièrement complexe et controversé. De même, nous devons régulièrement faire face à des projets de parcs éoliens. C'est à partir des éléments paysagers constitutifs de la valeur patrimoniale du site que des critères ont pu être définis pour déterminer l'acceptabilité des éoliennes, aujourd'hui couramment hautes de plus de 200 mètres, dans un rayon de 50 kilomètres autour du site. Nous revendiquons que toutes les interventions susceptibles d'affecter la physionomie du territoire soient conduites avec « politesse » à l'égard du paysage.

Comment se fabrique cette politesse ?

Elle consiste à réinstaurer une « pensée paysagère », pour reprendre une expression du géographe et philosophe Augustin Berque, c'est-à-dire un mode de conception des projets qui respecte les caractères du paysage et en exalte la valeur patrimoniale. Il est beaucoup plus facile de travailler sur un territoire qui fait patrimoine pour ses habitants... Et ça s'applique sur n'importe quel territoire, pas uniquement les territoires labellisés.

Propos recueillis par Julie Desbiolles



Les habitants peuvent aussi assister aux fouilles archéologiques
© Bibracte / A. Maillier, n° 56 487

L'URGENCE DE COMPRENDRE

Gilles Berhault



Propriétaire ou artiste ?
Manifeste pour une écologie de l'être

l'aube

DES IMAGINAIRES ALTERNATIFS POUR NOS TERRITOIRES

Pour se réinventer et dépasser les crises que nous subissons et que nous vivrons demain, les territoires ont plus que jamais besoin de deux types de récits : d'une part des fictions de sociétés alternatives pouvant nous ouvrir des horizons ; d'autre part des histoires de la façon dont la transition écologique et solidaire se bâtit ici et maintenant, dans la boue du présent grâce à une multitude d'initiatives.



© Laurent De Bompuis / Moderne Multimédias

C'est une ville utopique dans des États-Unis aux airs de dystopie, c'est-à-dire d'enfer climatisé, conformiste et contrôlé se donnant des airs de démocratie. Ex bidonville, cette cité de trois mille âmes se dénomme Précipice, et elle apparaît dans le dernier tiers de *Sur l'onde de choc*, roman prémonitoire de l'écrivain de science-fiction John Brunner, publié en 1975 et anticipant jusqu'aux hackers du code informatique. Créée à partir de rien avec les « réfugiés de la Californie du Nord après la Grande Catastrophe de la Baie¹ », elle est donc née des suites d'un tremblement de terre, grâce à des habitants devenus des sans-abri, des bénévoles venus leur porter secours et des scientifiques « holistes », conscients de la nécessité d'abandonner le modèle de l'usine et de la plantation violemment déliés de leur environnement, et à l'inverse de reconstruire en empathie avec notre monde autant humain que non humain. Ses habitants vivent comme s'ils étaient au cœur de la campagne, dans des constructions « virtuellement invisibles. Comme des perdrix dissimulées dans l'herbe, certaines éludaient totalement le regard jusqu'à ce qu'un subtil changement d'angle révèle une ligne trop droite pour ne pas être artificielle, ou un reflet de soleil sur le verre noir d'un capteur d'énergie solaire². » Dépeinte par John Brunner via une multitude de détails et de

rencontres traduisant « un sentiment que tout le monde est prêt à aider tout le monde³ », la cité de Précipice pourrait être l'un des horizons de bien des initiatives qui fleurissent aujourd'hui d'un bout à l'autre de nos villes, de nos banlieues, de nos départements, de nos régions et de nos campagnes partout en France.

Cette fiction nous parle, d'abord, parce qu'elle part du pire pour tenter d'avancer vers le meilleur. Elle entre en résonance avec notre contexte désastreux, le chômage et les inondations, les inégalités sociales et le devenir chaotique du climat, les ressources qui manquent et la société de contrôle en mode numérique, mais pour mieux les dépasser. Il y a en elle un petit quelque chose des recycleries et des ressourceries, des circuits courts et du maraîchage retrouvé des expérimentations de Territoires zéro chômeur de longue durée. Oubliez le demi siècle qui sépare le roman de l'initiative. La ferveur écologique

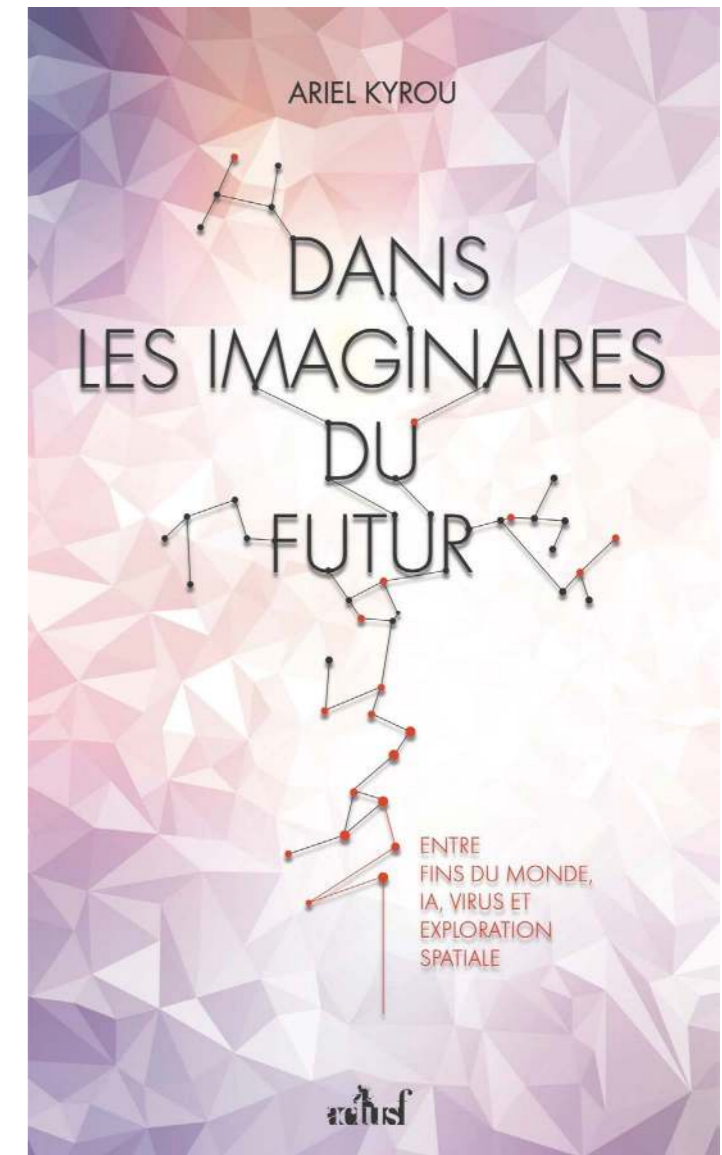
¹ John Brunner, *Sur l'onde de choc*, op. cit., p. 118.

² *Ibid.*, p. 149. La question de l'architecture, riche en imaginaires du futur se concrétisant dans le réel, est presque absente de cet essai. L'architecture dite biomimétique, par exemple, illustre l'une des fusions les plus fortes d'imaginaires écologique et technologique.

³ John Brunner, *Sur l'onde de choc*, op. cit., p. 178.

et solidaire des bâtisseurs de Précipice semble une image, un symbole, une référence peut-être de la belle énergie de ces personnes ayant connu la déchéance, de ces anciens chômeurs au long cours que d'aucuns pensaient « assistés à vie », et qui désormais créent leurs myriades d'activités au service des populations, de Loos à Mauléon, et de Pipriac à Prémery dans la Nièvre. Autre clin d'œil au-delà du temps, la façon dont les habitants de la cité imaginaire de Précipice construisent un nouvel art de vivre sur un territoire en ruine ne ressemble-t-elle pas à la méthode de vie et d'entraide des citoyens du projet Pli Bel Lari en Guadeloupe, lorsqu'il y a sept ans ils commencent à faire revivre leur quartier de Pointe-à-Pitre rien qu'en repeignant les façades de leurs maisons ? Car peu à peu, des artistes, des entrepreneurs du quotidien et des jeunes qu'on croyait eux aussi en déshérence se sont mêlés à la danse. Et les deux fleurs jaune et blanche, nées quant à elles de l'imagination du sculpteur et street performeur Jérôme Jean-Charles, alias JCH, deviennent les symboles d'une reconstruction : là, plantées sur le gravier, elles ont été fabriquées à partir de la tôle, du métal et de l'acier récupérés suite aux incendies qui créent des dents creuses dans les rues de Pointe-à-Pitre.

Plus que jamais, nos territoires ont besoin d'imaginaires pour se réinventer. D'un côté, les horizons des mondes de science-fiction d'auteurs et d'autrices tels John Brunner, Ursula K. Le Guin, Alain Damasio, Li-Cam, Philip K. Dick, Ketty Steward, Sabrina Calvo, Léo Henry ou Catherine Dufour pour ne citer qu'eux. De l'autre, la narration des chemins que tracent les acteurs des Pli Bel Lari et autres chantiers de vie comme Territoires zéro chômeur de longue durée qui se multiplient dans nos villes et nos régions. Ces deux types de récits, le premier anticipant nos « à venir » dans un monde alternatif, et le second tentant de les bâtir dans la boue du présent, ne sont pas opposés mais complémentaires et indissolublement liés. Ensemble, pour mieux concrétiser nos rêves dans le réel le plus catastrophique, ils contribuent à réinventer une société dont les valeurs s'effiloquent depuis les années 1960. Car nous pouvons assumer, mieux nous devrions fêter l'enterrement de cette société patriarcale et productiviste qui prend l'eau de toute part et définitivement abandonner le modèle bonapartiste surplombant qui en est issu et dont nous constatons chaque jour les dégâts. Le pari de nos territoires est bel et bien d'imaginer un autre rapport au travail et à la santé, écologique et solidaire, de retrouver ou de reconstruire des communs à la façon de ceux de la cité de Précipice de *Sur l'onde de choc* de John Brunner. Aux communes, aux départements, aux régions et aux organisations de toutes sortes, pour ainsi se réinventer, de permettre aux citoyens de libérer leurs imaginaires de transformation, sans peur d'être secoués.



Ariel Kyrou, directeur éditorial du Laboratoire des solidarités de la Fondation Cognacq-Jay et de son site solidarum.org, auteur de *Dans les imaginaires du futur* et *ABC Dick* (ActuSF, octobre 2020 et 2021).

Territoires zéro chômeur de longue durée

<https://www.solidarum.org/inclusion-sociale/quel-avenir-pour-territoires-zero-chomeurs-de-longue-duree>

Pli Bel Lari

<https://www.solidarum.org/vivre-ensemble/pli-bel-lari-bien-plus-qu-ravalement-de-facade-du-quartier>

IMAGE ET NUMÉRIQUE : LA SUREXPOSITION

En deux siècles, le monde de l'image est passé de la rareté à la surabondance, ce qui a entraîné des bouleversements majeurs dans les arts, les médias, les sciences et les industries. Aujourd'hui, plus que jamais, le décideur doit comprendre et maîtriser les images dont l'usage est devenu incontournable pour communiquer à travers des canaux très divers. Vincent Burgeon aborde ces différents aspects et raconte l'histoire de cette image photographique dans une bande dessinée qu'il vient de publier.



© Vincent Burgeon

Vincent Burgeon,
Dessinateur-Scénariste

PHOTOGRAPHIX est une bande dessinée consacrée à l'histoire de la photographie.

Comment est née l'idée de cet ouvrage ?

Vincent Burgeon : S'il existait déjà de nombreux livres érudits dédiés à l'histoire de la photo et quelques bandes dessinées racontant le destin de grands photographes, il y avait une place vacante pour un ouvrage faisant la synthèse des deux approches, à savoir une BD érudite développant (presque) toute l'histoire de la photographie. Mais plutôt que de me concentrer sur les photographes célèbres et les photos iconiques, j'ai préféré adopter un point de vue holistique et replacer la photographie dans un contexte beaucoup plus large. Ainsi, j'ai été amené à parler de choses très diverses – comme l'Antiquité, la Renaissance, les révolutions, les conflits mondiaux, les grandes explorations, la colonisation, la montée en puissance des différents médias, les bouleversements sociétaux (féminisme, antiracisme ou pacifisme, etc.). L'un de ces sujets, **la révolution numérique**, est d'ailleurs particulièrement développé dans la dernière partie du livre.

Qu'est-ce qui diffère à présent, avec l'arrivée du numérique et de l'intelligence artificielle ?

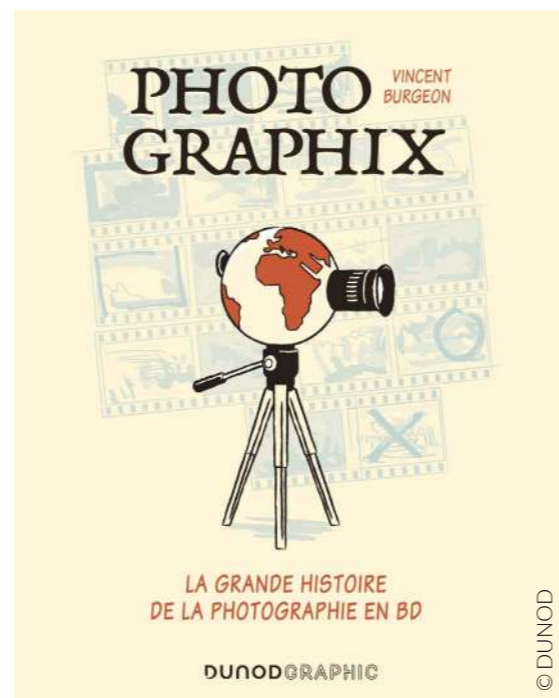
V.B. : Au départ, l'informatique embarquée automatise des choses simples : exposition, mise au point, etc. Puis des fonctions plus complexes apparaissent – telle que la reconnaissance de la scène, pour optimiser les paramètres... Aujourd'hui, l'informatique prend des décisions intelligentes, comme la modification de zones des visages, ou la suppression des défauts de la peau. Le problème, c'est que ces fonctions sont souvent activées par défaut : des algorithmes réécrivent le réel à notre insu ! Il y a eu des cas de personnes ayant fait de la chirurgie esthétique afin de

ressembler au portrait amélioré que leur renvoyait leurs smartphones !...

Depuis toujours, l'Humain reproduit le réel – d'abord en dessinant, puis avec la photographie. Mais il a toujours conservé la mainmise sur les décisions esthétiques. Or, aujourd'hui, avec la part grandissante de l'Intelligence Artificielle, ces décisions commencent à lui échapper, et les images produites deviennent le fruit d'algorithmes de plus en plus persuasifs. On peut légitimement se demander « qui » façonnera, demain, nos photographies ?

Pour sensibiliser les publics à l'importance de ces changements, vous avez choisi de traiter le sujet sous forme de BD. Qu'est-ce que ce format apporte en plus au lecteur, selon vous ?

V.B. : Le principal avantage du format BD est son accessibilité et son ouverture à tous les publics. Dans « Photographix », j'associe les codes habituels de la narration séquentielle (discours direct, ruptures de rythme, suspens, gags, clins d'œil...) avec des éléments propres aux ouvrages de référence (éléments historiques, schémas, notes, bibliographie, index, etc.). En fait, je me suis inspiré de l'approche qu'Umberto Eco développe dans plusieurs de ses ouvrages : partir du principe que mon lecteur est quelqu'un d'intelligent qui aimera apprendre et s'amuser en même temps !



Propos recueillis par André Asse

QUAND UNE LIBRAIRIE FAIT TERRITOIRE EN PROXIMITÉ ET EN CONFIANCE : LE CAS EXEMPLAIRE DE LA LIBRAIRIE LE BLEUET EN HAUTE-PROVENCE

Imaginez Banon une simple petite bourgade de moins de mille habitants au milieu du pays de Giono dans les Alpes Haute Provence. Et soudain vous découvrez un groupe de maisons provençales, attracteur étrange et fabuleux, qui chaque année accueille plus de cent mille visiteurs venus de tous les alentours, et de plus loin encore, pour découvrir, choisir et acheter toutes sortes de livres parmi les dizaines de milliers¹ proposés, mais aussi se réunir pour échanger avec des auteurs, rendre les livres vivants et participer aux nombreuses activités proposées. Vous êtes à la librairie Le Bleuët : plus qu'une institution qui rayonne sur tout le territoire, véritable service public voire bien commun que s'est appropriée la population pour en faire une maison du livre et de la culture que chacun connaît et reconnaît. Levier de l'imaginaire collectif et lieu quasi mythique, cette plus grande² librairie de France en milieu rural, Le Bleuët est un incroyable vecteur de rencontres de toutes les générations, de toutes les classes sociales et de tous les talents multiples des créateurs – auteurs, musiciens, conteurs, peintres, sculpteurs, photographes...- Quand le programme de rencontres littéraires, de débats, de lectures, de contes pour enfants, de randonnées littéraires ou botaniques dans la montagne de Lure, s'organise 365 jours par an, et que durant l'été se succède des siestes littéraires et tard dans la nuit des nocturnes thématiques autour du théâtre, du jazz, du cinéma ou de la méditation, le territoire devient alors un pays de connaissances que chacun explore, raconte, vit et partage. Mais Le Bleuët ne s'est pas fait en un jour ; et chacun sait en milieu rural que ce n'est pas en tirant sur la tige d'une fleur qu'elle pousse plus vite. L'histoire est longue depuis sa création par Joël Gattefossé en 1990, et son développement parfois chaotique durant ces trente dernières années ; là encore c'est le soutien quasi militant d'habitants, proches ou lointains³, avides de culture, de création et de partage qui a permis que puisse grandir et éclore ce qui est devenue une institution vivante. Ce sont aussi les talents d'Isabelle et Marc Gaucherand qui depuis 5 ans avec leur équipe de libraires mènent et inventent chaque

jour Le Bleuët, en tissant des liens avec les acteurs et institutions culturels de la région, avec les auteurs et éditeurs, avec leurs clients et visiteurs, avec les élus, avec les écoles et collèges et avec tout le tissu local riche d'associations. Avec les gens en somme. Car c'est par le sensible et le sens, que la confiance – bande passante de la connaissance –, et la proximité, que se construit le territoire de chacun qui est l'espace dans lequel il habite, c'est-à-dire dans lequel il a ses habitudes.

Quels enseignements tirés de cet exceptionnel cas d'école ? Ils sont multiples, et chacun sait que les succès sont rarement reproductibles. Mais s'il est clair que l'activité et toute l'économie du village bénéficient de manière considérable de l'attractivité unique du Bleuët, gardons surtout en tête que, là encore, l'imaginaire et la proximité des émotions, de l'attention, de celle du cœur, de l'intelligence et de la culture partagées sont sans aucun doute le socle du développement d'un territoire en transition et d'un futur souhaitable.

Par Richard Collin



Isabelle & Marc Gaucherand
© Aurélie Mendez

¹ Plus de 100 000 ouvrages

² ...très grande avec ses 800 mètres carré de surface, ses 14 salariés et

0 jour de fermeture sur l'année et une progression à deux chiffres du CA par an sur 5 ans

³ Pour information la lettre d'information a plus de 12000 abonnés fidèles

MOBILITÉ ET IMMOBILITÉ, UNE NOUVELLE APPROCHE TERRITORIALE

Le droit à la mobilité « régit et conditionne tous les autres : pour pouvoir exercer un droit à la formation, à l'emploi, au logement, à la santé, la culture, la citoyenneté, encore faut-il pouvoir se déplacer »¹. Cela concerne particulièrement ceux qui sont déjà en difficulté sociale. Deux à trois Français sur dix seraient concernés. Cela englobe diverses situations : habitants de territoires ruraux, périurbains, d'une zone prioritaire de la politique de la ville, allocataires de minima sociaux, personnes en insertion, personnes âgées dépendantes, personnes en situation de handicap, migrants... Il semble que le numérique a changé cette réalité, mais est-ce la réalité ? mais chacun évolue à son rythme.

Spatialement, la vulnérabilité potentielle est la plus forte chez les ménages en grande périphérie des villes, car ce sont eux qui parcourent le plus de kilomètres quotidiens et ont les dépenses de carburant les plus élevées. C'est bien évidemment une situation additionnelle de la précarité énergétique de l'habitat. Et même bien souvent c'est un arbitrage qui doit être fait par la famille entre le confort de l'habitation et le déplacement pour le travail. « Les enjeux de la mobilité renvoient aux enjeux d'accessibilité à l'emploi et aux services (santé, commerces, services administratifs) ainsi qu'aux enjeux d'inclusion sociale (santé, éducation, loisirs...). En effet, une majorité des ménages français vit en maison individuelle. La mobilité résidentielle vers les périurbains répond généralement à une volonté du ménage, malgré les difficultés financières qui peuvent apparaître sur des coûts généralement mal planifiés à l'entrée dans le logement (budget carburant et anticipation des hausses futures du prix de l'énergie). Il n'y a pas forcément encore d'alternative réaliste à la voiture.

Et pourtant le transport est la première source d'émission de GES, avec plus de la moitié imputable à la voiture particulière... et avec d'autres impacts (congestion, bruit, occupation de l'espace, accidents...). De nouvelles solutions sont à trouver indépendamment des transports en commun. Une question majeure reste la pédagogie des dépenses, avec des méthodes de diagnostic généralisé. L'objectif est d'améliorer le « reste à vivre » (différence entre le revenu disponible d'un ménage et l'ensemble de ses dépenses contraintes) de ceux qui sont en difficulté, dans une responsabilité écologique. Pour la mobilité le « Taux d'effort énergétique mobilité » est considéré comme



© Javy Go

porteur de précarité. Mais il faut prendre en compte un Taux global d'effort mobilité qui intègre le coût d'acquisition du véhicule d'assurance, d'entretien/réparation... pour un abonnement aux transports publics...

Jacques Rapoport, qui co-présidait le lab Mobilité de la Fondation des Transitions affirme que « la mobilité des précaires est un sujet de société prioritaire. La crise des gilets jaunes l'a démontré. Il faut y voir un dysfonctionnement du développement urbain par élargissement permanent. La maison avec un terrain même petit reste l'envie des Français, et cela a été renforcé par le confinement. C'est d'abord une catastrophe sur le plan écologique – il faut deux voitures par couple – mais aussi sur le plan financier. »

À partir de ces constats, la Fondation des Transitions s'impose trois priorités : immobilité ou téléactivités (dont le télétravail), nouveaux véhicules écologiques avec des modèles économiques adaptés aux précaires (dont les usages de l'hydrogène), nouveaux systèmes d'information pour la mobilité (y compris capables d'anticiper les coûts en lien avec l'aménagement du territoire.

« L'HYDROGÈNE VERT EST UNE ÉNERGIE PERMANENTE, PROPRE ET LOCALE »

Stéphane Aver est PDG de la société Aaqius, qui développe des solutions de mobilité basées sur l'hydrogène. Pour lui, c'est bien l'hydrogène vert, celui que l'on produit par simple électrolyse de l'eau grâce aux énergies renouvelables, qui deviendra la quatrième pièce du mix énergétique.

Stéphane Aver,
PDG d'Aaqius

Depuis plusieurs années, vous pariez sur l'hydrogène. Pourquoi ?

L'hydrogène vert est une énergie permanente, propre et locale. À l'opposé de ce qu'il se passe depuis 150 ans d'énergies fossiles – produites et contrôlées par une poignée de pays et d'entreprises - l'hydrogène permet aux élus locaux de prendre la main. Concrètement, l'hydrogène vert est décarboné, on le produit par l'électrolyse de l'eau. Il peut être fabriqué à partir d'électricité renouvelable, ou encore à partir d'électricité issue des déchets. Autrement dit, une ville qui dispose d'incinérateurs ou de déchetterie, ou qui souhaite mettre en place une unité éolienne ou solaire, peut, à la sortie de cette unité, mettre des électrolyseurs, faire de l'hydrogène, et ainsi avoir une production locale de cette énergie. Elle peut ensuite mettre en place sur son territoire une série de services et d'industries à partir de l'hydrogène : du chauffage, des engrais dits verts pour l'industrie, faire rouler les véhicules, et même, quand c'est nécessaire, utiliser cet hydrogène pour reproduire de l'électricité. Par sa nature même, c'est donc une énergie qui offre une occasion tout à fait unique d'intégrer localement une nouvelle équation économique, sociale, environnementale.



La société Aaqius développe des cartouches d'hydrogène baptisées Stor-H, à insérer dans des petits véhicules © Jeremy Zenou

Vous développez notamment des solutions de mobilité. Que peut changer l'hydrogène à la mobilité ?

La mobilité représente 31% des émissions de gaz à effet de serre. L'énergie est un facteur clé du développement d'un territoire : l'hydrogène peut changer la manière dont on conçoit les villes, dont on gère le développement de l'urbanisme pour les territoires concernés. Pour être très concret, on peut d'abord répondre aux besoins pour les services publics : les services municipaux, la voirie, la police municipale, les services à la personne peuvent être alimentés par de l'hydrogène produit par la ville, supprimant les factures d'essence ou d'électricité. On peut aussi repenser toute la logistique urbaine, avec des véhicules électriques moins polluants, moins intrusifs, moins encombrants qui roulent à l'hydrogène... Notamment pour ce qu'on appelle le *last mile* [le dernier kilomètre]. Et pour la mobilité de proximité, on peut avoir par exemple des véhicules partagés mis à disposition dans les villes, sous forme d'abonnement.



Pour vous, l'hydrogène est donc l'énergie du futur ?

L'hydrogène ne peut pas tout faire. Il n'est pas suffisant pour alimenter une ville en électricité. Mais il est un bon instrument pour alimenter le mix énergétique, car il permet de stocker l'énergie. Les énergies renouvelables montent en flèche, mais si vous n'avez pas de client quand votre éolienne tourne ou que votre panneau solaire produit, votre électricité est perdue... L'hydrogène, en la stockant, permet de balancer ce nouveau mix énergétique. Et à l'énergie propre de passer à l'échelle.

¹ Pour Eric Le Breton, sociologue

Le rendez-vous
européen pour réussir
la transition énergétique
de nos territoires



GRAND GENÈVE

| GENÈVE PALEXPO | 1^{ER} AU 3 FÉVRIER | 2022 |

MOINS POUR PLUS !

MOINS de pollution, de CO₂, de ressources consommées
PLUS de renouvelable, de local et de qualité de vie

VENEZ ÉCHANGER, DÉBATTRE ET PARTAGER VOS EXPÉRIENCES

+ 15 PLÉNIÈRES
+ 100 ATELIERS
DES VISITES DE TERRAIN

UN CARREFOUR
DES MÉTIERS
POUR LA JEUNESSE

TEMPS CONVIVIAUX
DÉDIÉS AUX ÉCHANGES
ET AU RÉSEAUTAGE

assises-energie.net

Grand Genève
AGGLOMÉRATION FRANCO-VALDO-GENÈVOISE

BORDEAUX
MÉTROPOLÉ

Dunkerque
Grand Littoral

ADEME
AGENCE NATIONALE
DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

HCI AU CŒUR DES VILLES

En complément de ses navettes vertueuses, HCI propose maintenant des autobus propres en grande longueur avec **une gamme électrique désormais complète de 6 à 18 m.**

Les autobus KARSAN de gabarit réduit et 100 % électriques à **batteries lithium-ion NMC/LMO sans entretien**, ce qui leur garantit **la meilleure autonomie du marché** (210 km pour JEST EV et 300 km pour ATAK EV) et à **chaîne de traction électrique BMW i** déjà commercialisés par HCI depuis plus de 2 ans remplissent de nombreuses missions de services publics et privés. Et surtout, ils s'intègrent naturellement à des environnements préservés en stations de montagne, sur le littoral méditerranéen, dans les îles du littoral atlantique ou dans des Zones de Faibles Émissions. Pas d'émission polluante, pas de pollution sonore !

Au-delà du **confort de conduite** et de l'**agrément pour les conducteurs**, profession que les exploitants ont beaucoup de difficultés à recruter, les véhicules de la gamme mini et midi bus HCI-KARSAN sont appréciés pour leur **faible coût d'exploitation et de maintenance** par rapport au véhicule thermique et leurs **excellentes performances** avec un moteur électrique d'une puissance maximale de 135 kW pour JEST EV et de 230 kW pour ATAK EV, ce qui leur donne la capacité de gravir des pentes jusqu'à 24 %.

Ils répondent à plusieurs besoins :

- **La desserte urbaine**, voire de cœur de ville, dans des Zones de Faibles Émissions ou à forte contrainte de circulation. Plus compact qu'un autobus traditionnel, les mini- et midi bus KARSAN en ont tous les attributs dans des gabarits plus courts, qui leur permettent de se faufiler et de manœuvrer plus aisément dans des centres historiques aux rues étroites ou escarpées, qu'ils affectionnent particulièrement en récupérant encore davantage l'énergie à la décélération.

- **Le transport à la demande** : la ville de Clamart, l'autorité organisatrice et son opérateur TRANSDEV ont mis en place un service de Transport à la Demande (TAD) avec application mobile pour directement réserver le déplacement voulu sur un parcours prédéterminé avec arrêts identifiés, puis rester connecté avec les navettes en circulation et recevoir alertes et rappels.

- **Les navettes privées pour le personnel de moyennes et grandes entreprises** : il s'agit d'autobus plus modernes, plus confortables et surtout plus verts, qui remplacent des véhicules thermiques pour assurer un transport écologique, plus sûr et plus confortable dans des zones d'activités, technopoles ou villages d'entreprises. Ces initiatives font écho à la démarche RSE des entreprises qui affichent ainsi une volonté claire d'être en cohérence dans leurs actions quotidiennes avec leur stratégie sociétale et environnementale. De plus en plus de groupes et d'entreprises souscrivent à ce mode de transport partagé, qui facilite et sécurise l'acheminement des collaborateurs pour les derniers kilomètres ou dans des zones industrielles isolées et/ou insuffisamment desservies par les Réseaux de Transport Publics.

Collectivités locales, agglomérations, opérateurs et réseaux de transport public, sociétés privées de transport en commun ont adopté les mini- et midi bus électriques KARSAN en raison de **leur design moderne, de leur facilité de conduite et de leur confort**. Pour bon nombre de acteurs de la mobilité, dans plus d'une centaine de villes en France, Belgique, au Luxembourg et dans les DOM-TOM, opter pour la gamme compacte d'HCI-KARSAN, c'est opérer un verdissement efficace de leur flotte urbaine.

Depuis le 24 septembre dernier, HCI propose une **gamme complète d'autobus électriques de 6 m à 18 m développée par KARSAN**. Le nouvel e-ATA électrique de 12 m de longueur offre une **autonomie de 450 kilomètres** dans des conditions de conduite réelles, avec une capacité maxi de 450 kWh et des moteurs électriques montés dans les moyeux de roues qui délivrent une puissance de pointe de 250 kW de pointe et 22 000 Nm de couple. Par ailleurs, grâce à une puissance de charge allant jusqu'à 150 kW en connexion filaire, e-ATA peut être chargé en 1 à 4 heures, selon le pack de batterie choisi. Une option de recharge rapide haute capacité permet aux conducteurs de se recharger aux arrêts.

Le nouvel e-ATA électrique ne demande qu'à vous
surprendre !

www.hcigroupe.com



COMMUNICATION ET TRANSITIONS



Valérie Martin,
Cheffe du Service Mobilisation Citoyenne
et Médias, à l'ADEME

© Remy Deluze

Les ressorts de motivation ont totalement changé. Il ne s'agit plus de convaincre mais d'accompagner pour une évolution commune, et d'entrer en narration. Cette coproduction du récit amène à un renforcement des imaginaires très loin de certains anciens modèles de publicité. D'autres s'imposent ainsi : équités, écoute, développement des capacités... C'est une nouvelle ambition plus pérenne et surtout partenariale. Cela nécessite le renforcement des tiers de confiance dans tous les territoires de communication, par nature collectifs. C'est aussi une réponse aux demandes affirmées, quand 66% affirment qu'ils sont prêts à avoir des comportements plus écologiques si chacun prend sa part.

Mais il ne faut pas nier que de réelles croyances se sont installées avec une culture du « bonheur de la consommation », et ce depuis plus de 40 ans. Les conséquences écologiques, sociales et mêmes sanitaires sont dramatiques. Le « contre-récit » collectif nécessaire ne peut s'affranchir d'un vrai travail sémantique, ni d'une réelle compréhension des aspirations de la société (y compris en intégrant la notion de moments de vie). Cette communication est souvent celle des histoires vraies, des réussites inspirantes sur des territoires. Elle doit permettre de « faire société » en s'appuyant sur des valeurs de partage, d'humilité et de transparence.

C'est pour cela qu'une agence de communication comme Hopscotch préfère parler de public plutôt que de cible. Le passage de la publicité aux « relations public » est avant tout le constat de l'inefficacité des canaux verticaux de communication. Mais il faut un alignement des messages, un travail par les communautés que les gens ont eux-mêmes choisis, bien sûr sans oublier que chacun contribue à plusieurs communautés (sport, culture, famille...), dont son territoire de proximité. La communication devient efficace quand elle est échange, dialogue... en une conversation permanente. C'est aussi ce qui nourrit la gouvernance des transitions. Cette nouvelle communication est souple, agile, réactive. Elle doit aussi prendre en compte une relation nouvelle entre l'individu et le collectif. C'est particulièrement le cas pour les plus jeunes, du fait de leur recherche d'individualité, mais aussi sur le fait qu'ils sont encore plus en défiance de tout ce qui est centralisé.

La communication génératrice de confiance territoriale ? Chaque organisation et chacune de ses actions sont observées. Si ce « capital relationnel » est difficile à mesurer, il a pris toute sa place, s'appuyant sur la transparence et la sincérité, la recherche de preuves. La communication se compose de métiers qui demande expertise et talents, dans des chaînes de compétences et d'engagements. Elle permet de rentrer en intelligence collective.

Valérie Martin

« LA COMMUNICATION A LA RESPONSABILITÉ D'INVENTER DE NOUVEAUX IMAGINAIRES »

En 1992, suite au premier sommet de la terre, l'Agence Verte a été créée, avec un objectif : « Communiquer pour changer le monde ». Presque 30 ans plus tard, elle continue d'accompagner les acteurs qui s'engagent pour une société durable et solidaire, sur divers sujets : les énergies renouvelables, l'alimentation, l'économie sociale et solidaire, les villes durables, la rénovation énergétique... Et pour Sophie Nunziati, sa directrice, l'enjeu est toujours le même : communiquer pour accompagner les transitions, en douceur, en intelligence et en confiance.

Pour vous, quel rôle peut jouer la communication dans ces transitions qui nous font face ?

Depuis le début, nous sommes convaincus que la communication est au cœur des transitions ; ne serait-ce que pour faire émerger des sujets, des idées. Si l'on prend par exemple des sujets comme le climat, la protection de la biodiversité, l'environnement, la mobilité durable... C'est grâce à la communication qu'ils sont arrivés à la connaissance du grand public. La communication peut donc faire évoluer les modes de pensée et les comportements, mais elle a aussi un rôle dans les imaginaires qu'elle crée. Aujourd'hui,



on ne peut plus aller sur une communication qui valorise la consommation. On a un devoir et une responsabilité d'inventer de nouveaux imaginaires, pour que le public puisse se dire que d'autres choix sont possibles. Je suis convaincue que pour faire bouger les lignes sur les sujets de transition, on peut parler à l'intelligence mais aussi au cœur, à l'émotion – qui sont complémentaires de la raison.

Vous parlez de responsabilité : c'est quoi, une communication responsable ?

C'est notre posture. Depuis le début, on dit qu'on « communique pour changer le monde », qu'on veut produire du sens et non du bruit... Nous sommes donc très vigilants dans notre lutte contre le greenwashing. Quand on parle de réchauffement climatique, de biodiversité, on ne peut pas être approximatif ! C'est pourquoi sur ce type de sujet, nous nous entourons d'experts. Nous faisons aussi de la co-construction : sur nos sujets, on essaie d'associer les parties prenantes, les habitants, les ONG, pour avoir des garde-fous et ne pas faire les choses seuls. Et dans la partie création pure, ce qui nous anime, c'est la sincérité. Quand on travaille sur un thème, on développe des idées, des concepts de communica-



Sophie Nunziati,
Directrice générale de l'Agence Verte

tion qui sont fondés, imaginés lors d'échanges avec les personnes concernées. On transmet des infos concrètes, incarnées avec des vraies personnes, on s'appuie sur des témoignages... On ne produit pas de la fausse information ! Notre responsabilité est d'être cohérents dans nos messages, et d'être transparents.



Pour revenir sur notre thématique, en quoi la communication peut aider à « faire territoire en proximité et en confiance » ?

Plus la prise de parole est vraie, sincère et transparente, et plus on obtient de la confiance. Et plus on embarque les gens... Aujourd'hui, pour être en confiance, il faut associer la communication au projet, aux acteurs, aux associations, aux habitants. Et ça marche dans les deux sens : la communication peut aussi favoriser l'engagement des acteurs sur un projet.

Propos recueillis par Julie Desbiolles

« CITOYENS ET TERRITOIRES, CRÉER UNE NOUVELLE CONFIANCE ENTRE CONSOMMATEURS ET ENTREPRISES »

D'un côté l'organisation qui cherche à convaincre, à mobiliser, à associer. De l'autre les femmes et les hommes. De l'autre les citoyens et citoyennes, usagers, consommateur et consommatrices D'un côté, l'entreprise. De l'autre, le consommateur. Comment aider à faire le bon choix, comment surmonter les défiances ? Un enjeu majeur pour Benoit Désveaux, constitutif de la démocratie et de l'économie de demain.



Benoit Désveaux,
Directeur général de Hopscotch Groupe

Comment l'agence de relations publiques que vous dirigez porte-t-elle les valeurs défendues par les Transitionneurs ?

Nous accompagnons des collectivités, des entreprises, des organisations non-marchandes, dans leurs relations avec leur écosystème. Toute organisation est aujourd'hui confrontée à la nécessité de bien gérer la relation avec ses publics, pour s'engager elles-mêmes dans la transformation sociale, sociétale et environnementale. Nous travaillons avec des experts et des consultants dans plusieurs métiers. Tout acteur des territoires comme de l'économie a des messages de plus en plus complexes à faire passer. Il ne suffit plus de d'informer ou de vouloir vendre un produit mais d'expliquer une chaîne de décision, de mise en œuvre de fabrication. comment et par qui il a été fabriqué. Cela demande une approche de la communication plus complexe.

Vous avez un exemple...

Le plus simple, c'est celui de la voiture. Électrique ? Hybride ? Quelle est la bonne voiture à utiliser ? Comment intégrer l'incertitude de cet achat dans la communication, sachant que les bornes ne sont pas encore suffisantes, que le modèle électrique

ne peut en l'état être massifié, etc. ? La communication doit toujours reposer sur des faits réels et tangibles. Mais quelle est le trait principal à retenir face à une telle multiplicité d'informations à transmettre ? Comment faire passer le message de cet engagement ?

Justement ? Existe-t-il des outils pour que le public se dise qu'en effet, telle démarche est plus vertueuse qu'une autre ?

La secrétaire d'État à l'Économie sociale et solidaire, Olivia Grégoire, a lancé Impact. Le projet est intéressant et ambitieux. 500 entreprises de tous les territoires français se sont portées volontaires pour porter ce projet. De quoi s'agit-il ? Le public a la possibilité de comparer les efforts des entreprises sur leur empreinte carbone, sur la parité femme-homme, etc. Nous travaillons sur une nouvelle version de cette plateforme. Ce travail devance la mise en œuvre en 2024 d'indicateurs extra-financiers portés à la connaissance du public pour qu'il puisse mieux orienter ses choix d'achat. Nous sommes au cœur du problème. Le jour où les entreprises pourront communiquer en toute transparence sur les projets à impact sociétal qu'elles portent, nous aurons fait un grand pas vers une économie basée sur cette nouvelle confiance entre le public et l'entreprise. Ce qui permettra de définir un nouveau modèle de société, riche des relations entre tous les publics. Nous sommes tous parties prenantes de plusieurs territoires.

Propos recueillis par Stéphane Menu

« L'ENJEU EST DE RAMENER LA TRANSITION À DES SUJETS D'ACTUALITÉ, À DES MISES EN ŒUVRE IMMÉDIATES »

À l'image d'un monde qui change, le Salon des Maires et des Collectivités Locales (SMCL) fait peau neuve en 2021 : une nouvelle organisation, de nouvelles thématiques et des espaces plus participatifs y font leur apparition. Pour Stéphanie Gay-Torrente, directrice du salon, l'objectif est d'amener du concret : qu'il soit un « salon pour outiller les acteurs territoriaux face aux crises ».

Comment intégrez-vous les transitions dans cette nouvelle version du Salon des Maires des Collectivités Locales ?

Traditionnellement, le salon était organisé selon la nomenclature de la commande publique. Mais pour cette nouvelle organisation, nous avons commencé par lister les grands enjeux, liés à toutes les transitions : écologique, énergétique, numérique... C'est ainsi que nous avons décidé d'élargir les solutions offertes. Par exemple, sur les enjeux de l'environnement, nous avons déjà la gestion de l'eau et les déchets, mais cette année nous accueillons aussi les acteurs de la qualité de l'air - intérieur comme extérieur. Sont aussi conviés les acteurs de la biodiversité, de la dépollution des sites et sols, de la végétalisation, de l'agriculture urbaine, les nouveaux acteurs de la mobilité, les acteurs de la gestion des risques - notamment naturels... Autant de sujets qui n'étaient pas représentés auparavant. Parallèlement, nous proposons des conférences dédiées à ces sujets de transition. Et nous avons aussi créé trois « Labs » qui sont des espaces de collaboration et de dialogue sur trois thématiques : le territoire bas carbone, le territoire résilient, et le territoire inclusif. On y trouvera des regards croisés entre les acteurs du secteur public, les associations et les acteurs du secteur privé ; ils évoqueront divers initiatives, projets, retours d'expériences.

Pourquoi ces nouveaux espaces ?

L'objectif était d'installer un dialogue. Ces nouveaux espaces permettent de participer, d'échanger, de rencontrer des acteurs ayant des intérêts ou des préoccupations communes, pour créer des solutions. Car la solution, ce n'est pas toujours un produit ou un service, ça peut être une conversation, une future collaboration... Nous y avons aussi intégré des associations professionnelles, expertes d'un certain nombre de sujets, qui pourront partager leurs connaissances techniques, réglementaires, leurs retours d'expérience.



Stéphanie Gay-Torrente,
Directrice du Salon des Maires et Collectivités Locales (SMCL) à Infopro Digital

Pour vous, de quoi ont besoin les territoires pour avancer sur ces questions de transition ?

Je pense que les Maires font déjà beaucoup de choses : c'est important de le dire. Ce que nous cherchons à faire, c'est partager les initiatives de certains pour en inspirer d'autres. Parallèlement, je pense qu'ils ont aussi besoin d'être accompagnés par les bons outils, que ce soit en terme de financements, de mise en œuvre de projet... Et ils ont aussi besoin de concret. Car le mot « transition » renvoie à loin, mais la transition, pour un élu, pour des équipes sur les territoires, il faut que ce soit déployable dès demain. Je pense que l'enjeu est de ramener la transition à des sujets d'actualité, contemporains, à des mises en œuvre immédiates. C'est un chemin : il faut savoir où on va, quelles sont les étapes, se donner des objectifs atteignables, se doter de compétences sur le territoire... Mettre sa pierre à l'édifice, mais se dire que l'important c'est surtout d'aller dans la bonne direction.

Propos recueillis par Julie Desbiolles

BIENS COMMUNS, TERRITOIRES PARTAGÉS



Yann Ulliac,
Directeur de l'Observatoire des partenariats

La notion de « communs » est de plus en plus présente dans les discussions, notamment quand on évoque aussi bien les Objectifs mondiaux du développement durable que l'accélération de la convergence des transitions notamment dans les territoires. Il faut d'abord en définir le sens. En appeler aux communs c'est aussi s'interroger sur les droits et devoir, la propriété individuelle et collective, la responsabilité individuelle et collective... au socle des valeurs que partagent les « transitionneurs ».

Mais d'abord qu'est-ce qu'un bien commun ? Et pourquoi est-ce au cœur des réflexions et initiatives réunies à l'occasion de notre université ? Rappelons, que dans le langage courant l'expression est employée dans un sens plus proche de celui d'intérêt général tel que défini par Rousseau, c'est-à-dire l'intérêt partagé par la communauté, en tant que ses membres dépendent les uns des autres (et non pas la somme des intérêts particuliers) : c'est le bien de tous de façon indivisible, qui peut impliquer de passer outre l'intérêt particulier d'un individu et d'un groupe, pour servir le plus grand nombre. Et c'est bien dans ce sens-là que s'inscrivent les actions et logiques dans les territoires en proximité.

Dans le même temps, si on fait par exemple référence aussi bien au Prix Nobel d'économie Elinor Ostrom ou à un des fondateurs de l'économie écologique, Robert Costanz, l'action « délétère » de l'homme sur la nature et sur ses ressources exige de radicales et rapides mesures de sauvegarde. Le capital naturel, les paysages, les ressources notamment forestières, le

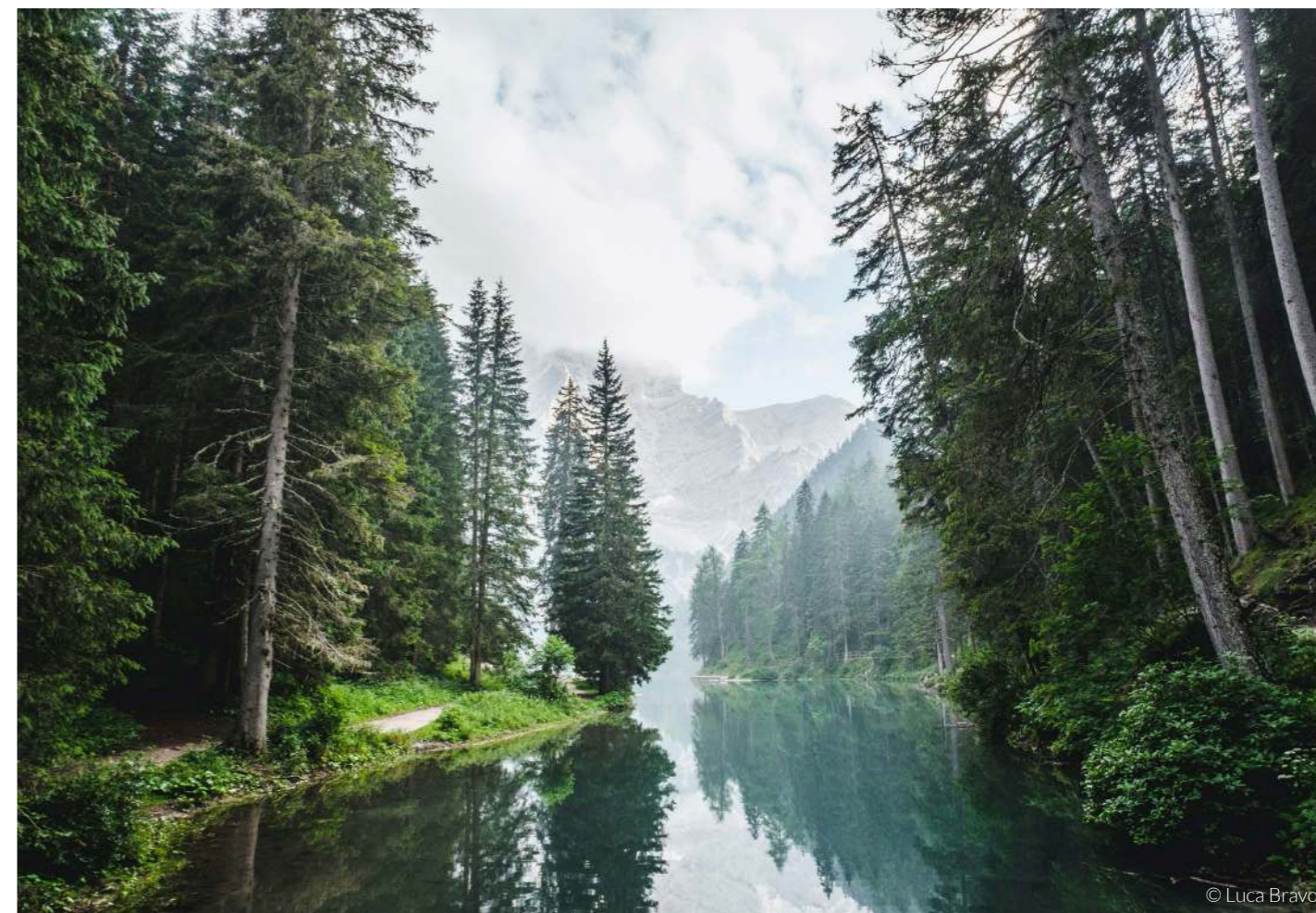
patrimoine architectural, culturel et historique qui font partie du patrimoine commun, mais aussi l'eau, l'énergie, les capacités de la Terre à absorber le carbone etc. doivent-elle être considérées comme des biens communs et gérés comme des ressources partagées, administrées et maintenues collectivement par la communauté dans le souci des droits de la population et des générations futures ? Ainsi, un bien commun est défini comme relevant d'une appropriation, d'un usage et d'une exploitation collectifs. Sans se lancer dans un débat économique et politique qui n'est pas dans l'objet de l'Université des Transitionneurs, débat qui remonte au res communis romain en définissant le bien commun comme une chose inappropriable par essence, il convient de savoir que le bien commun est seulement soustrait du marché pour être réservé à un usage commun.

Dans ce contexte rappelons que le territoire recouvre une dimension plurielle : publique (historique, culturelle, administrative) et privée (domicile, travail et loisirs). Il articule la dimension des activités personnelles et de la connaissance publique. Et que le bien commun correspond à une appartenance publique de biens immatériels (eau, air ...) comme matériels (la connaissance). Il peut se définir en opposition à une appartenance privée.

La logique d'appropriation du territoire a constitué le fil rouge de l'atelier de travail de l'Université réuni à ce propos et interrogé par 3 questions-clés : Comment soustraire du marché pour rentrer dans une logique de commun ? Comment associer les citoyens ? Quelle articulation entre le commun et les besoins individuels ?

Les recommandations dessinent des propositions d'actions concrètes.

Pour la **gouvernance**, l'enjeu est de mener des projets **avec les citoyens**, en co-développement territorial. Le véhicule juridique de la SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif) a permis d'associer les citoyens et les élus au projet de revitalisation territoriale d'une ancienne base aérienne à Courcy dans la Marne : la **Microville 112**, devenue un « commun ». La Microville 112 conjugue création d'emplois et sobriété énergétique autour de 3 piliers : l'habitat, la formation et des activités économiques.



© Luca Bravo

De **nouveaux modes d'économie alternative** sont à privilégier, sur un mode opérationnel, stratégique et prospectif. Il s'agit notamment de la mutualisation d'espaces, du dialogue ouvert au sein de tiers-lieux, de la modération de son empreinte carbone, que prônent les modélisations de l'économie contributive, et de la valorisation de la consommation des ressources, dans le cadre de l'économie d'usage. L'initiative de la « **Smart Buildings Alliance** » incarne ces transformations dans la transition numérique et environnementale des bâtiments et des villes. Elle fédère une diversité d'acteurs publics & privés et leur propose de développer de nouveaux modèles d'usage et un nouveau cadre de référence de gouvernance par des données, qui correspond à un partage de communs immatériels.

Pour une **collectivité territoriale**, il peut être opportun de co-construire sa trajectoire avec la **méthodologie de « projets de territoires »**, construite et partagée par le réseau d'élus de l'ANPP (Association Nationale de Pays et de Pôles territoriaux). Elle a pour socle une dimension stratégique, intégrée et partagée. Le retour d'expérience de cette méthode livre des enseignements structurants aux élus et aux agents publics, à la fois sur les étapes, les outils et des exemples de collectivités engagées, souvent sur une thématique majeure (culture, mobilité, alimentation, climat ...). Cet exemple montre l'utilité d'une capitalisation partagée à partir des exemples de territoire, tels que le propose la **plateforme « L'ODD 17 en pratiques ! »** issue de la mission ministérielle « Accélération des alliances stratégiques ».

Au-delà de la capitalisation, accélérer le **droit d'expérimenter de nouvelles façons d'agir** a été au cœur des recommandations de l'atelier. C'est le sens même de la **proposition de loi pour expérimenter le droit d'alliance d'intérêt général** déposée par la Députée Cathy RACON-BOUZON. Ce dispositif juridique ambitieux notamment que des territoires volontaires puissent expérimenter pendant 3 ans de nouveaux modes de coopération pour mener un projet.

Comment mobiliser des acteurs pour les « embarquer » dans un projet de territoire partagé ? Une recette a été préconisée par la porteuse de projet de la fondation territoriale de Loire-Atlantique. Elle consiste à prendre le temps de faire connaissance, de valoriser les initiatives déjà existantes. Puis de partager une vision systémique des enjeux du territoire aux personnes impliquées dans le projet.

Ce partage vaut aussi pour le savoir-faire. La transmission, l'entraide et le besoin de reconstruction ont constitué le socle de l'aventure humaine des Castors. Ce mouvement est né au sortir de la Seconde Guerre Mondiale et a facilité l'édification de maisons pour des milliers de Français.

Gageons que l'activation de biens communs, notamment immatériels, au service de territoires partagés, est porteur de solutions pérennes pour un avenir durable !

Yann Ulliac,
Directeur de l'Observatoire des partenariats,
Le RAMEAU www.lerameau.fr
qui anime entre autres le réseau des catalyseurs territoriaux,
avec Richard Collin, Les transitionneurs

« AUX ENTREPRENEURS DE PRENDRE LEUR PART DU SUJET »

Thibaut Bechetoille est président de CroissancePlus, association d'entrepreneurs qui « s'engagent pour construire une société entrepreneuriale qui allie sens et croissance ». Pour lui, un entrepreneuriat plus social doit émerger, notamment pour épauler le service public au plus près des problématiques de territoire.



Thibaut Bechetoille,
Président de Croissance Plus

Face aux transformations nécessaires, quelle place doit prendre l'entreprise ?

Je pense que l'entreprise doit prendre une place plus importante sur les sujets sociétaux. Aujourd'hui, il y a beaucoup de créativité et d'énergie associative et entrepreneuriale. Mais souvent, ce sont des petits projets : je pense qu'il faut désormais des projets qui passent à l'échelle, sur des sujets sociétaux comme l'environnement, l'emploi des seniors, l'insertion des jeunes, la revitalisation du territoire... Pour moi, il y a deux axes : faire grossir ces entreprises qui sont parfois de trop petite taille, mais aussi en parallèle, baisser la dépense publique, avec des services publics épaulés par des partenaires du privé qui pourraient être très efficaces sur certains sujets.

Concrètement, comment vous imaginez cette collaboration ?

Aujourd'hui, chacun est de son côté : le gouvernement, les collectivités locales, les entrepreneurs, les grands acteurs économiques. Je pense qu'il faut arriver à faire des passerelles entre ces acteurs. Et nous pourrions par exemple avoir une plateforme d'observation des projets à impact, des bonnes pratiques, pour arriver à une mutualisation et que chacun puisse voir les projets intéressants faits en France, et s'en inspirer. Je pense que cette mutualisation peut contribuer à créer sur le territoire national un « service public étendu » - mais qui sera pris en charge par des entrepreneurs. Car pour moi, aujourd'hui, c'est aux entrepreneurs de prendre leur part sur les enjeux et de ne pas tout attendre de l'État. J'imagine un État resserré sur ses fonctions régaliennes, et que pour le reste, l'entrepreneur fasse beaucoup

plus par lui-même. C'est avec cette plateforme, cette sorte de hub qui fait le lien entre le national, les collectivités territoriales, pourquoi pas les grands acteurs types banques, dans ce mix de local et de national qu'on pourra mettre en pratique les meilleures idées.

Quels liens peuvent se créer entre entrepreneurs et collectivités ?

Pour moi, l'entrepreneur est le maillon qui peut fédérer des idées, des énergies voire des financements de la mairie, d'un ministère, d'une grande banque... Ainsi, je pense que cette collaboration entre collectivités locales et entrepreneurs peut se faire projet par projet. Aujourd'hui, nous sommes trop cloisonnés, nous avons besoin de plus d'hybridation : si demain nous avons beaucoup de structures comme des associations ou des fondations qui maillent le territoire dans ce but, ce sera beaucoup plus efficace. Aussi, pour moi, la direction à prendre est assez claire. Alors qu'en France, on constate un désintérêt de la politique, parallèlement vous avez des entrepreneurs qui commencent à prendre ce rôle sociétal, politique d'une certaine manière. Et je pense que ce mouvement est global : des jeunes qui ne prennent pas l'avion, des fonds d'investissement orientés sur l'impact... Il y a une accélération pour aller vers l'impact.

Propos recueillis par Julie Desbiolles



© Laurence de Terline

« CONSTRUIRE UN TERRITOIRE RÉSILIENT DEMANDE DES EFFORTS »

Avocate en droit de l'environnement, directrice générale des Eco-Maires, présidente du comité français de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), adjointe au maire du IXe arrondissement de Paris... Maud Lelièvre est sur tous les fronts, avec un objectif : pousser la transition écologique, dans les mots comme dans les actes.



Maud Lelièvre,
Présidente du comité français de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)

Face à ces questions de transition, comment peut-on concilier le local et le global ?

Pour moi, on ne peut tout simplement pas faire l'un sans l'autre. On est en pleine COP 26, en plein débat sur les questions de transition énergétique, la COP 15 [dédiée à la biodiversité biologique, ndlr] s'est récemment tenue... Et ce dont on s'aperçoit, c'est qu'il faut d'un côté un engagement, des grandes décisions internationales avec des leviers et des financements, et de l'autre des plans locaux : c'est vrai pour la biodiversité mais aussi pour d'autres sujets. Car il faut de la proximité pour avoir de la sensibilité, pour sensibiliser le grand public et des décideurs locaux. C'est aussi au niveau local qu'on utilise des savoir-faire, des ressources financières, et que ça crée de l'emploi et de la valeur.

Pour favoriser l'action au niveau local, l'association que vous dirigez, les Eco Maires, propose notamment depuis fin 2019 le label Eco Cités, pour « récompenser les collectivités dans leur démarche de transition écologique et numérique ». En quoi il consiste ?

Pour la collectivité, c'est d'abord un engagement qu'elle peut mettre en avant. Mais surtout, l'intérêt du label est d'avoir des indicateurs : ça lui permet de s'évaluer et de valoriser ses progrès. Nous fournissons aux collectivités engagées une grille d'analyse, qui permet à des ingénieurs, chez nous, de positionner leurs

objectifs et leurs résultats. Ça leur permet d'avoir un état des lieux, de le partager en interne. Ils ont aussi une formation, et un suivi : l'idée est de voir comment évolue la collectivité à l'échelle de son mandat. Nous utilisons la notion de gaming : quand on voit que l'on progresse, cela donne une motivation passer à l'étape suivante.

Justement, comment peut-on créer de la motivation et de la confiance face à autant de défis ?

Je pense que la confiance doit être à deux niveaux : entre l'Etat et les territoires, d'abord. Je ne crois plus à la dynamique descendante : le côté coercitif, ça ne fonctionne pas. Parallèlement, si on veut travailler en confiance avec les habitants, je pense qu'il faut d'abord qu'ils aient le sentiment que les changements améliorent la situation au plan local. Pour ça, je pense que le numérique peut jouer un rôle : lorsque l'on a des indicateurs positifs sur le compost de son quartier, ce qui qui s'améliore, le bâtiment plus efficace, ça donne envie de relever de nouveaux défis. Et surtout, je pense qu'il faut expliquer les questions complexes, et ne pas cacher que construire un territoire résilient demande des efforts. Personne n'a envie d'annoncer de mauvaises nouvelles, mais je pense qu'il faut faire confiance aux gens.

Propos recueillis par Julie Desbiolles

PROPOSITIONS AUX ÉQUIPES CANDIDATES À LA PRÉSIDENTENCE ET AUX LÉGISLATIVES



Pierre Calame,
Président de CITEGO (Cités Territoires Gouvernance) et administrateur de l'Association de promotion de la Fabrique des transitions

À l'abandon sans réponse les grands défis de notre temps, faute de l'imagination, du courage et de la détermination nécessaires pour concevoir et conduire la transition vers des sociétés socialement et écologiquement durables, nos dirigeants politiques font douter la société, et en particulier les jeunes, de leur capacité ! Plus grave encore, ils font douter de la capacité des démocraties à relever ces défis.

Refusant cette impuissance et pour conjurer ces risques, des alliés de la Fabrique des transitions, divers par leurs opinions et engagements politiques, souhaitent apporter leur contribution, ouvrir de nouvelles voies. Ils ont estimé que la préparation des élections présidentielles et législatives en était l'occasion.

La Fabrique des transitions est convaincue que les territoires, bassins de vie, lieux d'enracinement concret de la société, espaces de coopération entre ses différents acteurs, sont appelés à jouer un rôle majeur dans la conception et la conduite de la transition. Il faut penser le monde à partir des territoires, car tous les défis du monde s'y manifestent, pour agir à la fois localement et globalement.

C'est tout le système de pensée sur l'économie, la gouvernance, le droit, les relations entre les sociétés, qu'il faut transformer pour être à la hauteur des défis ; c'est tout le système d'acteurs hérités

du siècle précédent, à commencer par le fonctionnement de l'État, qu'il faut repenser. Ces ruptures sont profondes, nécessitent lucidité et courage politique mais sont à notre portée.

Nos propositions comportent trois volets :

- une vision de la société à venir, seule capable de mobiliser les énergies et les différentes générations autour d'un projet fédérateur. La crise actuelle est une crise des relations : entre les êtres humains avec le délitement des relations sociales et notre difficulté croissante à intégrer chacun dans la société. Redonner du sens à la société et laisser une chance à l'avenir suppose dans tous les domaines de recréer la relation. Les territoires sont un lieu privilégié pour la recréation des relations
- les conditions à réunir pour que les territoires puissent véritablement jouer leur rôle. Dans le contexte français, où la ressource fiscale va essentiellement à l'État et où une longue tradition de centralisation a fait des collectivités territoriales des acteurs à l'autonomie et aux moyens très limités, il faut doter les territoires des compétences et des moyens humains nécessaires pour les mettre en mesure d'assumer ce nouveau rôle. Il faut entreprendre une profonde réforme culturelle de l'État, pour qu'il devienne partenaire et non tuteur des territoires.
- la réforme des politiques françaises et européennes sans laquelle l'action des territoires butera sur un plafond de verre. Notre modèle économique, fondé sur l'illusion de ressources infinies, confiant en l'efficacité universelle du marché, est incompatible avec la finitude de la biosphère et la préservation de nos biens communs. Il faut reconnaître que notre empreinte écologique doit être plafonnée et que c'est une obligation.

Par Pierre Calame

« NOUS N'AVONS PAS ATTENDU LE DERNIER RAPPORT DU GIEC POUR AGIR »

Pour le président de la Commission biodiversité, mer et littoral, parcs naturels régionaux et risques de la Région Sud, la réponse à l'urgence climatique est un pilier de l'action menée par l'institution régionale. Elle a lancé en 2017 le plan « Une Cop d'avance ».



Christophe Madrolle,
Président Commission Biodiversité, mer et littoral, Parcs Naturels Régionaux, Risques Région Sud (npa)

Comment la Région Sud entend faire territoire, en créant ses filières, en relocalisant sa production agricole, en bâtissant un avenir plus désirable ?

En région Sud, nous avons la chance d'habiter dans une région bénie des dieux, d'une superficie comparable à la Belgique, s'étendant sur plus de 1 000 kilomètres de côte. Région la plus boisée de France métropolitaine, elle abrite plus d'1,6 million d'hectares soit plus de 50 % de son territoire. Plus que tout, les cinq millions d'habitants de ce petit pays ont la chance de côtoyer une biodiversité exceptionnelle. Cela se traduit par 50 % d'espaces protégés à travers quatre Parcs Nationaux, onze Réserves Nationales, six Réserves régionales et nos neuf Parcs Naturels Régionaux. C'est cette diversité qui fait de Provence-Alpes-Côte d'Azur un territoire d'exception, fort de l'excellence de ses savoir-faire et de ses filières agricoles, qui comptent plus de 284 produits du terroir labellisés. Aujourd'hui, produire durablement, adapter la production aux changements climatiques, assurer un revenu aux agriculteurs, offrir aux consommateurs des produits de qualité et de proximité, sont autant d'enjeux auxquels doivent faire face les acteurs du monde agricole. Afin de les aider à relever les défis présents et futurs, la Région Sud a développé une politique volontariste autour de quatre piliers que sont la recherche et l'innovation, la modernisation des infrastructures, l'accompagnement des futures générations et enfin le développement d'une agriculture de proximité toujours plus qualitative. A ce titre, elle a fait du développement des circuits courts, notamment dans les cantines de ses lycées une des actions majeures de son premier Plan Climat.

Est-ce que les élus ont un bon niveau de perception de l'urgence d'agir dans le sens d'une transition capable d'éviter les scénarios dessinés par le GIEC ?

En région Sud, nous n'avons pas attendu le dernier rapport du GIEC pour agir. La majorité régionale conduite par Renaud Muselier a fait de la protection environnementale et de l'urgence climatique l'un des piliers de son action. Suite aux Accords de Paris, elle a adopté en 2017 le Plan Climat régional une « COP d'avance ». Celui-ci a permis de prendre en considération tous les champs d'activités ayant un impact sur l'environnement dont l'écomobilité, la transition énergétique, l'accompagnement des entreprises et la réduction des pollutions plastiques. Articulé autour de cinq axes majeurs, son but premier est d'améliorer la qualité de vie de nos habitants autour de 100 actions concrètes. Ce Plan Climat, a fait de la Région Sud un leader en termes de préservation de son territoire naturel.

Avec des actions concrètes en cours ?

Plusieurs d'entre elles ont déjà été mises en place : - + 132 % du parc automobile électrique en Région Sud (en France, +70 %) grâce à l'installation d'une borne électrique tous les 35km (en 2017, nous étions à une borne tous les 125km) ; + 45 % de puissance PV disponible, grâce à l'installation de panneaux PV sur nos entreprises ; + 15 % de surface du patrimoine naturel protégé, pour atteindre 51 % du territoire avec la création de deux parcs Naturels Régionaux de la Sainte Baume et du Mont Ventoux ; + 8 % de déchets ménagers recyclés ; + 72 % de labels BBC pour diminuer l'énergie consommée ; 0 lycées avec des chauffages au fioul, et 30 % des lycées avec une toiture photovoltaïque. Aujourd'hui, nous allons plus loin grâce au Plan Climat 2 « Gardons une COP d'avance » qui nous permet de mobiliser plus de 40 % du budget régional chaque année sur 141 mesures autour de l'air, de la mer, de la terre, de l'énergie et des déchets pour améliorer le quotidien des habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Propos recueillis par Stéphane Menu

« IL FAUT TOUJOURS SE POSER LA QUESTION DE SA RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE »

L'ancienne navigatrice devenue députée européenne tente d'imposer un Blue deal au cœur du Green deal européen. La mer est l'avenir de la terre, ne cesse-t-elle de répéter, elle qui se dit « obsédée » par l'idée de bien commun.



Catherine Chabaud,
Députée européenne

De la navigatrice chevronnée que vous étiez à votre engagement citoyen puis politique, quel est le fil rouge ?

Après avoir été la première femme à terminer un tour du monde à la voile en solitaire, le fameux Vendée Globe, j'ai décidé de lancer la plateforme Océan et Climat pour faire reconnaître l'océan comme un bien commun de l'humanité. Puis j'ai été membre du Conseil économique, social et environnemental, puis déléguée interministérielle à la mer et au littoral au sein du ministère de l'Environnement, de l'Energie de la Mer dirigée par Ségolène Royal. Avant de devenir députée sur la liste Renaissance, à la demande de Marielle de Sarnez, en mai 2019. J'ai souvent travaillé avec les élus de terrain, nous avons su promouvoir avec eux l'idée que la mer était l'avenir de la terre. Depuis des années, avec les femmes et les hommes politiques, les leviers citoyens, les financeurs, nous arrivons à mieux préserver le littoral, à mobiliser les gens. Je crois qu'il existe deux bons échelons, le territoire, en infra, et l'Europe, parce que nous devons partager des valeurs communes pour avancer. Par exemple, la réduction des déchets plastiques à la mer ne peut être traitée qu'à l'échelle européenne, parce que la mer ne connaît pas les frontières nationales et qu'une action isolée d'un Etat n'aura qu'un faible impact si les autres ne suivent pas.

Pourquoi avez-vous décidé de devenir députée européenne ? Est-ce le bon endroit pour agir ?

J'ai d'abord repoussé à trois reprises les avances d'autres formations politiques puis l'insistance mise par Marielle de Sarnez, pour laquelle j'avais la plus grande estime, a fini par me faire céder.

Mon ressenti ? Un mélange d'enthousiasme et de complexités. Je sens bien que c'est à cette échelle que les choses peuvent bouger, même si le levier législatif est trop lent. En France, nous avons eu la chance de connaître le Grenelle de la Mer. L'Europe connaît les enjeux géostratégiques liés à la mer. Nous sommes sur le déploiement du Green deal, j'essaie de faire mon Blue deal, avec d'autres élus européens. J'ai été journaliste. En 2015, j'avais fait un tour de France des solutions. Je vais faire la même chose en Europe. Par exemple, je suis convaincue qu'il y a matière à relancer des chantiers navals à l'échelle de l'Europe, ou encore de faire confiance aux acteurs de la navigation pour proposer des solutions en matière de transition, sachant que les compétences sont nombreuses.

Vous vous dites obsédée par l'idée de bien commun.

Qu'est-ce à dire ?

Il y a 30 ans, quand je naviguais, j'ai vu des déchets plastiques en mer. Je ne me suis pas dit « mais où sont les affreux pollueurs » mais « qu'ai-je fait pour qu'on en soit là ? Quelle est ma responsabilité individuelle ? ». Nous sommes tous responsables d'un bien, et donc de sa détérioration. L'idée est d'entraîner tout le monde parce qu'il y a urgence. Ne pas jeter sa poubelle quand elles débordent sur le trottoir, baisser la température quand il fait chaud chez soi plutôt que d'ouvrir les fenêtres, c'est tout aussi important que de privilégier les circuits courts...

Propos recueillis par Stéphane Menu

« ÊTRE DANS L'USAGE PLUTÔT QUE DANS LA PROPRIÉTÉ »

Avec l'association Smart Building Alliance (SBA), Emmanuel François défend une idée pour le moins novatrice : des bâtiments multi-usages, qui permettraient de moins construire, tout en optimisant l'électricité qui les alimente en permanence – notamment le chauffage. Une mise en commun des ressources qui est pour lui inéluctable.



Emmanuel François,
cofondateur et président de l'association
Smart Building Alliance (SBA)

Pour vous, utiliser les bâtiments différemment est un vrai levier pour limiter l'utilisation des ressources.

Pouvez-vous nous expliquer ?

Aujourd'hui, nous sommes dans des bâtiments presque figés sur un usage : le logement, le travail, l'enseignement, la santé... Or, en général, le taux d'utilisation d'un bâtiment est inférieur à 30%. Ce qui signifie que pendant 70% du temps, il est vacant ; et pour autant, on continue de le chauffer, de le refroidir, parfois de l'éclairer... C'est une mauvaise utilisation des ressources ! Or, on peut imaginer une hybridation de l'usage des bâtiments. Par exemple, une école qui devient un centre de formation pour adultes le soir, un cinéma qui se transforme aussi en centre de formation la journée...

Concrètement, comment les bâtiments pourraient devenir multi-usages ?

Aujourd'hui, les espaces communs représentent moins de 5% des espaces à l'échelle d'un bâtiment, d'un quartier ou d'une ville ; je pense qu'on doit aller vers 50% voire 60% de communs. Et ça, ce n'est possible qu'avec le numérique, qui permet de tracer le passage d'une personne pour savoir quand les espaces sont disponibles - et donc permettre un usage optimisé. Il faut donc instrumenter les bâtiments avec des outils numériques, et avoir des applications qui permettent d'exploiter les données. Ce sont des coûts, peut-être même une empreinte carbone supplémentaire, mais à terme, cela réduit l'empreinte carbone et réduit la consommation énergétique.

En quoi cette idée répond aux enjeux actuels ?

En passant à une utilisation à 60% des bâtiments, cela signifie que l'on a deux fois moins besoin de construire. Ainsi, demain, une ville comme Paris pourrait être divisée par deux pour la même activité... Ces chiffres sont indicatifs, mais ça donne une idée des conséquences. Parallèlement, on a aujourd'hui un problème de logement. N'a-t-on pas intérêt à aller vers une optimisation de l'habitat, avec des espaces partagés et des espaces privés ?

Il faut comprendre que l'activité humaine a changé. Avec le numérique, la société devient hybride - il est donc logique que cela amène à une utilisation hybride des bâtiments. Et je pense que ce changement de société est une opportunité pour être dans l'usage plutôt que dans la propriété. Avec cette économie de l'usage, nous serions en mesure de mieux partager et optimiser les ressources, et donc de permettre à un plus grand nombre d'humains d'y accéder.

Certains parlent de capitalisme décarboné. Pour être provocateur, je propose plutôt d'aller vers du communisme décarboné, soit une économie autour des communs, qui soit décarbonée. Ça demande de repenser l'organisation de notre société, mais je pense que c'est une évolution inéluctable, car on a une problématique de ressources imminente. Nous sommes contraints d'aller vers leur optimisation - et je pense que ça passe par leur mise en commun.

Propos recueillis par Julie Desbiolles

CAPACITÉS ET COMPÉTENCES, AUJOURD'HUI ET DEMAIN



UN IMPACT SYSTÉMIQUE SUR LES 3 INGÉNIERIES COLLECTIVES

Ré-inventer le « comment faire », c'est se (re)questionner sur les fondements des 3 ingénieries collectives qui permettent aux personnes et aux organisations publiques & privées d'Agir ensemble : l'ingénierie de gestion, l'ingénierie de Projet et l'ingénierie de « catalyse ».

Côté ingénierie de gestion : nous devons collectivement passer de l'optimisation de la gestion financière à l'investissement effectif. La dérive de l'économie vers sa financiarisation nous a éloigné du Sens même de l'économie : « l'équilibre de la Maison ». Il est indispensable et urgent de revenir au concept même de la création de valeur... qui ne se limite pas à une meilleure gouvernance des valeurs. Côté ingénierie de Projet : nous devons collectivement passer de la photo instantanée à la maîtrise du tournage du film. Nous avons progressivement appris à passer de la seule proposition de valeur à la qualification des besoins en amont, et à la chaîne de valeur en aval. Nous avons en revanche oublié qu'un « film » n'est pas qu'une succession de « photos », et que la maîtrise du processus d'innovation nécessite de (ré)introduire la notion du temps, y compris du temps long pour les innovations réellement transformatrices. Là encore, s'attaquer à l'innovation sociétale est intéressant car il s'agit de la plus complexe des innovations. Elle est donc inspirante pour les autres.

Côté ingénierie de la « catalyse » : en (ré)émergence depuis une décennie, nous devons aussi collectivement nous attacher à l'ingénierie du Lien. Elle doit nous permettre de re-passer des logiques de silos aux approches écosystémiques. Re-crée(r) du(des) lien(s) exige de dépasser la co-gestion de l'entre-soi pour s'orienter vers la co-construction avec tous.

Face à cette mutation structurelle au plus profond de nos trois ingénieries collectives, il n'est pas surprenant que **le retour aux Territoires s'impose**. C'est là où concrètement se ré-inventent nos modèles. **Les Territoires sont à l'action collective ce que les paillasses des chercheurs sont aux découvertes scientifiques.**

Conjuguant des dimensions à la fois naturelles, culturelles, opérationnelles et administratives, les Territoires sont les lieux de la reconstruction.

DE NOUVELLES COMPÉTENCES À MOBILISER

Dans une période de transition accélérée, il faut savoir **articuler les 3 dimensions « politique », « opérationnelle » et « stratégique »**. Nous devons retrouver un « juste » équilibre entre la Vision partagée, la Gestion régulatrice et l'Action collective. C'est un changement de paradigme complexe.

L'exigence de faire le « pari de la confiance » plutôt que de se réfugier dans le « repli de la défiance » exige des **capacités complémentaires** :

- Savoir se situer plutôt que de s'affirmer, autrement dit **apprendre progressivement à se décentrer** pour appréhender la valeur de « l'Autre ». Cela touche à la relation entre « moi » et l'entièreté de l'écosystème. C'est une question ontologique.
- **Savoir se projeter** plutôt que de ne chercher qu'à optimiser ; autrement dit se préparer à un marathon plutôt qu'à un sprint. Cela touche à la valeur du temps qui peut et doit devenir un allié et non un ennemi contre lequel lutter. C'est une question du choix entre le pouvoir et la postérité.
- Savoir prendre des coups... sans les rendre ! Autrement dit avoir une réelle **attitude d'entrepreneur qui sait prendre des risques**, tout en ayant la bienveillance face à ceux qui ne peuvent pas (encore) suivre... souvent parce qu'ils ne savent pas ou ont trop peur pour s'y risquer. Nous devons prendre soin de chacun, y compris de ceux qui font croire qu'ils sont forts... par peur d'eux-mêmes. Cela touche à notre **rapport à la fragilité** : faiblesse individuelle ou force collective ? C'est aussi la règle de tout innovateur qui sait que son action sera longtemps incomprise...

Ne pas penser à la place de l'autre, s'attacher à la présomption de l'intelligence de tous et chacun, avoir confiance en soi, garder avec bienveillance un esprit critique, faire preuve d'empathie, de curiosité et d'écoute. Voilà également les compétences clés de ces entrepreneurs de transitions dont les territoires ont besoin.

Pour conclure, il nous faut collectivement **retrouver le Sens du Lien commun**, non en imposant nos valeurs aux « Autres », en acceptant de cheminer avec eux sans toujours savoir où ce chemin nous mène.

Charles Benoit Heidsieck Président Fondateur Le RAMEAU, pilote entre autres du rapport "Valoriser l'innovation sociétale à l'œuvre sur les territoires". Le RAMEAU est très mobilisé aux côtés de la Fondation des Transitions dans le cadre de l'Université des Transitionneurs. Avec Richard Collin, Président Les Transitionneurs, il a animé l'atelier de l'Université sur les compétences nécessaires pour conduire le changement

COMMENT LE VIRTUEL SUBVERTIT NOTRE CONCEPTION DU TERRITOIRE ?

Le territoire de chacun est l'espace dans lequel il habite, c'est-à-dire dans lequel il a ses habitudes. Ainsi chacun a une perception différente de son territoire. De nombreuses forces : géographique, légales, économiques, politiques, coutumières nous forcent (sic !) à considérer que nous partageons le même territoire. Nous sommes de Belleville ou de Ménilmontant, de Lyon ou de Lille, de Bourgogne ou de Provence, de France ou d'Italie, d'Europe ou d'Asie. L'histoire, c'est-à-dire la violence, a marqué la terre comme un corps scarifié de grandes cicatrices pour fixer des identités dont nous sommes les héritiers. Pouvons-nous y croire encore ? Pouvons-nous encore faire dépendre nos identités de ce géo-graphisme quand les rapports que nous tissons entre nous ne dépendent plus de la distance abolie par les outils de communication. Comme le soulignait Michel Serres¹ l'adresse qui nous est la plus commune, la plus utile, n'est plus celle de notre maison, de notre appartement c'est celle de notre boîte mail. Mieux encore nous n'avons plus une seule adresse mais des multitudes correspondant à nos habitudes affectives, ludiques, cognitives, professionnelles, politiques, consuméristes...

A l'heure de la culture numérique, nous nous rassemblons plus sur les sites (web) que nous visitons qu'autour du site où nous habitons. Nos intérêts sont mieux représentés par eux que par lui. Et pourtant les pratiques démocratiques institutionnalisées, qui devraient nous permettre de nous rassembler autour d'intérêts communs, nous forcent à trouver des alliances improbables parce que l'espace d'expression de nos intérêts réels (paradoxalement virtuels) est occulté. En témoigne le grand débat, la convention citoyenne sur le climat ou toutes autres formes d'expressions dont la richesse gît dans les bas-fonds du cyberspace sans avoir été vraiment prises en compte par les décideurs.

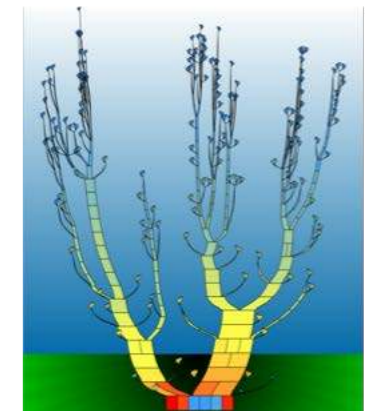
Voir l'espace que tissent nos intérêts communs était le rêve de Condorcet. Constaté l'état de l'opinion générale grâce au système électif et de délégation fut satisfaisant pendant des décennies car les évolutions étaient lentes et maîtrisées par des institutions relativement stables. Aujourd'hui grâce et à cause des moyens de communication (aussi bien physiques que virtuels) tout change très rapidement, le régime de crise est devenu permanent, aucun dispositif adapté ne nous fait voir ce que pourrait être la somme des intérêts qui nous lient tous les uns aux autres, aussi bien humains que non-humain.

Abusant d'un discours sur la complexité des problèmes la plupart des experts et des décideurs nous persuadent que seules les intelligences savantes peuvent maîtriser les problèmes que

nous rencontrons. Et pourtant tous les jours, dans tous les lieux, des anonymes mettent avec humilité leur intelligence vivante au service de leur communauté pour surmonter les problèmes qu'ils rencontrent. De ces intelligences collectives qui nous aident à vivre nous ne retenons rien, tel Sisyphé nous devons chaque fois repartir du bas et rouler notre pierre.

Et pourtant tout existe pour que ce trésor colossal de nos richesses humaines puis devenir un capital de connaissance qui profite à tous et rende enfin visible ce que nous sommes ensemble et qui je suis parmi qui nous sommes. Pour voir cette articulation du « je-nous » il nous faut un dispositif grâce auquel chacun pourra offrir en quoi on peut « compter » sur lui et découvrir ce en quoi il peut « compter » sur les autres. Au-delà du financier cela sera un capital authentiquement humain, par exemple : un « arbre de connaissance ».

Michel Authier, Président UGECO, mathématicien et philosophe



Nous avons en 2020 lors de l'Université des transitionneurs construit l'arbre de connaissances de ce qui intéressait l'ensemble des participants. Plusieurs centaines de centres d'intérêt sont localisés dans l'arbre (à gauche). Certains d'entre eux (rouge) sont très partagés, d'autres sont propres à peu d'acteurs (bleus), d'autres enfin sont regroupés dans une même branche, cela signifie que nombreux sont ceux qui partagent les mêmes intérêts (présents dans la branche). Cette image interactive et évolutive en temps réel permet à chacun de voir le profil de ses « centres d'intérêts » de constater s'il les partage ou pas, de trouver ceux qui lui ressemblent ou de découvrir de nouveaux « centres d'intérêt » avec la garantie que d'autres les incarnent.

¹ « Habiter » ed : Le Pommier 2011



DÉCOUVRIR, VISITER ET COMPRENDRE POURQUOI LES PREMIERS TIERS-LIEUX ENGAGÉS AVEC L'UNIVERSITÉ SONT DE VÉRITABLES INCUBATEURS DE TRANSITIONNEURS



LA CABANNE DES CRÉATEURS - SCHILTIGHEIM (67)

Situé à Schiltigheim au sein de l'Eurométropole Strasbourgeoise en Alsace, La CabAnne des créateurs est un tiers-lieu créatif lancé en Décembre 2015 par Anne-Catherine et Jean-Christophe Klarer en SAS ainsi que l'association Les créateurs de la cabAnne. Ses valeurs tournent autour de la création de liens sociaux, du partage de connaissances et du développement de la créativité de chacun.

Aujourd'hui son statut juridique est une SCIC (société coopérative d'intérêt collectif), ce qui permet d'ouvrir la structure à tous les acteurs publics (comme la ville de Schiltigheim récemment) ou privés de rentrer dans le capital de l'entreprise dans l'objectif d'intérêt collectif.

Ce tiers-lieu combine espaces de travail et de créations au service des artistes, bricoleurs, créateurs, étudiants, particuliers ou professionnels souhaitant avoir accès à un espace, des connaissances et du matériel pour créer, innover, rénover et se former. Nous faisons appel à des intervenants externes pour organiser divers ateliers ouverts à tous afin d'initier ou de se perfectionner dans différentes pratiques créatives, comme la couture, la céramique, etc...

La CabAnne mène également des actions à l'extérieur du lieu avec des partenaires privés ou publics en organisant, avec l'aide de centres socioculturels par exemple, des ateliers au sein de quartiers prioritaires de la ville, afin d'éveiller la curiosité et le côté créatif des jeunes souvent délaissés.

Aussi, nous participons à la transition numérique, en prenant

part à l'action « pass numérique » initiée par l'Etat. Notre conseiller spécialisé accompagne gratuitement (via les chèques APTIC) toutes personnes dans le besoin de se former ou d'avoir une aide concernant le numérique.

En 2020, nous avons participé à l'université des transitionneurs (en distanciel) en travaillant sur le projet de transition éducative.



Les contacts de La CabAnne des créateurs :

contact@la-cabanne-des-createurs.com
acklarer@lacabanne.org

03 88 81 14 83 - 06 85 32 00 85

Le site internet :
<https://www.la-cabanne-des-createurs.com/>
Compte instagram :
<https://www.instagram.com/lacabannedescreateurs/>
Compte facebook :
<https://www.facebook.com/Lacabannedescreateurs/>

PINGPONG COWORK - MILLAU (12)

Depuis 2018, le tiers lieu Pingpong Cowork s'est installé à Millau. Il propose des espaces de travail mutualisés, destinés aux entrepreneurs individuels et aux TPE. Depuis 2021 Pingpong développe en parallèle un programme d'activités collectives et culturelles et un projet alimentaire. Aujourd'hui il dispose de 2 espaces distincts dans 2 anciennes megrisseries.

Soutenu dès le départ par la Communauté de Communes Millau Grands Causses, qui rejoint les deux associés dans l'aventure (sous statut SCIC), Pingpong Cowork a pour objectif d'être un lieu ressources :

- en mutualisant des espaces et des outils de travail,
- en accompagnant les filières alimentation locale, artisanat et culturelle/ audiovisuelle/numérique,
- en favorisant la rencontre, l'innovation et les coopérations entre les acteurs de l'ESS du territoire,
- en participant à l'inclusion sociale et numérique,
- en animant le lieu comme un véritable espace culturel et solidaire du territoire.

Des valeurs universelles transcendent l'ensemble des activités du tiers lieu : entre-aide, éco-responsabilité, citoyenneté, hybridation.

Le tiers lieu traduit par ailleurs la politique d'attractivité territoriale :

- accueil d'entrepreneurs locaux et de formations,
- accompagnement d'initiatives innovantes,
- animation du territoire et de filières économiques,
- valorisation d'initiatives locales et culturelles.



UN ESPACE DE COWORKING DE 350 M²

Depuis juin 2018, Pingpong a ouvert un espace de coworking (350 m²) occupés par une quarantaine de coworkers et une quinzaine d'entreprises, issus des secteurs de la santé, des économies vertes, des bureaux d'étude, des industries culturelles et touristiques. La salle de réunion héberge régulièrement des formations, des réunions d'institutions et d'entreprises ou d'associations extérieures.

UN ESPACE HYBRIDE, LE «TOIT» DE 800 M²

Depuis Juin 2021 Pingpong occupe un lieu supplémentaire, sur le toit de la tres grande megrisserie de Millau, reparti sur 330 m² de bâti et 300 m² de terrasse. Ces locaux sont destinés a location pour des réunions, formation, activités de loisir et culturelles, et pour les professions paramédicales. En complément de ces ressources locatives, Pingpong a également ouvert une cantine estivales en circuit court et un local de préparation et de distribution de panier locaux.

PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DE PINGPONG

Regroupement de toutes les activités de Pingpong dans un nouvel espace, la friche Mercier

Afin de répondre aux besoins exprimés, Pingpong souhaite mettre en œuvre son déploiement entre 2022 et 2023 sur un nouveau lieu de 3000 m², la friche Mercier à Millau, située à 1km de son lieu siège, et appartenant à la Communauté de Communes. Ce nouvel espace permettrait de regrouper tous les espaces existant (espace de coworking et le «toit») au seins d'un même lieu, et de développer de nouvelles activités. Cette extension, Pingpong la friche, possède plusieurs niveaux déjà équipés et des grands plateaux vides facilement réhabilitables. La surface et la hauteur sous plafonds permettent vraiment d'envisager des activités polyvalentes. Une grande surface du rez-de-chaussée est située en zone inondable, elle sera consacrée aux activités éphémères estivales.

Déploiement en 4 axes

Le développement de Pingpong se structure sous 3 axes prioritaires :

Être un lieu ressources pour tous, professionnels et grand public, avec des espaces locatifs (bureaux, activités de Loisirs, Ateliers partagés...) et une offre de services (ateliers thématiques, assistance juridique/comptable...),

Être un lieu d'accompagnement de 3 filières du territoire : l'Alimentation, l'audiovisuel et le secteur culturel en apportant des moyens immobiliers, techniques et humains. En aidant leur professionnalisation par la formation et l'innovation, mais également en s'inscrivant sur le territoire par la médiation et l'inclusion.

Être un lieu d'animation du territoire, offrant des animations transversales dans un cadre convivial, épanouissant et ouvert aux citoyens.

Être un lieu solidaire en accueillant des structures œuvrant autour de l'accueil et de l'accompagnement des personnes.

contact@pingpong-cowork.com
https://pingong-cowork.com

LE RUCHER CRÉATIF - TROYES (10)

Le Rucher Créatif est une initiative collective d'entrepreneurs locaux, et est désormais soutenue par Troyes Champagne Métropole, la région Grand-Est, le Conseil départemental de l'Aube, et est labellisée Fabrique de Territoire. C'est dans ce cadre qu'elle est également soutenue par l'ANC.

LE RUCHER CRÉATIF C'EST QUOI ?

Un tiers-lieu géré par une association à but non-lucratif.
Un espace d'échanges et de créativité au cœur de Troyes.
Un lieu pour rencontrer, se former et booster ses projets.
Un lieu pour expérimenter, travailler et vivre autrement.
Un lieu rythmé chaque semaine par des événements.
Un tiers-lieu innovant et collaboratif au centre-ville de Troyes, proche de la gare, le seul tiers-lieu d'activités dans l'Aube.

Ce lieu de travail et de convivialité de 800m² est décliné en différents espaces : coworking, bureaux, ateliers, salles de réunion et de conférence ainsi qu'une cantine ! Ces alvéoles permettent à chacun d'interagir avec les acteurs locaux au rythme des événements et ateliers sur les thématiques fortes du Rucher Créatif : #EntreprendreResponsable #RucherNumérique #RucherBonheur #CultureEtCitoyenneté
Nous accueillons une cantine sociale et responsable, la Kantinetik. Cuisine saine, végétarienne, privilégiant les circuits courts, c'est aussi une entreprise d'insertion sociale et professionnelle portée par l'association nationale Aurore.

A la pointe de la transformation numérique des pratiques professionnelles, nous venons de lancer 2 plateformes en ligne pour permettre à tous d'utiliser le Rucher Créatif comme un outil pour connecter les compétences du territoire (Rucher Network) et se former tout au long de sa carrière (Rucher Learning). Nous agissons pour l'inclusion numérique et animons les acteurs de la création d'entreprise et de l'ESS en faveur de la diffusion de l'entrepreneuriat engagé.



Nous agissons en faveur du circuit court de manière générale : créer des contacts directs entre les personnes, permettre aux professionnels de trouver des compétences sur le territoire, découvrir des sujets de société et se former grâce à des formateurs locaux, et consommer local. C'est selon nous cela de "Faire territoire en proximité et en confiance". Dans le cadre de notre participation à l'Université des Transitionneurs en 2021, nous avons travaillé sur la facilitation de l'accès au circuit court alimentaire pour la restauration collective, en espérant favoriser la consommation locale des cantines gérées par les collectivités, et contribuer au développement du maraîchage dans l'Aube. Après plusieurs sessions de travail en visio et présentiel, un des membres de notre collectif citoyen va intégrer le Plan Alimentaire Territorial pour sensibiliser sur la consommation en circuit court. Ainsi, l'Université des Transitionneurs a joué un rôle de catalyseur des énergies et réflexions, et le Rucher Créatif son rôle de connecteur et de sensibilisateur. Car la volonté n'était pas de proposer une énième plateforme en ligne mais bien de créer du lien avec l'existant, permettre des mutualisations, et faire évoluer les états d'esprit avant de pouvoir faire évoluer les pratiques.

Contact :

Sidonie Martinez Svoboda
Coordinatrice
sidonie@le-rucher-creatif.org
06 76 60 26 70
www.le-rucher-creatif.org

JARDIN D'ARVIEU - ARVIEU (12)

Situé en Aveyron, dans une zone très rurale et un village de 800 habitants, **Le jardin d'Arviu est un tiers lieu villageois**. Il propose au cœur du village des équipements et des services pour les habitants, les associations, les porteurs de projets et les professionnels du territoire et au-delà.



Depuis septembre 2019, deux structures se coordonnent et interagissent pour faire vivre, animer et développer Le jardin d'Arviu :

- Le Cantou porté par la mairie avec un bureau d'info touristique, une agence postale communale, un espace de médiation numérique et culturel, une médiathèque, une maison France Services et divers services pour les associations et citoyens. Y est aussi assuré une mission d'attractivité et d'accueil des nouveaux arrivants.
- La SCOP Laëtis propose un espace de travail partagé et d'accueil de séminaires, résidences et formations, avec des espaces de réunions et de convivialité. C'est elle qui coordonne l'animation, la communication, l'accueil et l'accompagnement de porteurs de projets et le développement.

Forts de ce partenariat public privé Le Jardin favorise autant que possible les liens avec les autres acteurs locaux engagés dans la vie de notre territoire : associations, école, commerçants, porteurs de projets, nouveaux arrivants, groupes villageois, monde agricole, acteurs culturels. Depuis 2020 Le Jardin d'Arviu accueille l'association « Bienvenue en transition » qui porte le développement et la gestion d'un « co-living villageois » au Château d'Arviu, solution d'espaces de vie partagés, et d'hébergement. Actuellement en phase de tests, le Château d'Arviu accueille sur son lancement : de l'habitat partagé de résidents pionniers, puis la Formation T Camp sur 2 mois à partir d'Avril. Membre des réseaux des tiers lieux Occitanie et de France

Tiers Lieux nous faisons partie de ce vaste mouvement des Tiers Lieux. Avec eux, nous contribuons sur nos territoires, en proximité et en confiance, à la « transformation par l'expérimentation, le faire ensemble, la rencontre, la mixité et l'hybridation d'activités, au carrefour des transitions numériques, écologiques, économiques et sociales ».

Labellisé Fabrique de Territoire depuis octobre 2020 Le Jardin d'Arviu est depuis sa création un lieu ressource pour soutenir le développement de son territoire et des territoires alentours, apporter son témoignage et partager son expérience aux territoires et porteurs d'initiatives engagés dans des réflexions ou projets de tiers lieux ou de développement local.



Commune d'Arviu -
Communauté de communes Lévézou Pareloup

Inauguration : septembre 2019

Statut hybride : portage public privé
(SCOP Laëtis et Commune d'Arviu)

Soutien public : Etat, Région Occitanie,
Département, communauté de communes, commune

Contact :
coordinatrice Sophie TERRIS :
05.65.46.06.64 - lejardin@laetis.fr

www.lejardin.arviu.fr

L'ÉCRIN - BRESSE VALLONS (01)

L'Espace Commun de Rencontres et d'Initiatives, est un projet porté par la commune de Bresse Vallons depuis 2017, ouvert en juillet 2020.

Il s'agit d'ouvrir un véritable Tiers-lieu pour et avec les habitants et acteurs du territoire afin qu'ils puissent y développer leurs activités professionnelles, personnelles et associatives.

L'objectif est d'offrir aux entrepreneurs individuels et télétravailleurs, aux associations et à leurs membres, aux organismes publics et collectivités, aux jeunes et aux étudiants, aux personnes en situation de précarité et plus généralement aux acteurs locaux un lieu de rencontre, un environnement de travail adapté, des événements, des formations et des temps d'échanges pour mieux identifier les compétences de chacun et favoriser les initiatives collectives qui accompagnent les transitions écologiques, culturelles, sociales et économiques.



La commune est engagée dans l'appropriation progressive du projet par les habitants pour rendre possible l'implication des futurs usagers dans les activités et la gouvernance. Ce nouvel espace est pensé comme un outil pour que les citoyens puissent ancrer et développer leur implication et leur contribution pour le dynamisme économique, social et culturel et la transition écologique de leur territoire.



Mais comme dit l'adage, «un Tiers-lieu n'est pas ce qu'on en dit, mais ce qu'on en fait» :

- En septembre 2021, l'Ecrin ouvre son outillthèque : service de prêt d'outils et de transmission de savoir. Gérée par un collectif de 15 bénévoles, l'outillthèque rencontre un franc succès, permet la création de lien et la lutte contre la surconsommation.
- L'espace de coworking est actuellement utilisé par des télétravailleurs, des salarié.e.s d'association et des jeunes entreprises.
- Des collectifs se créent autour de l'axe « numérique », « culturel », « fablab », « loisirs créatifs » et « coworking ».
- Une programmation événementielle est proposée depuis septembre 2021. Des actions éclectiques sont organisées comme vous pouvez le voir sur la plaquette si dessous :



Nos perspectives :

Etayer nos démarches grâce à un.e salarié.e permettant d'effectuer le recensement des espaces de mutualisation, le recensement des ambassadeurs de la transition et les démarches liées à l'habitat participatif.

Pour plus d'informations :

Site internet :
<https://www.bressevallons.fr/1257-l-ecrin.html>
Page facebook :
<https://www.facebook.com/leecrin>

LES MINIMES - GRENOBLE (38)

Expérimenter aujourd'hui des solutions pour demain. Mathieu Genty et Marie Pesenti sont partis du postulat que le monde dans lequel ils évoluent fait face à beaucoup de défis. Les questions sont nombreuses, tout autant que les inquiétudes. De toutes ces problématiques, qui sont autant d'opportunités, il leur apparaît évident que ENSEMBLE fera partie de toutes les réponses.



Is ont alors réunis toute leur énergie et leur communauté autour d'un projet commun dans le couvent des Minimes, un ancien édifice religieux d'une beauté et d'une richesse patrimoniale rares, construit en 1644 par l'ordre contemporain des Minimes, au coeur de la ville de Grenoble.

Ce tiers-lieu se veut un lieu d'expérimentation de solutions pour améliorer la ville aujourd'hui et préparer le monde de demain autour de trois axes : « Travailler ensemble, vivre ensemble, grandir ensemble. ».

Pour ce faire, ils vont regrouper plusieurs outils d'expérimentation pour répondre aux questions de notre temps : faire territoire en proximité et en confiance. Un Living Lab géant construit autour d'un hostel, d'une hacker house, d'une université ouverte, d'une cuisine collaborative, d'un coliving et d'une résidence d'artiste, où des chercheurs aussi bien en anthropologie et sciences sociales qu'en marketing et sciences des organisations côtoieront pour alimenter leurs réflexions la communauté d'entrepreneurs, de voyageurs, d'aventuriers et d'artistes venus du monde entier.

Mathieu Genty a rencontré Richard Collin au moment où il rêvait de voir un changement marquant dans le monde du travail et était en pleine expérimentation de nouvelles façons de travailler ;

notamment avec un outil - inédit à l'époque et qu'on connaît plutôt bien aujourd'hui - le coworking.

De fil en aiguille, leurs réflexions se sont croisées et se sont alors posées de nouvelles questions et un besoin marquant de répondre à de nouveaux enjeux : quand s'impose l'importance du domicile, comment ne pas perdre le lien de ceux qui nous entourent ? Comment ouvrir les esprits et proposer une nouvelle vision du "vivre ensemble" ?

En 2020, Mathieu et Marie ont donc rejoint la dynamique de l'université des transitionneurs avec l'envie de proposer une nouvelle voie pour "faire ensemble" et ouvrir le débat :

TIERS-LIEU, OBJET DE RÉSILIENCE ET OUTIL D'ÉMANCIPATION POUR LES VILLES EN TRANSITION ?

Les Minimes est l'outil qu'ils pensent le plus à même de les aider à répondre aux nouveaux enjeux des villes et des territoires, aux besoins grandissants de se retrouver pour réduire les inégalités et à la nécessité de se retourner vers ceux qui nous entourent pour mieux se comprendre et s'apprendre. Un lieu dont l'objectif est d'amener l'humain à s'émanciper ; à sortir des croyances qui le bloquent dans une réalité qui ne lui correspond pas ou plus ; à penser différemment, grâce au mélange des cultures et des personnalités.

Une maison pour les aventuriers, les atypiques et les innovateurs qui rassemble dans un même lieu salariés, réfugiés, freelances, décrocheurs scolaires et cancrs, entrepreneurs, digital nomads, misfit economy et neuroatypiques. Les jeunes comme les anciens. Une université ouverte à tous qui propose des enseignements et des formations pour guider vers l'émancipation de chacun.

Un lieu où se mêlent arts et culture pour plus de sensibilité, de créativité et d'ouverture à l'autre. Un lieu vivant et riche en événements.

Faites un pas de côté avec nous, bienvenue, ici c'est ailleurs.

<https://minimes.space/le-projet/>

Grenoble, 2020,
SAS Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale,
Mathieu Genty mathieu@minimes.space et
Marie Pesenti marie@minimes.space

MELCHIOR COWORKING - CHARLY (69)

HISTOIRE ET ACTIVITÉS

Melchior Coworking est un centre de coworking ouvert depuis février 2016. Porté par l'association Club Melchior créée en 2013 et présidée par Jean Pouly, il est hébergé au cœur du domaine Melchior Philibert dont les bâtiments de la fin du XVIIème siècle sont classés à l'inventaire des monuments de France. Melchior Coworking bénéficie d'un conventionnement avec la commune de Charly pour la location de ses locaux, au cœur d'un domaine de 7 hectares comprenant des jardins paysagés et un centre botanique.

Le centre de coworking représente le pôle économique d'un des premiers tiers-lieux ouverts en périphérie d'une grande métropole française. Situé à 15km au sud de Lyon dans un village des coteaux du lyonnais de 4500 habitants, le domaine Melchior est un tiers-lieu périurbain qui regroupe aujourd'hui trois pôles d'activités différents et complémentaires :

- un pôle économique avec un centre de coworking de 300m2 situé dans une ancienne maison des champs restaurée,
- un pôle culturel comprenant une école de théâtre, de musique et un théâtre à l'italienne de 200 places,
- un pôle agricole qui abrite le nouveau conservatoire du Centre de Ressource en Botanique Appliquée (CRBA), une station expérimentale Vavilov sur la biodiversité et un jardin historique.

Le regroupement de ces différents acteurs fait du domaine Melchior un tiers-lieu particulièrement original et représentatif des enjeux et défis à relever au 21ème siècle : nouvelles façons de travailler, de se cultiver et de s'alimenter.



Le club Melchior a été créé en 2013 pour attirer l'attention sur les enjeux des nouvelles formes de travail comme le télétravail et le coworking dans les zones péri-urbaines. L'association a organisé de nombreuses conférences sur le sujet, en partenariat avec des entreprises et des institutions. Animatrice de l'espace de cowor-

king depuis 2016, l'association permet aux habitants de bénéficier d'espaces de travail partagé, de bureaux et de salles de réunion. Elle anime et accueille de nombreux événements et ateliers sur le bien-être au travail et facilite la rencontre de ses utilisateurs qui viennent de différents horizons professionnels. Elle fait partie du réseau Coworking Grand Lyon et du syndicat Synaphe Coworking.



UN LABORATOIRE VIVANT DES TRANSITIONS LOCALES

En 2021, le club Melchior a participé à l'Université des Transitionneurs en co-animant l'atelier « Tiers-lieux de proximité et de confiance ». L'objectif est de rejoindre un réseau national de transitionneurs locaux pour s'enrichir des expériences menées dans différents domaines et pouvoir aller plus loin dans le projet de tiers-lieu périurbain.

Regroupant au sein d'un même domaine des activités culturelles, économiques et agricole, Melchior souhaite devenir un tiers-lieu de référence en s'appuyant sur la sensibilisation, la formation et l'expérimentation des différentes transitions en cours. Un véritable laboratoire vivant des transitions locales : évolution des façons de travailler, de se former, de s'alimenter, de recycler, de se cultiver, de vivre ensemble.

<http://www.melchiorcoworking.fr/>
<https://www.linkedin.com/company/melchior-coworking/>

Facebook :
<https://www.facebook.com/melchiorcoworking/?ref=ts&fref=ts>

GRAINE DE TIERS-LIEU - FORCALQUIER (04)

Faire de et de son territoire un centre reconnu d'innovation et de qualité pour le sourcing et le traitement des matières premières naturelles

En préambule, il s'agissait pour la Communauté de Communes Pays de Forcalquier Montagne de Lure, soutenue par le programme européen de subventions Leader, de redynamiser sa filière identitaire senteurs saveurs en trouvant le moyen de davantage fédérer ses acteurs. Puis, au fil des semaines, de tables rondes en réunions exploratoires, d'interrogations inspirantes en consultations fructueuses, de nouveaux contours du projet sont apparus naturellement, avec la volonté affirmée de David Gehant, Maire de Forcalquier, Président de la CCPFML et Vice-Président du Conseil Régional, en charge de l'aménagement du territoire, de « **Donner naissance à un véritable pôle d'attractivité économique autour du sujet des senteurs saveurs afin de faire de Forcalquier et de son territoire un centre reconnu d'innovation et de qualité pour le sourcing et le traitement des matières premières naturelles** »

L'idée est donc de nous affirmer en tant que territoire expert dans les domaines de la valorisation du végétal, afin de faire écho aux nouvelles attentes des clients en termes de cosmétique sauvage et naturelle mais également en termes de chimie verte, avec l'accueil d'entreprises spécialisées dans l'extraction et le traitement propre des actifs naturels. Un positionnement à la fois économique et durable qui a pour ambition de mêler habilement acteurs économiques et habitants du territoire. Le défi, bien que passionnant s'annonce de taille, comment en effet trouver le subtil équilibre entre enjeux économiques territoriaux, dynamisation du cœur de ville et missions d'intérêt général ?

Le modèle du tiers lieu s'est rapidement imposé comme l'espace d'échanges et de partage le plus à même d'apporter une réponse à cette problématique en permettant la création d'un écosystème fertile depuis la formation, en passant par l'incubation, l'aide à l'installation des entrepreneurs, l'animation locale de la filière jusqu'à inclure une vocation plus sociétale.

Nous voici donc entrés dans une logique de co-construction où, avec l'appui d'un comité de pilotage, nous allons fonctionner en mode start-up, en cherchant à créer de l'innovation, de l'expérimentation et de la transformation dans le cadre du programme Leader du territoire du GAL Haute Provence Luberon. Nous avons d'ailleurs récemment sollicité une nouvelle demande de fonds européens afin de financer notamment des études en Design Thinking.



Outre l'aspect économique, le plus gros enjeu reste de donner du sens à notre tiers-lieu, de le configurer en fonction non seulement des porteurs de projets mais aussi des habitants de la communauté de communes.

Avec le soutien précieux de l'Université Européenne des Senteurs et Saveurs, installée depuis plus de 15 ans sur notre territoire, nous songeons aujourd'hui à le définir comme un lieu du Faire Ensemble intergénérationnel. Notre intention est de réinventer le patronage en favorisant la transmission entre seniors et nouvelles générations, notamment autour des thématiques de l'alimentation et du numérique. Les focus groupes organisés prochainement nous éclaireront certainement de manière intéressante sur la future géométrie de cet espace hybride et multiformes. L'association Initiative Alpes Provence, qui sera également à nos côtés dans le cadre du dispositif Fabriques de Territoires, nous recommande, par la voix de sa Directrice Barbara Bernades, de veiller à ne pas trop « fermer » notre thématique, notamment en termes de formation, afin de devenir un centre ressource pour le plus grand nombre.

Gageons qu'en sélectionnant les bons ingrédients, la recette de notre tiers-lieu sera réussie !

Catherine Seiler
Cheffe de projet JoIN
Communauté de communes Pays de Forcalquier-
Montagne de Lure
catherine.seiler@forcalquier-lure.com

L'HERMITAGE - AUTRÊCHES (60)

Un Tiers-Lieu citoyen, Fabrique de Territoire, démonstrateur et réacteur territorial de transitions. L'Hermitage part d'un constat simple. Notre société est engagée dans nombre de transitions de grande ampleur : énergétiques, environnementales et sociales. Nous sommes convaincus que c'est en partageant nos connaissances, nos idées, et nos savoirs-faire que nous inventerons ensemble les réponses aux grands défis de notre siècle.

Fort de notre collectif, nous travaillons depuis 2016 à faciliter la rencontre entre acteurs de tous horizons pour stimuler les conditions de l'innovation, l'expérimentation, et du "faire ensemble". En cohérence avec ces valeurs, nous avons opté pour un modèle hybride, alliant activités d'intérêt général, engagement social et équilibre économique. À L'Hermitage ce sont donc 30 ETP et 150 bénévoles, qui collaborent au sein de différentes structures :

- **Une association**, qui se déploie dans 6 grands domaines d'activités d'intérêt général : le numérique inclusif, le vivre-ensemble avec un café associatif et une programmation culturelle et conviviale, l'accompagnement aux transitions (sensibilisation, initiation, formation), le commun forestier, l'animation du réseau et l'accueil de projets en expérimentation ;
- **Une société de conseil en innovation sociale**, spécialisée dans l'accompagnement de projets à impacts ;
- **Une fabrique d'entrepreneurs ruraux** qui accompagne des entrepreneurs implantés sur le site (micro-brasserie, société de fabrication de systèmes aquaponiques, menuisier, plateforme de fabrication distribuée, etc.) ;
- **Une société d'accueil en séjours inspirants** guidée par la volonté de valoriser la philosophie d'action du lieu et de partager les savoir-faire des personnes engagées dans ce projet ;
- **Une ferme maraîchère innovante** déployée sur 2 ha, dont les produits sont vendus dans une AMAP à l'Hermitage.

L'adéquation entre différents modèles d'activités permet à l'Hermitage de se positionner comme un acteur majeur du développement local. En collaboration avec les instances locales, le tiers-lieu agit d'une part comme un espace ressource au service de la redynamisation de son territoire, et d'autre part comme un espace d'ingénierie, moteur d'actions et de nouvelles formes de coopérations. Plusieurs projets portés font ainsi écho à la notion de "Faire territoire en proximité et en confiance", à l'image de ces quelques exemples :

- La co-construction d'un plan d'action numérique territorial avec la Communauté de communes des Lisières de l'Oise, dans le cadre de sa feuille de route numérique.
- L'accompagnement de la mairie de Coye-La-Forêt, dans la préfiguration d'un projet de tiers-lieu réunissant les différents acteurs moteurs du territoire.
- L'accueil de la première étape de la Tournée des Tiers-lieux en juillet dernier pour s'ouvrir au territoire et échanger autour des initiatives locales engagées et des solutions de demain.

Des projets qui s'inscrivent dans la démarche portée par l'Université des Transitionneurs, avec laquelle l'Hermitage souhaite continuer à collaborer pour bénéficier de l'expérience de tous ses contributeurs.



www.hermitagelelab.com
Autrêches (Oise)
Date de création : 2016
Statuts légaux : 4 entités juridiques gérées par le tiers-lieu. Une association loi 1901, une Société civile immobilière (SCI) qui basculera en Société coopérative d'intérêt collectif en décembre, et deux sociétés.
Nature des soutiens : Subventions publiques (Labellisé Fabrique de Territoire), mécénat privé, financement participatif et ventes de prestations

LA BASE - BORDEAUX (33)

Se transformer pour transformer. LaBase, Laboratoire interinstitutionnel d'innovation publique territoriale en Nouvelle Aquitaine.

Située au centre de Bordeaux, LaBase est un tiers-espace commun et ouvert dédié à l'innovation. Créé en 2017 grâce au programme d'investissements d'avenir (PIA), LaBase ne dispose pas d'entité juridique propre. L'espace et les moyens de fonctionnement font l'objet d'une convention entre l'Etat (Secrétariat Général aux Affaires Régionales et Direction Régionale à l'Environnement, l'Aménagement et le Logement de Nouvelle-Aquitaine) et le Département de la Gironde. C'est un espace d'encapacitation, d'expérimentation et de transformations individuelles, organisationnelles et collectives au service des transformations sociales, écologiques et démocratiques sur les territoires. Les quatre orientations de LaBase, interconnectées dans la feuille de route 2021-2022 sont :

- Planète : territorialisation des ODD, résilience territoriale, territoires nourriciers, RSO, transition écologique...
- Inclusion : territoires 100% inclusifs, jeunesse, implication citoyenne, entraide, diversité, égalité...
- Proximité : communs, Labo'Mobiles, coopérations ouvertes
- Simplification : collaborations, process et démarches

Un socle transverse de montées en capacité s'incarne dans un programme ouvert « Se transformer pour transformer »

Concrètement, depuis mi 2017 LaBase est un tiers espace commun qui offre :

- un programme de formation ouvert à tous les acteurs, publics comme privés, sur les conceptions et outils de l'innovation territoriale (facilitation, intelligence collective, design fiction, design d'espace, design d'événements participatifs, cartographie des parties prenantes, outils des coopérations ouvertes, outils de coresponsabilité...)
- une opportunité d'installation de communautés apprenantes mobilisant les parties prenantes pour capitaliser, apprendre ensemble en faisant, diffuser les apprentissages et en faire bénéficier d'autres communautés (internes, territoires...), mutualiser les ressources
- des boîtes à outils co-conçues avec les parties prenantes et les usagers
- des méthodologies éprouvées pour prototyper et tester de nouvelles solutions avec l'ensemble des personnes concernées
- une communauté de personnes formées à la facilitation et à l'intelligence collective
- les Labo'Mobiles, un format éphémère en résidence sur les



territoires au service de collectifs de collectifs pour dégager et consolider les conditions de transformations profondes

- une capacité de veille et de benchmark sur les problèmes, les signaux faibles et les solutions apportées par d'autres dans d'autres contextes
- une capacité d'agrégation des moyens nationaux dédiés à l'innovation publique (
- un réseau mobilisable et réactif des référents innovation des services publics Etat et territoriaux au plan régional et national

Dans le cadre de l'édition 2020 de l'université des transitionneurs, les parties prenantes de LaBase ont incarné (via la méthode du 4D mapping de la théorie U) et dessiné un nouveau modèle de gouvernance ouverte permettant à chaque personne physique ou morale intéressée par les transformations sociales écologiques et démocratiques sur le territoire, de trouver sa place dans le pilotage ou les projets incubés à LaBase.

Adoptée par convention mi-2021, cette nouvelle gouvernance se met en place comme un démonstrateur des coopérations ouvertes au service des transitions et transformations en communs.

Les contacts des coresponsables de LaBase :
julien.siguret@nouvelle-aquitaine.gouv.fr ;
Romain.Vachon@developpement-durable.gouv.fr ;
j.roturier@gironde.fr ; j.chabaud@gironde.fr

Espace commun numérique :
<https://ripostecreativegironde.xyz/?TransFormer>
Réseaux sociaux :
LinkedIn
<https://www.linkedin.com/company/labasenouvelleaquitaine>
Twitter : @LaBase_NA
Facebook : <https://www.facebook.com/LaBaseNA>

MIKADO - MARTIGUES (13)

Le bâtiment est propriété de la Métropole Aix Marseille Provence – Conseil de Territoire du Pays de Martigues qui en assure le fonctionnement.

La gouvernance repose sur un consortium public-privé à travers l'Association du Pôle Entrepreneurial qui rassemble 3 acteurs économiques – Initiative Pays de Martigues – plateforme du réseau Initiative France, le GEOEB – Groupement de Entreprises Ouest Etang de Berre, l'association territoriale d'entreprises et COSENS – incubateur d'entreprises, aux côtés de la collectivité locale.

UNE DÉMARCHE UNIQUE DE CO-CONSTRUCTION

Né de l'identification d'un besoin par les acteurs économiques, le pôle entrepreneurial a fait l'objet d'une co-construction animée par un cabinet mandaté par la collectivité. Des études, entretiens et ateliers préparatoires ont été menés en concertation avec l'ensemble des acteurs économiques impliqués sur le territoire.

L'OFFRE

« Hub » de l'entrepreneuriat, Mikado associe tous les acteurs économiques dans son action. Ainsi, il est en lien avec les différentes institutions et associations d'entrepreneurs et d'accompagnement à l'entrepreneuriat. Avec son écosystème de partenaires, Mikado répond aux questions des entrepreneurs ou oriente vers l'interlocuteur en capacité d'apporter la meilleure réponse. Mikado a pour objectif d'être le lieu référence pour le tissu économique local, que ce soient les entreprises, les indépendants, les associations d'entreprises ou encore les porteurs de projets et les télétravailleurs.

A Mikado on trouve :

- Des espaces de travaux : coworking, bureaux individuels, salon privé, salles de réunions,
- Un environnement professionnel avec des services adaptés : internet fibré, copieur multifonction professionnel, espace café et cuisine équipée, casiers fermés
- Une offre de service d'accompagnement à la création, reprise et au développement des entreprises,
- La possibilité de rencontrer des experts gratuitement sur des questions variées telles que la comptabilité, le juridique, l'assurance ou encore la communication,

- La possibilité de rencontrer et échanger avec d'autres indépendants, salariés ou télétravailleurs pour enrichir son expérience et son réseau.

Implanté dans un territoire en transition, Mikado souhaite être un lieu qui favorise les rencontres pour impulser, accompagner et fédérer autour des enjeux locaux de transition : transition énergétique pour les industries, transition environnementale avec la préservation de la qualité de l'air et la sauvegarde de l'Etang de Berre, transition sociale pour aider les plus fragiles à avoir une qualité de vie acceptable, transition numérique pour accompagner les commerces et les entreprises dans le développement de ces outils devenus encore plus indispensables depuis la crise sanitaire. Pour cela, Mikado enrichi jour après jour son écosystème pour proposer de l'information, de la sensibilisation et de la mise en action des entreprises et acteurs économiques sur ces thématiques.

« Faire territoire en proximité et en confiance » c'est construire ensemble le développement responsable du vivre ensemble mieux.



En savoir plus :

Mikado, 646 avenue Auguste Baron, 13 500 Martigues

Contacts : 04 86 64 88 40 / contact@le-mikado.org

Facebook :

<https://www.facebook.com/MIKADOMartigues>

LinkedIn :

<https://www.linkedin.com/company/mikado-le-mikado/>

Web :

https://le-mikado-martigues.business.site/?utm_source=gmb&utm_medium=referral

Création : ouverture le 17 février 2020

Ouverture : du lundi ou vendredi, de 9h à 18h



VOLUME OUVERT - LILLE (59)

Volume Ouvert est une association (loi 1901), créée en 2015, composée de créatifs de divers horizons ayant la volonté de mutualiser leurs moyens et leur savoir-faire au sein d'un espace de travail et de partage. Tous participent à la construction de ce Volume Ouvert, tant administratif que physique. Le projet a débuté à Lille dans le quartier de Moulins et se poursuit maintenant dans le quartier de Lille Fives. L'association a bénéficié du soutien financier de la Métropole Européenne de Lille en 2018.

Devant la difficulté pour des créateurs indépendants de trouver un lieu dans une métropole lilloise où l'immobilier constitue un frein au démarrage d'activité, le projet Volume Ouvert (VO) se propose d'ouvrir l'accès à des ateliers privés et communs à loyer modéré. C'est dans un contexte de forte pression foncière en plus de toutes les difficultés inhérentes à la création d'activités, que le projet est né.

Soucieuse d'expérimenter une méthode de gouvernance partagée et démocratique, l'association est organisée sous forme collégiale. Le fonctionnement de l'association est assuré de manière bénévole par tous les créatifs occupant un atelier au sein du Volume. Ce mode de fonctionnement favorise la responsabilisation, la solidarité, l'engagement citoyen, l'auto-formation. Ces principes font partie intégrante du projet de l'association.

Volume Ouvert propose l'accès à des ateliers privés, à des artisans, des artistes, des ingénieurs et des designers étant attentifs à l'impact social et environnemental de leur activité. La mutualisation des ressources des membres permet d'assurer les coûts de fonctionnement de l'association. Au travers du processus d'aménagement de l'espace à partir de matériaux de récupération divers, l'association a développé un savoir-faire dans l'identification des ressources et leur revalorisation.



Durant l'année, Volume Ouvert accueille et organise différents événements : marché de créateur, portes ouvertes d'atelier d'artiste, expositions, after-work, conférences mais aussi d'autres structures ayant besoin d'espace pour un usage ponctuel. Ces différents temps dédiés à l'accueil du public ainsi qu'à différentes structures et événements extérieurs permettent d'élargir les échanges et de favoriser les synergies, notamment dans les actions de solidarité et la régénération de l'économie du quartier. Le lieu constitue également un point de rencontre de tout un réseau de créatifs à l'échelle de la métropole dans l'univers des tiers-lieux.

L'expérience entreprise par les membres de l'association traduit la volonté d'un groupe de personnes d'agir et de se prendre en main à leurs niveaux face aux enjeux qui sont les nôtres aujourd'hui qu'ils soient environnementaux, économiques ou sociaux. Le lieu est en quelque sorte le laboratoire d'une génération vivant une expérience collective pour elle et en réponse aux transformations et évolutions de la société qui nous imposent de réinventer nos modes de vie en plus d'apprendre à prendre soin du monde qui nous entoure.

En savoir plus :

<https://volumeouvert.com/>

9 Rue de Pologne 59000 Lille

Contact : volumeouvert@gmail.com,
Florent Dutrieux 06 15 29 07 08

SAINTE MARTHE SCIC T.E.T.R.I.S - GRASSE (06)

Le Tiers-Lieu Sainte Marthe à Grasse, impulsé par la SCIC T.E.T.R.I.S. et ses sociétaires, est un lieu dédié à l'innovation sociale territoriale au service de la transition écologique et solidaire dans une logique de communs. Le site permet à de multiples structures et acteurs de proposer en un seul et même lieu des approches de recherche, de pédagogie et d'entrepreneuriat novatrices dans une démarche de développement local durable et d'attractivité du territoire.

Labellisé Fabrique Numérique de Territoire, le Tiers-Lieu s'inscrit dans la dynamique Territoire French Impact du Pays de Grasse. Ce lieu d'accueil, de vie et d'expression propose des espaces de travail, d'apprentissage, de création et d'expérimentation ouvrant à de multiples possibilités, notamment celles d'apporter et de réaliser ses idées collectivement. Le site s'organise autour de plusieurs pôles interconnectés : économie circulaire, agriculture, alimentation durable, numérique, culture et recherche.

Le Tiers-Lieu dispose d'un FabLab et d'un pôle de médiation et d'innovation numérique ; un incubateur/générateur de projets ; des salles de coworking, de télétravail et de formation ; des lieux d'agora ; des espaces pédagogiques et d'expression artistique ; des plateaux techniques de formation.

ACTIONS DANS LE CADRE DE L'UNIVERSITÉ DES TRANSITIONNEURS

Mise à disposition sous licences CC des productions du centre de recherche et de l'espace d'intermédiation sciences-sociétés du Tiers-Lieu Sainte Marthe.

PERSPECTIVES ET MÉTHODES POUR FAIRE ÉMERGER/ SE RENCONTRER DES TRANSITIONNEURS À STE MARTHE

Un lieu ouvert toute l'année - 6 jours sur 7 - de 8h à minimum 18h Visites immersives dans le Tiers-Lieu Ste Marthe
Une réunion de site ouverte à toutes et tous - mardis matin
Proposer des temps de recherche-action et d'intermédiation sciences-sociétés Incubateur/générateur de projets collectifs.



"FAIRE TERRITOIRE EN PROXIMITÉ ET EN CONFIANCE" :

C'est habiter le territoire, en comprendre sa richesse et sa complexité. C'est s'intéresser aux interactions du vivant (humain et autre qu'humain). C'est favoriser le lien social et la coopération, sans exclusion. C'est travailler le faire ensemble au quotidien et réfléchir à de nouveaux modes de consommation, de production, d'échange et de vivre ensemble. Comment ? : en renouant avec le sensible, l'émotion, en acceptant d'être bousculé, dérangé par la rencontre avec les altérités - En acceptant l'inachevé permanent et la richesse des imprévus.

Tiers-Lieu Sainte Marthe

Blog de la recherche :

<https://tetrisrecherche.wordpress.com/>

Chaîne Youtube :

<https://www.youtube.com/channel/UC576oYojFuSxNwNVjv-HBaQ>

Peertube :

<https://peertube.scic-tetris.org/videos/trending?a-state=42>

Gestionnaire du tiers-lieu : SCIC T.E.T.R.I.S

(Transition Écologique Territoriale par la Recherche et l'Innovation Sociale)

Mail : contact@scic-tetris.org

Site internet : <http://scic-tetris.org>



LA HALLE TROPISME - MONTPELLIER (34)



La Halle Tropisme a ouvert en janvier 2019. Liée au groupe coopératif culturel illusion & macadam, la SCIC Tropisme en est la structure porteuse. Il s'agit d'un projet coopératif privé avec une participation marginale des financements publics (92% d'autofinancement sur les investissements, 85% d'autofinancement sur le fonctionnement). Ses principaux partenaires publics sont la Métropole et la Ville de Montpellier (propriétaire du lieu), la Région Occitanie, l'Europe (FEDER), la DRAC, l'ANCT (Fabrique de territoire).

Le projet stratégique du groupe coopératif comprend trois objectifs généraux

- Favoriser la transversalité et le décloisonnement au sein des filières de la création et des disciplines artistiques
- Mutualiser les ressources avec et pour les acteurs de la création ; Hybrider les modèles économiques) ainsi que trois objectifs structurels (Affirmer la centralité des créateurs et par extension des publics dans toutes nos actions
- Garantir l'indépendance du groupement ; Affirmer notre inscription dans l'Économie Sociale et Solidaire).

C'est sur ce socle que s'insèrent les objectifs opérationnels spécifiques de la Halle Tropisme : faciliter la transition et l'innovation ; échanger et partager ; proposer un outil exemplaire pour les communautés entrepreneuriales, numériques et créatives ; consolider la filière des ICC ; co-construire avec les résidents ; imaginer un laboratoire des nouveaux usages ouvert sur le quartier ; faire rayonner l'identité d'un territoire.

Tropisme accueille 450 événements et 100 000 visiteurs en année de pleine exploitation qui se déclinent en programmation de rendez-vous professionnels et citoyens, pratique artistique, spectacles, projections et expositions et moments de convivialité.

Le thème stratégique de la transition est apporté transversalement à travers des propositions tant événementielles (Fresque du climat, festival Métropolisme...) que des actions de formations (Adapter ses pratiques professionnelles aux enjeux climatiques) et l'activisme de ses résidents comme Bipolar (production arts, sciences et environnement) ou Com 4 Dev (Développement humain, durable, respectueux des Droits humains et des diversités) ...

Et s'il fallait résumer sous forme d'un slogan ce que veut dire pour nous "Faire territoire en proximité et en confiance" nous disons haut et fort "Agir pour sortir du fatalisme"



Gérant SCIC Tropisme : Jordi Castellano
Directeur général et artistique : Vincent Cavaroc
Directeur du développement : Yves Bommenel

<https://www.tropisme.coop>
contact@tropisme.coop

ATELIERS JEAN MOULIN - PLOUHINEC (29)

La création du tiers-lieu « Ateliers Jean Moulin » concentre des volontés de construire une vie collective territoriale dans un souci constant de faire perdurer un Bien Commun. Héritiers d'un patrimoine architectural singulier et passeur d'une mémoire collective autour du travail du bois, cet espace original accueille les activités permanentes de 13 entrepreneurs, 1 association (le secours alimentaire), et de nombreuses résidences d'artistes et d'artisans.

Deux collectifs à l'origine du projet « La Nouvelle Imagerie » et la coopérative « Plateau Urbain » font vivre cette expérience autour de fortes valeurs communes. Militants du réemploi des bâtiments vacants, et créateurs d'espaces collectifs favorisent la mixité d'usages et d'usagers, l'innovation organisationnelle et l'accompagnement de projets d'entrepreneurs ou d'associations. Implanté dans le territoire rural du Cap-Sizun, le projet des Ateliers se déploie avec une importante constellation d'acteurs locaux, investis des mêmes valeurs et désireux d'un travail collaboratif fort de sens pour tous. Soutenu par les collectivités locales qui sont parties prenantes de l'« Association pour l'animation des Ateliers Jean Moulin » et accompagné par la région Bretagne et l'Agence Nationale de cohésion des territoires, ce tiers-lieu se construit au fil des rencontres locales, des croisements de savoir-faire et des besoins du territoire pour devenir véritable un lieu-ressource.

Ainsi les ateliers Jean Moulin s'inventent-ils comme un terreau pour un travail de fond sur les transitions sociétales d'aujourd'hui. Quatre transitions, regroupant une constellation de transitionneurs locaux :

- **Écologique**
Une mission verte, portée par des volontaires du service civique et des habitants du Cap, anime un pôle ressource autour des bonnes pratiques du quotidien, jardin et habitat.
- **Culturelle**
Le soutien à la création s'articule avec une offre culturelle renouvelée et accessible à tous. Favorisant l'émergence de talents locaux. La conservation de la mémoire collective, notamment autour du travail de bois, de la charpente maritime et de l'histoire du site à travers le temps, est aussi développée.
- **Alimentaire**
C'est un tiers-lieu fertile et nourricier, essentiellement tourné sur les circuits courts. Des potagers partagés alimentent en partie la cuisine collective. Des ateliers participatifs sont organisés autour de pratiques alimentaires éthiques et responsables.

- **Sociale**
Les ateliers militent pour un monde plus juste, plus solidaire et travaillent en ce sens, avec le CIAS du Cap-Sizun, Emmäus à Premelin. La mobilisation pendant la crise a permis d'ouvrir un centre COVID dédié, sur le site lui-même. Plusieurs actions de solidarité auprès des aînés, ont été menées, en partenariat avec la ville de Plouhinec.

Pour construire et élaborer notre démarche de tiers-lieu, nous bâtissons avec l'équipe des ateliers, une méthodologie collaborative et participative. Une permanence, tous les jours, favorise les rencontres et le dialogue avec toutes les personnes intéressées. La gouvernance partagée mise en place, se base sur les démarches des cercles participatifs, autonomes et inter-reliés. Un conseil des Ateliers regroupe tous les acteurs du site.



Les Ateliers Jean Moulin
27 rue de la république
29780 Plouhinec

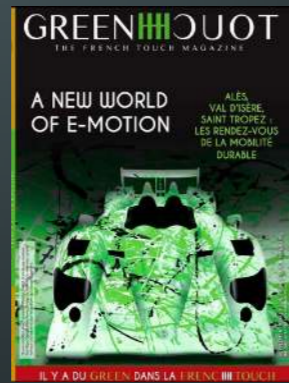
www.lesateliersjeanmoulin.bzh
[@lesateliersjeanmoulin](https://www.instagram.com/lesateliersjeanmoulin)

Contact
Françoise Maine
coordination@lesateliersjeanmoulin.bzh
06 43 64 90 57

LAISSEZ VOUS GAGNER PAR L'EXCELLENCE

GRK MEDIA GROUPE

AGENCE DE COMMUNICATION – ÉDITEUR MÉDIA PRINT & DIGITAL



www.grkmediagroupe.com

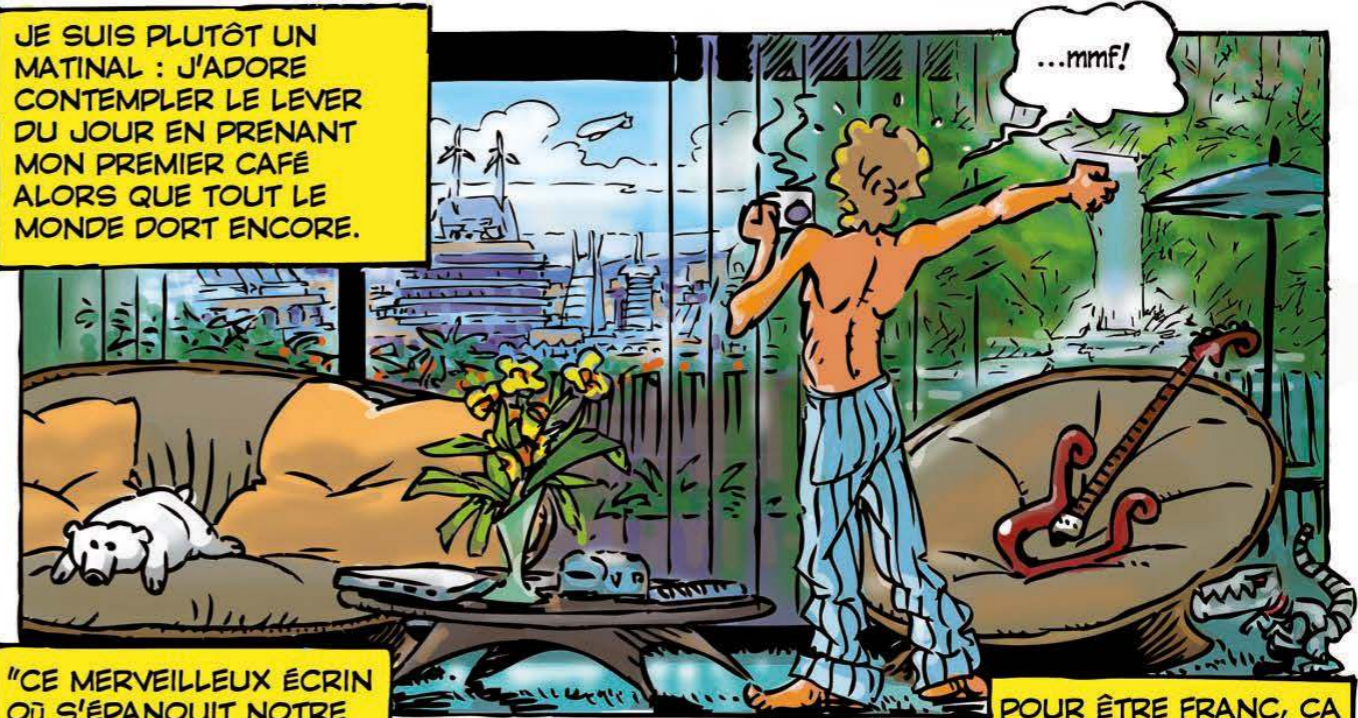
GRK MEDIA GROUPE : LA VISION DU MONDE DE DEMAIN
PARTENAIRE DE 100 ÉVÉNEMENTS CHAQUE ANNÉE

FRENCH TOUCH MAGAZINE- ARTABAZOS- GREEN TOUCH ENERGY –
HYDROGENIUM- GREEN TOUCH EVENT- EUROPE PARLEMENTAIRE –
GREEN TOUCH MOBILITY- FRENCH TOUCH MICE- PARIS FINEST

TEL : +33 (0)1 43 70 59 10 - +33 6 14 67 38 60
CONTACT@GRKMEDIAGROUPE.COM

Un lundi matin, en Mai 2018

JE SUIS PLUTÔT UN MATINAL : J'ADORE CONTEMPLER LE LEVER DU JOUR EN PRENANT MON PREMIER CAFÉ ALORS QUE TOUT LE MONDE DORT ENCORE.



...mmf!

"CE MERVEILLEUX ÉCRIN OÙ S'ÉPANOUIT NOTRE FAMILLE..."
JE NE SAIS PLUS OÙ J'AI LU CETTE CITATION, MAIS JE DOIS AVOUER QU'ELLE CORRESPOND PARFAITEMENT À NOTRE CADRE DE VIE, À PRÉSENT...

POUR ÊTRE FRANC, ÇA N'A PAS TOUJOURS ÉTÉ LE CAS...



Hum...



Mon papa il m'aime pas !
Voilà!

...Comment, chéri ?!

NOTRE VIE DE CITOYEN STRESSÉ ÉTAIT SI CHAOTIQUE QUE NOUS ÉTIIONS TOUJOURS EN TRAIN DE COURIR, JAMAIS LE TEMPS DE RIEN FAIRE !

TOUS LES MATINS, MA FEMME SE COGNAIT 2 BONNES HEURES DE BOUCHONS AVANT DE LAISSER JÉRÉMY À SON ÉCOLE, PUIS REJOINDRE DÉJÀ FATIGUÉE SON TRAVAIL...



Mais bien sûr qu'il t'aime ton papa, Jérémie ! Qu'est ce que tu vas imaginer...

Et bin alors pourquoi il joue jamais avec moi, hein ?



...En plus, il est jamais là !

C'est parce qu'il a beaucoup de travail, tu sais, mais...

MOI-MÊME JE ME MORFONDAIS TRÈS TÔT DANS MON TER POUR ME RENDRE AU BUREAU, DANS L'UNE DES TOURS D'UN QUARTIER ADMINISTRATIF ANONYME ET BÉTONNÉ...

DE QUOI?

HÉHO !
POUSSEZ PAS HEIN !

BIEN SÛR, JE RENTRAIS TRÈS TARD LE SOIR, CREVÉ, ATTENDANT LE WEEK-END POUR RÉCUPÉRER UN PEU... MAIS À PRÉSENT, L'ÉCOLE DES ENFANTS ET LE MAGASIN DE MA FEMME SONT TOUT PROCHE : À PEINE 10 MN À PIED.

Papa !
Jérémy m'a mis un coup de pied !

MON NOUVEAU STATUT D'INDEPENDANT ME REND PLUS DISPONIBLE, J'AI LE TEMPS DE M'OCCUPER DU WIKI DE NOTRE RÉSIDENCE POUR MIEUX GÉRER L'EAU ET L'ÉNERGIE, OU ENCORE PARTAGER DES OUTILS ENTRE HABITANTS.

Même pas vrai !

Haha...
Voici la fin de ma plénitude matinale en approche...

D'ORENAVANT, NOUS PRENONS LE TEMPS D'UN VRAI PETIT-DÉJEUNER EN FAMILLE, CE QUI ÉTAIT SIMPLEMENT IMPOSSIBLE AVANT...
UN MOMENT D'ÉCHANGE ET DE COMPLICITÉ NATURELLE ENTRE NOUS...

Non Jérémy, ce n'est pas possible : le samedi après-midi tu vas à ton cours de judo, point-barre ! Tant pis pour l'invitation de ton ami...

Hahaha :
Jérémy fait du boudin !

N'en rajoute pas Léa, s'il te plait !

C'est toujours pareil dans cette famille, j'ai jamais rien fait...

... QUAND JE N'ÉTAIS PAS EN DEPLACEMENT AUX 4 COINS DE L'HEXAGONE, UNE VIE SUR LES NERFS CONFINÉE DANS UN ENNUI TENACE !

PUIS, QUAND TOUT MON PETIT MONDE EST PARTI, JE ME RENDS À L'ESPACE LOCAL MUTUALISÉ D'ACTIVITÉ.

3 FOIS PAR SEMAINE JE RÉSERVE UNE SALLE DE TÉLÉ-PRÉSENCE POUR DISCUTER DE VISU DE MES DIFFÉRENTS TRAVAUX ET PROJETS COLLABORATIFS - J'Y TRAVAILLE EN BUREAU PARTAGÉ (COMME ICI) OU BIEN À LA MAISON : L'INTERNET, OUTRE LE FAIT DE NOUS FAIRE GAGNER PAS MAL DE KM, A RENDU INUTILE LE BUREAU COMME LIEU DE TRAVAIL EXCLUSIF.

BLIP!

L'INTÉRÊT DE CET ESPACE, EN PLUS DE PROPOSER UNE CONNEXION À TRÈS TRÈS HAUT DÉBIT, EST SURTOUT DE PERMETTRE À DES ABONNÉS OUVRANT DANS DES DOMAINES DIFFÉRENTS DE SE RENCONTRER. CERTAINS SONT DEVENUS DES AMIS... ILS HABITENT PRESQUE TOUS LE QUARTIER.

T'en as mis du temps !
Je commence à avoir une sacrée dalle !

Allo?... oui, j'arrive à l'espace. On se voit à midi ?

CONNECTION ABONNÉ :
514 BBXT
ENCOURS...

FACE 2 FACE NETWORK

ENNIO VERONESI - FIRENZE
ENNIO A THE AMIS

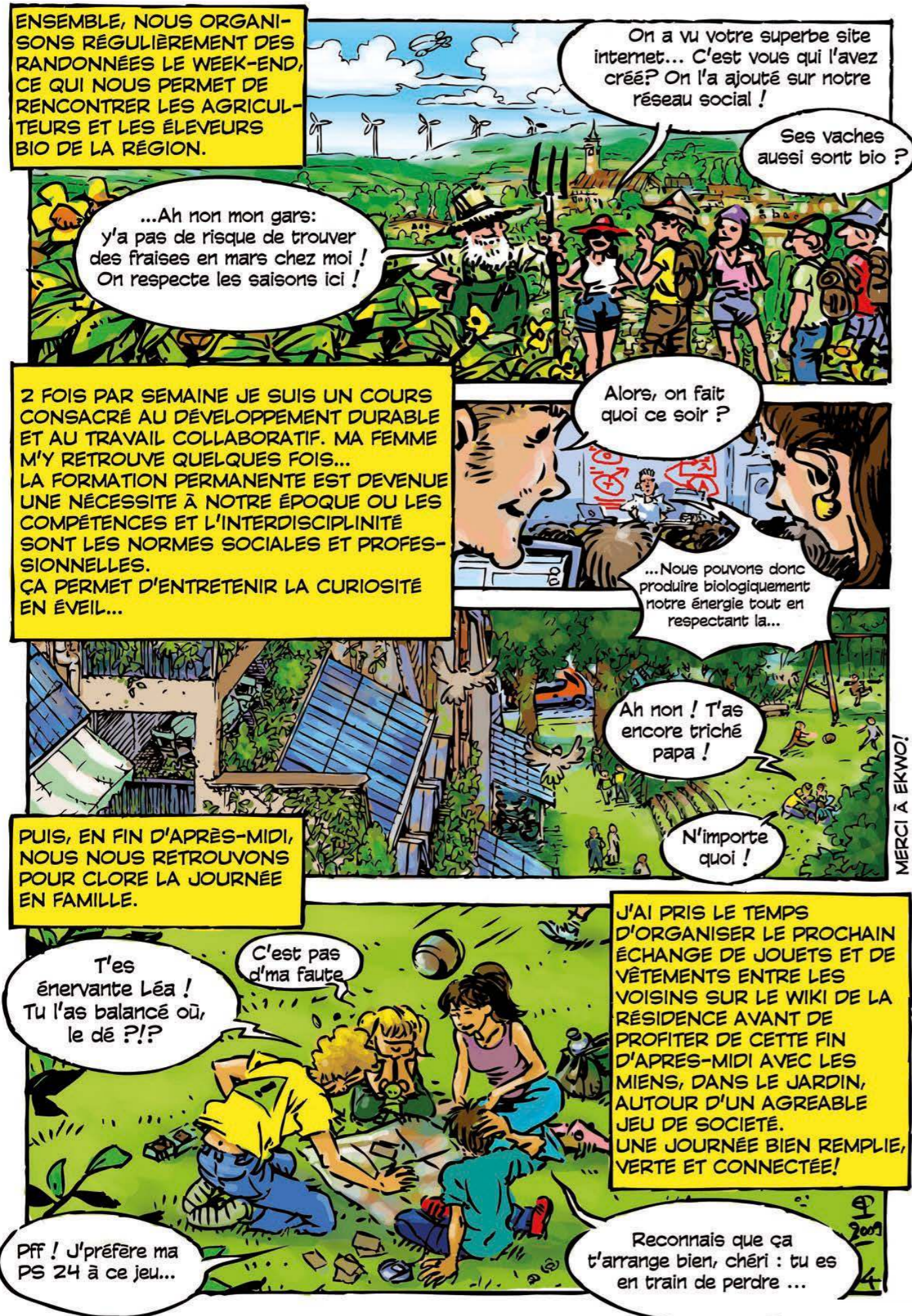
Hey !
Ciao amici miei !
Come stai ?

Sto bene, Ennio !
Comment ça va à Florence ?

EN CE MOMENT, PAR EXEMPLE, JE BOSSE SUR LE PROJET D'UN TOUT NOUVEAU TYPE D'ÉCO-QUARTIER. J'AI BIEN D'AUTRES CLIENTS (PLUS GÉNÉREUX QUE CELUI-CI) DONT UN FABRICANT DE VOITURES ÉLECTRIQUES. ON TRAVAILLE MIEUX ET PLUS VITE...

Salut la compagnie !
J'arrive pour l'apéro !

On va pouvoir parler de la balade de ce week-end...



© Edité par ACIDD. Ecrit par Gilles Berhault et Jean-Félix Cuny. Réalisé par Eric Puech.

Ce projet est co-financé par l'Union Européenne. L'Europe s'engage en France avec le fonds européen de développement régional.

« NE PLUS SUBIR SA MOBILITÉ PROFESSIONNELLE ! »

Des relais d'entreprises tous les 20 kilomètres, un site pour vivre au vert et travailler loin du métro-boulot-dodo? La France de Dominique Valentin est truffée de tiers-lieux et de bonnes idées pour éviter de perdre un temps fou à se déplacer.



Dominique Valentin,
Directeur de Relais d'entreprises

Dominique Valentin, fondateur et directeur de Relais d'entreprises, en souriait presque: « Et dire que l'on me disait, en 2011, lorsque j'ai créé mon entreprise, que beaucoup de métiers n'étaient pas télétravaillables ». Huit ans plus tard, un vilain virus a changé la donne. Et l'armée des télétravailleurs heureux s'est levée. « Parce que les salariés n'aiment pas subir des déplacements qui ne servent à rien. Je suis un acteur de rééquilibrage des territoires. Je veux offrir des solutions simples et pratiques aux actifs qui subissent cette mobilité tous les jours », assure-t-il. Ces tiers-lieux professionnels sont des relais d'entreprises, comme les bureaux de poste, créés en 1464 par Louis XI, l'étaient pour acheminer le courrier. « Ces établissements étaient installés tous les 7 lieux, à savoir tous les 28 km. J'ai eu envie de faire la même chose avec les relais d'entreprises, facile d'accès et répartis sur les territoires ruraux et périurbains à une distance située entre 20 et 30 kilomètres. Ce sont des espaces de travail à usage flexible, permettant aux actifs d'être dans les parages des métropoles sans être obligés de s'y rendre tous les jours », explique-t-il.

UN CLIC ET DE BONNES RAISONS (OU PAS) DE QUITTER LA VILLE

Pour l'heure, 100 relais ont été créés, loin des 1 400 relais postaux de Louis XI. « Mais nous montons en puissance. C'est l'objectif que nous nous fixons à l'horizon 2030. Le sociologue Jean Viard estime qu'il faudrait 10 000 tiers-lieux en France pour

apaiser le pays et adoucir les mobilités. Nous avons encore de la marge ». Relais d'entreprises conseille les collectivités et les organisations qui souhaitent mettre en place ces relais. « Nous valorisons la non-mobilité des salariés. Nous montrons aux acteurs territoriaux tout l'intérêt qu'ils ont à créer ces mini-structures, très adaptables, pour répondre aux attentes des salariés », poursuit-il. Et comme Dominique Valentin n'est pas en panne d'idées, il a aussi lancé la plateforme vivovert.fr, qui s'inscrit dans la continuité de ce qu'il fait avec Relais d'entreprises. « Une personne souhaite habiter tel endroit. Il trouve l'endroit joli. Mais où est le première école, le premier commerce, quel est le coût de l'immobilier, des loisirs, etc. Beaucoup souhaitent s'affranchir de la ville, vivre heureux à la campagne en travaillant de chez eux. Avec vivovert.fr, ils peuvent facilement obtenir des réponses rapides aux questions qu'ils se posent. Pour les territoires, c'est aussi un moyen de renforcer leur attractivité. Plutôt que de louer des panneaux qui coûtent cher dans le métro de Paris, cette plateforme met immédiatement et concrètement en évidence leurs atouts », conclut Dominique Valentin.

Propos recueillis par Stéphane Menu

ASSOCIATION LES TRANSITIONNEURS

La mobilisation de centaines d'entrepreneurs et d'acteurs des transitions incarnée par de nombreux tiers-lieux à l'occasion de l'Université des Transitionneurs (septembre 2020 à juin 2021) fut une formidable expérience. Le thème Faire territoire en proximité et en confiance a été riche d'enseignements et a permis la production de résultats très pertinents. Après l'évolution organique de la Fondation des Transitions, le comité d'orientation de l'association Les Transitionneurs a ainsi formalisé sa vision, sa stratégie, sa raison d'être et de ce qui la distingue.

GENÈSE DE LA DÉMARCHÉ DES TRANSITIONNEURS

A l'origine se trouve ACIDD (Association communication et innovation pour le développement durable), association loi 1901 qui a été créée en mai 2000 par Gilles Berhault. Au passage du millénaire, elle s'est fixée pour but de faire converger les enjeux du développement durable, de préservation de la planète, avec les questions du numérique et de la communication, et plus largement d'être un think-tank (réservoir d'idées et d'actions) de mise en relation et d'exploration. L'histoire et les nombreuses réalisations, d'ACIDD sont riches, et durant toutes ces années l'association a joué un rôle important en France, en étant pionnier, en mobilisant de nombreux acteurs en les fédérant, en produisant de nombreux ouvrages et contenus et en prenant la tête de nombreuses initiatives¹. En 2017, ACIDD devient la Fondation des Transitions et initie entre autres les programmes Stop à l'Exclusion énergétique² et l'Université des



Les Transitionneurs
association



Transitionneurs ainsi qu'une série de labs³ et projets. Fin 2021 s'ouvre une nouvelle page, de nouveaux scénarios sont à écrire.

CONSTAT ET RAISON D'ÊTRE DE L'ASSOCIATION LES TRANSITIONNEURS

Aujourd'hui la situation et les multiples enseignements portés par les participants de l'Université des Transitionneurs nous invitent à franchir une nouvelle étape. Dans une logique de rupture, un changement profond s'impose pour s'assurer d'être à l'échelle des enjeux. Leur traduction en projets permet de jouer à fond la carte du collectif et de la transversalité, dans une démarche multi-acteurs.

Un premier constat s'impose : le mot association au-delà de son aspect juridique est clairement conforme à l'identité du collectif des transitionneurs qui émerge partout dans les territoires. Se pose là une initiative d'association à mission tout comme se développent les entreprises à mission.

Ce cadre engage pour l'association Les Transitionneurs, un horizon qui soit radical tout en s'assurant d'un quotidien pragmatique. Notre organisation est centrée sur les enjeux des territoires, incarnation de la transformation et repère autant que repaire des citoyens transitionneurs. Il s'agit ainsi de formaliser une base de commune autour d'un socle et d'enjeux partagés, sachant que les chemins sont imparfaits et divers ; et que tous doivent accepter que les voies sont multiples, et souvent parallèles.

Arrêter de subir, éviter la sidération et le désarroi, donner et se donner le pouvoir d'agir ; donner envie et offrir la possibilité d'advenir en montrant qu'il existe de multiples solutions et des alternatives dans un contexte propre à faire naître des initiatives ; faire vivre l'espérance en faisant vivre des alliances et des coalitions entre ces « transitionneurs » multiples et divers. Être concrets c'est d'abord penser autrement ; partager des valeurs communes d'inclusion, de contrôle citoyen, d'incarnation, de diversité ; se doter d'une vision créative et artistique pour faire naître des imaginaires pour un monde de demain à construire ; se dégager du court-terme en convoquant des horizons à plus long terme. Telles sont les clés essentielles qui guident les actions de l'association autour d'axes comme la recherche de talents et le renforcement de capacité, la recherche de financements originaux, l'innovation technologique, l'acceptabilité, les temporalités.

POUR UNE STRATÉGIE DE L'ACTION

Convaincus qu'il faille sortir du plaidoyer et chercher la convergence des transitions, les Transitionneurs s'engagent à développer des projets territoriaux multi-acteurs réalisables, innovants efficaces et justes.

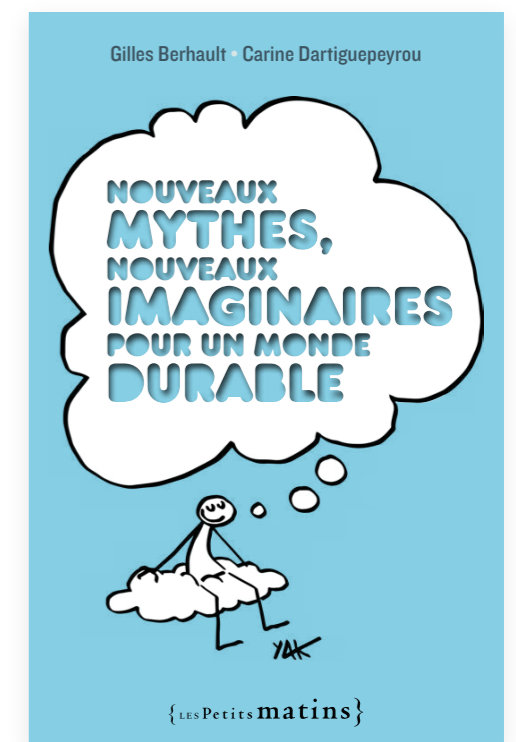
Convaincus également que ce sont les projets qui créent les alliances, et non les alliances qui créent les projets, les Transitionneurs s'engagent à être une agence d'incubation de projet pour des entrepreneurs de transitions porteurs de projet d'utilité sociale et économique. Dans un contexte où le territoire est par nature hybride - physique et digital - et alors que la proximité est rassurante - à la fois froide (numérique) et chaude (corps, affect), nécessaire pour les transitions - c'est en soutenant, reliant, animant un réseau de tiers-lieux engagés partageant et nourrissant les visions et valeurs des Transitionneurs, que l'association va participer à l'émergence d'une masse critique d'entrepreneurs de transition. La mobilisation positive et constructive des tiers-lieux qui ont participé et contribué à l'Université des Transitionneurs 2020-21 démontre la pertinence de cette orientation.

Comment convoquer et cultiver la confiance dans les territoires ? Comment assurer la pollinisation des projets, mutualiser et organiser la répliquabilité ? Comment décloisonner et réconcilier avec les approches verticales parfois fertiles ? Comment s'assurer de la cohérence quand on voit sous nos yeux les paradoxes face aux dérèglements climatiques, à la grande pauvreté, aux problèmes de santé publique ? Comment éviter que la jeune génération perde une forme de compréhension du territoire alors que ses territoires virtuels ont pris autant de place ? Quel nouveau vocabulaire inventer pour vivre dans la complexité et l'incertitude dans le territoire ? Autant de questions qui sont à l'agenda de l'Association Les Transitionneurs.

De nouveaux scénarios ambitieux sont à écrire, rejoignez l'Association des Transitionneurs.

Merci à toutes celles et à tous ceux qui la soutiennent et qui sont pleinement des acteurs de la transition.

Nous sommes ce que nous partageons.



Richard Collin, président
Gilles Berhault, délégué général
www.les-transitionneurs.org
#transitionneurs

¹ <https://www.les-transitions.org/2016/04/12/15-ans-d-acidd/>

² <https://stopexclusionenergetique.org/>

³ <https://www.les-transitions.org/labs-2019/>

STOP À L'EXCLUSION ÉNERGÉTIQUE



« Ensemble, nous pouvons aider des dizaines de milliers de personnes à faire que cet hiver 2021-2022 soit le dernier qui les exclut d'une qualité de vie digne, d'une bonne santé pour leurs enfants.... »

Emmanuelle Béart

Découvrez son message en vidéo sur
www.stopexclusionenergetique.org

DONNEZ ! (66 % de déduction fiscale)



« ECHANGER, ACTER PUIS FINANCER ! »

Il ne sert à rien de lancer des débats dans la nature citoyenne s'ils restent sans lendemain. C'est un peu la philosophie sur laquelle s'appuie Make.org, première plateforme européenne d'engagement et de coopération. Estelle Colas, directrice des Grandes Causes, et Maïtena Echeverria, cheffe de projet Grande Cause environnement, nous en expliquent le concept multiforme.

La mission de Make.org repose sur trois piliers. « D'abord la démocratie participative, en invitant les citoyens européens à s'exprimer sur tous les sujets. Nous l'avons fait pour la Commission européenne en 24 langues, ou encore la ville de Mulhouse. La recherche de solutions de transformation participative au sein des organismes publics ou des entreprises. Et enfin le lancement de grandes causes, programme étalé sur 3 ans, avec un process bien établi pour aborder des sujets aussi divers que l'amélioration du climat, une meilleure alimentation pour tous, les violences faites aux femmes ou encore les conditions de vie dans les territoires », explique Estelle Colas.



Estelle Colas,
Directrice des Grandes Causes

QU'EST-CE QUE LES FRANÇAIS ONT DANS LE VENTRE ? Sur ce volet des grandes causes, une coalition d'experts se met en place, des consultants, des agences d'Etat, des entreprises, etc. Puis une question très ouverte est posée à un public très large sollicité sur les réseaux sociaux ou à travers des partenariats médias : comment agir tous ensemble pour l'environnement, comment donner une chance à chaque jeune, etc. « Les citoyens répondent massivement. Sur la grande cause environnement, nous avons eu près de 540 000 réponses. Cette consultation dure deux mois, près de 20 000 propositions ont été identifiées. L'intelligence artificielle nous permet d'organiser les échanges. C'est ce que nous appelons la cartographie de la part d'estomac ! », indique Estelle Colas. Qu'est-ce que les Français ont dans

le ventre ? Des ateliers physiques de 8 à 12 personnes se mettent alors en place, pendant deux à trois jours. « C'est la part d'intelligence, avec des experts et des répondants qui auraient émis le souhait d'aller plus loin ». 60 pistes d'actions sont alors repérées. 100 entretiens dans les territoires prolongent ce travail de fond. « Petit à petit, on resserre les priorités, dix actions sont lancées. Pendant deux ans, on va les tester et, pour certaines, les financer puisque nous avons aussi une fondation dévolue au passage à l'acte de certains projets en phase avec les priorités retenues ».

SURMONTER L'ÉCUEIL ADMINISTRATIF

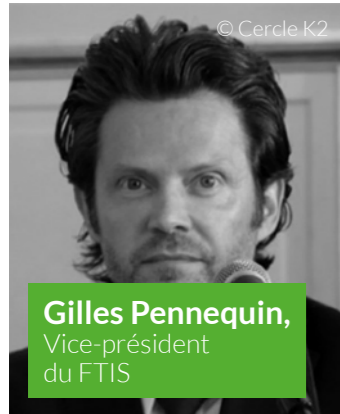
Ainsi, la grande cause « environnement » a donné naissance au dispositif Accompagne ma réno. « Action complémentaire de celle de Stop exclusion énergétique qui rassemble des entreprises du secteur pour lutter contre la précarité énergétique et vise à sortir 1 million de personnes de cette situation », explique Maïtena Echeverria. « Nous accompagnons les personnes pour les aider à trouver les financements nécessaires. Nous devons surmonter les difficultés administratives pour éviter que les personnes ne renoncent pas face à cette difficulté », assure-t-elle. Le 17 novembre, au salon des maires, Make.org révélera les conclusions de sa grande consultation sur les territoires. 116 villes y ont pris part, 116 000 participants ont donné leur avis et 6 axes prioritaires sont dans les tuyaux.

Propos recueillis par Stéphane Menu



Maïtena Echeverria,
Cheffe de projet Grande Cause environnement

LA REVANCHE DES TERRITOIRES ? ENTRE RÉALITÉS ET ILLUSIONS !



Gilles Pennequin,
Vice-président
du FTIS

Avec la crise de la Covid, le paradigme de la globalisation économique sans bornes qui voulait s'affranchir des territoires, est passée en France d'un crédo « Il n'y a pas d'alternative ! » à une remise en cause de ce modèle au profit des territoires longtemps délaissés.

Dans notre pays, la territorialisation des politiques publiques est associée à la souveraineté nationale, indissociable de l'Etat Nation. Ces deux concepts : territoire et souveraineté seront, à n'en pas douter, au cœur de l'élection présidentielle de 2022 ! Ce glissement de paradigme au profit des territoires devrait se pérenniser dans le temps, car il coïncide en particulier avec une grande partie des solutions préconisées par le GIEC dans la lutte contre le réchauffement climatique.

LA MONDIALISATION ÉCONOMIQUE SANS BORNES TROUVERAIT-ELLE SES LIMITES, AVEC LA DÉCOUVERTE DE NOS VULNÉRABILITÉS PRÉSENTES ET FUTURES ?

La globalisation libérale initiée par le couple Thatcher-Reagan serait-elle en passe d'être remise en cause, tout au moins partiellement, par une part croissante d'économistes et acteurs politiques mondiaux, et Français en particulier ? L'élément déclencheur de ce revirement est à rapprocher de la gestion de la pandémie de la Covid, qui a révélé l'imprévoyance et l'incapacité de notre pays et de l'Occident en général, à produire rapidement des gants et masques, ou par exemples les puces électroniques, pourtant stratégiques pour nos sociétés numérisées. Les risques de dépendance envers la Chine et ses visées hégémonistes, ont fini de convaincre des limites d'un système, jusqu'alors glorifié par un Occident qui se croyait encore dominateur !

Tel que décrit par Platon dans l'allégorie de la caverne, la remise en cause de la globalisation économique met en lumière les critiques exprimées depuis des décennies sur les vulnérabilités structurelles de notre système économique. Globalisation qui prend appui en particulier sur la multiplication effrénée des échanges, du fait d'un prix des énergies fossiles maintenu artificiellement bas, jusqu'à une période très récente. Cette crise de confiance de nos élites les conduit, enfin, à ouvrir les yeux sur les sombres prédictions du club de Rome de 1972, celles du GIEC, ou celle exprimée par Gaya Herrington (1) qui indique que nous pourrions assister à l'effondrement de notre civilisation dès 2040, ... sans qu'il soit qualifié de collapsologue, dans des revues de référence !

DEUX MOTS D'ORDRE SE FONT ENTENDRE EN FRANCE : « POUR UNE RÉPUBLIQUE DES TERRITOIRES ! ET « RETROUVER NOTRE SOUVERAINÉTÉ NATIONALE ! »

Chaque jour, médias et réseaux sociaux font écho à de deux formules reprises par des politiques, experts et porteurs d'opinions de toutes tendances, qui semblent avoir trouvé deux mots d'ordre consensuels seulement en apparence. Cet appel à un retour au territoire et à la

souveraineté oblige à mesurer les apports réels de ces propositions. De quel territoire parle-t-on en France ? De nos villes, de nos régions, de la Nation, de l'Europe ? Tous ces territoires politiques - sur lesquels notre Nation est engagée - sont légitimes pour anticiper et adapter notre pays aux bouleversements du monde, au premier rang desquels se trouve le réchauffement climatique, source potentielle de toutes des coopérations possibles ou plus probablement de toutes les confrontations et drames en devenir.

Dans notre pays, la redécouverte des territoires et les crispations entre pays concurrents, conduisent à repenser la place de notre souveraineté nationale dans un monde en profond bouleversement. Forte de près de 70 millions d'habitants, notre Nation - encore grande puissance économique et maritime mondiale - doit posément réfléchir aux marges de manœuvre propres d'une puissance moyenne comme la nôtre, qui cherche à raison à maîtriser notre destin national.

ENTRE LA SOUVERAINÉTÉ NATIONALE VERSUS SOUVERAINÉTÉ EUROPÉENNE ? IL FAUT DÉFENDRE LES DEUX, MON GÉNÉRAL !

Cependant, les liens entre nations et firmes sont tellement noués structurellement, que la souveraineté ne peut être pensée que dans une coordination des politiques nationales et politiques européennes notamment, puisque ce cadre perfectible, a le mérite d'exister et de rassembler 450 millions d'habitants. Première puissance économique mondiale sur le papier, mais véritable nain politique, l'Europe devrait connaître un reflux (relatif ou absolu) de sa puissance faute de pouvoir peser dans le monde.

A l'approche des présidentielles, le débat franco-français gagnerait à préciser l'apport réel de la territorialisation, de la reconstruction d'une nouvelle souveraineté nationale, articulée à une souveraineté européenne, que seul notre pays semble malheureusement vouloir mettre en œuvre avec force.

Gilles Pennequin

« L'URGENCE SOCIALE EST UN FREIN À SA PROPRE TRANSFORMATION »

Acteur politique et élu, Bruno Rebelle a pris aujourd'hui ses distances avec la sphère politique et se consacre désormais à Transitions, cabinet qu'il a fondé avec d'autres partenaires en 2007, spécialisé sur les questions de transitions énergétique et écologique. Pour lui, il faut démontrer techniquement la plus-value des transitions pour que les élus y adhèrent pleinement.



Bruno Rebelle,
Directeur général et fondateur de TRANSITIONS

Quel regard portez-vous sur ces fameuses Transitions, sur lesquelles vous travaillez depuis de nombreuses années ?

On ne peut pas changer les choses d'un claquement de doigts. Beaucoup d'acteurs pensent que les choses ne vont pas assez vite, que les mesures prises ne sont pas à la hauteur des enjeux. Je sens que les choses évoluent dans les territoires, notamment dans les domaines de l'énergie, de l'alimentation ou encore des mobilités. Il serait malhonnête de dire que rien ne se passe, que les choses ne vont pas assez vite. Beaucoup de gens ont opté pour le vélo au sortir des confinements successifs. Beaucoup de personnes cherchent à savoir comment mieux manger, en prenant en compte les conditions de production locale. Mais il est vrai qu'il serait tout aussi malhonnête d'avancer que cette transition embarque tout le monde ; elle touche une élite, moins des foyers plus centrés sur la « fin du mois » que sur la « fin du monde », pour reprendre une expression qui fait florès.

Comment faire pour élargir cette base, créer une adhésion populaire aux transitions ?

Si j'avais un reproche à nous faire, c'est bien celui de ne pas avoir su lier transition écologique et sociale. J'habite Montreuil, une ville très sociale, même si elle se gentrifie quelque peu. Entre le supermarché coopératif, qui permet d'accéder à une nourriture saine mais peu chère, et Lidl, qu'est-ce qu'il est possible de changer ? Il existe des tas de choses passionnantes dans les quartiers politique de la ville, comme les jardins partagés. Mais ça reste hé-

sitant. L'urgence sociale est un frein à sa propre transformation, parce qu'elle comporte une part de risque que de nombreuses personnes ne peuvent prendre par peur du lendemain.

Quel type de conseils donnez-vous aux organisations qui vous consultent ?

Si radicalité il y a, nous faisons en sorte qu'elle parte de la racine du problème. La transformation, dans la proximité, relève de l'urgence. C'est acté. Quelles sont les étapes à franchir ? Souvent, c'est très technique, très organisationnel. Comment faire pour surmonter les jeux d'acteurs et faire en sorte que dans leur enchaînement, les actes des uns et des autres permettent de mieux travailler en proximité. Sachant que le rôle des élus est important, par sa capacité d'impulsion, mais que le territoire peut ne pas répondre à cette ambition. Prenons le cas des Territoires à énergie positive. On a démontré aux élus qu'ils allaient faire des économies car 95 % de la facture énergétique est importée alors qu'en créant un écosystème énergétique de proximité, ils gardaient, en quelque sorte, l'argent sur le territoire, et donc les emplois. Ce sont des investissements à faire dont le retour concret est assez rapide.

Propos recueillis par Stéphane Menu

RÉVÉLER LE SOUFFLE CRÉATIF DE NOS TERRITOIRES



© Antoine Meyssonier

Carine Dartiguepeyrou,
Propesctiviste

L'expression « faire territoire » sous-entend de faire territoire « ensemble ». Elle pose la question de la cohésion sociale d'un territoire, de sa vitalité économique, de la qualité démocratique et de l'engagement citoyen qui y prennent place. Comment créer cette énergie, redonner du souffle créatif alors même que la colère sociale latente est multiforme, que le sentiment d'injustice et de déclassement n'a jamais été aussi fort ? Comment souder une société fragmentée dans ses valeurs et ses comportements, retranchée dans son chacun « pour soi », accentuée par le chacun « chez soi » depuis le coronavirus ?

Créer les conditions de la proximité et de la confiance est devenu une des prérogatives majeures des élus territoriaux qui ont pris conscience de ces défis bien avant d'autres. Nous proposons de nous centrer dans cet article sur quatre éléments prospectifs à destination des territoires¹.

Le premier élément, que nos ouvrages collectifs publiés dans le cadre de la Fondation des Transitionneurs² ont d'ailleurs largement abordé, est que la transition écologique en tant que telle ne suffit pas à transformer les territoires. Elle nécessite d'élaborer des visions du futur, des imaginaires sociétaux, qui attirent, rallient, donnent envie. La transition est un état entre deux, c'est un moyen et non une fin. Pour ne pas rester dans l'attentisme ou pire dans l'aquabonisme, elle nécessite d'être dépassée. C'est pourquoi l'imaginaire se construit et s'élabore avec des esprits créatifs, des personnes en capacité de créer avec leurs mains ou avec leur tête, des entrepreneurs de la transition ce que l'on appelle aussi les transitionneurs.

Deuxièmement, dans toute politique à destination des territoires, il est certes capital d'aider ceux qui sont en précarité, de pallier l'urgence sociale, mais il est tout aussi nécessaire d'offrir les conditions de la liberté et de l'émancipation à ceux qui ont l'énergie de faire advenir une société plus juste et plus durable. Les politiques court-termistes de relance ou d'endettement massif, dans le contexte de la Covid par exemple, ne doivent pas ruiner les jeunes pousses, les énergies entrepreneuriales qui sont actives et ne demandent qu'à agir. De même, le défi à 2050 n'est pas uniquement de décarbonner, mais bien de dépolluer et surtout de créer une économie régénérative. Il est tout aussi urgent de penser long terme pour agir plus efficacement à court terme.

Le troisième élément est l'importance de la métamorphose numérique et de son lien avec la transition écologique. Cette dimension a été très tôt relevée par Gilles Berhault et son action dans ACIDD. Ces deux grandes mutations, ont jusqu'alors connues des développements en parallèle, mais tendent depuis peu à s'enrichir mutuellement. La transition écologique doit soutenir la métamorphose numérique pour la rendre plus sobre, plus esthétique, plus durable. De même, la métamorphose numérique peut soutenir l'avènement d'une société plus écologique, en améliorant nos modes de vie et de travail et en les rendant aussi plus agréables, plus efficaces et plus simples. La proximité chaude, celle du cœur, de l'affect, de la chaleur du corps ne peut disparaître au profit d'une seule proximité froide, plus technologique, plus réactive, à distance. Les territoires ont besoin de ces deux types de proximité, en investissant dans la qualité d'être des personnes, leur savoir-être autant que leur savoir-faire, leur culture éthique comme numérique. Ils peuvent devenir les acteurs incontournables d'un localisme connecté au service du bien-être de leurs citoyens.

Le quatrième élément est celui de la confiance qui prend du temps pour se construire et repose sur le respect des personnes, l'écoute et le questionnement et donc sur une qualité relationnelle. Faire un territoire « en confiance », c'est cultiver le terreau pour que la diversité puisse exister entre les habitants, que la cohésion sociale soit réelle. Notre prise de conscience de notre interdépendance planétaire s'est beaucoup développée ces dernières années. Un nouveau paradigme culturel est à l'œuvre, les citoyens aspirent de plus en plus se réaliser et à s'émanciper. Mais nous manquons encore d'altruisme pour bien vivre « ensemble » et construire collectivement la confiance. Or ce manque d'attention à l'autre, le non-respect de l'altérité, l'incapacité à nous mettre d'accord sur une vision de demain, à nous dépasser rend cette tâche périlleuse. Nous avons du mal à vivre en responsabilité et c'est pourquoi les transitionneurs, ceux qui sont acteurs de leur avenir, ont tant à apporter.

Carine Dartiguepeyrou

LES TERRITOIRES AU FUTUR



© Stefan Meyer

Francis Jutand,
DGA de l'IMT

La notion de territoire prend son origine dans la double notion de ressources pour vivre, et d'appropriation et d'usage.

Cette notion au cours de l'évolution est devenue une combinaison complexe de facteurs en interactions géographiques, techniques et civilisationnels. Il en résulte une grande diversité de modèles de territoires.

Aujourd'hui ils se trouvent à la croisée de pressions évolutives fortes, liées au numérique et à la métamorphose civilisationnelle qu'il provoque, aux impacts de la société industrielle sur le climat, et à la désstabilisation d'une globalisation accélérée.

Un territoire c'est d'abord un lieu, avec une géographie et des habitants. Leurs activités produisent des ressources, des relations, des connaissances, qui constituent un patrimoine et une culture. Le territoire fait partie d'un écosystème plus large, générateur de flux et d'échanges.

Il en résulte pour ses habitants un sentiment d'appartenance et une conscience du temps, passé, présent et avenir. Le territoire est une forme d'être vivant sur lequel le climat, les phénomènes

migratoires, les technologies nouvelles et les croyances et aspirations vont agir.

Nous sommes à une conjonction d'impacts conjugués : numérique, urbanisation, sentiment d'urgence écologique, perte de sens. Ceci amène à des re-questionnements sur les notions de progrès, de diversité des espaces et des collectifs et de dynamique entre les territoires : régions, pays et monde.

Les évolutions climatiques avec des constantes de temps plus longues sont à la source de déstabilisations multiples agissant sur les ressources, l'économie et le cadre de vie. L'urbanisation est un facteur également important d'évolution et de clivages des écosystèmes territoriaux, ruraux, métropoles, régions, à la source de formes de déplétions économique, culturelle et sociale.

Enfin les ruptures et pressions exercées par la globalisation et le sentiment d'urgence, écologique, économique, démocratique questionne l'homme sur le sens des évolutions, et amène à des prises de conscience individuelles et collectives, sur les besoins de collaboration et de solidarité.

Le numérique aujourd'hui joue un rôle clef sur l'évolution et la redéfinition des territoires et leur attractivité. Il crée des capacités nouvelles de communautés multiples dont l'articulation avec l'âme géographique d'un territoire, peut s'avérer déstructurante ou au contraire constituer une force de cohésion nouvelle. La capacité instantanée de relation à distance agit à plusieurs niveaux. Elle apporte une densification des relations de proximité et développe l'ubiquité des interactions avec les autres territoires, avec des capacités nouvelles de télétravail, et de mise en réseaux d'activités de toutes natures. Le partage de données de mémoire, de connaissances et de compétences vient aussi nourrir la dynamique des territoires.

Le numérique est à la fois un facteur d'activation et de dilution des territoires conduisant à de nouveaux équilibres à construire entre les forces de renforcement, d'extension et de dilution.

Nous sommes aujourd'hui à un tournant de l'évolution des territoires. À nous d'en utiliser les nouveaux potentiels pour maîtriser la complexité de nos sociétés et réguler leurs accélérations et leurs hubris.

Francis Jutand

¹ Ces thématiques sont abordées dans les travaux de l'université des transitionneurs (anciennement Accid et Fondation des transitions).

² Gilles Berhault et Carine Dartiguepeyrou (sous la dir.), *Nouveaux mythes, nouveaux imaginaires pour un monde durable*, Edition Les Petits matins, novembre 2015 et *Un autre monde est possible, Lost in transitions ?*, Edition de l'Aube, novembre 2018.

« IL FAUT FAIRE UN TRAVAIL EN COMMUN POUR AIMER CE QUI EST DÉJÀ LÀ »

En 2018, Philippe Madec, architecte et urbaniste, Dominique Gauzin-Müller, architecte et chercheur, et Alain Bornarel, ingénieur, publiaient un « Manifeste pour une frugalité heureuse et créative – Architecture et aménagement des territoires urbains et ruraux ». Leur propos : concevoir l'habitat humain différemment, construire de manière éco-responsable, on sait faire.

Alors, faisons-le !



Philippe Madec,
Architecte et urbaniste

Pourquoi avoir écrit ce manifeste ?

L'ONU dit que 40 % de gaz à effet de serre sont liés au bâtiment, 36% de l'énergie est consommée, et si vous rajoutez 20% de gaz à effet de serre pour les déplacements, vous voyez que moi, urbaniste et architecte, je suis concerné par au moins 60% des émissions. La construction, le bâtiment, les activités liées à l'établissement humain sont passées sous le radar des critiques environnementales trop longtemps. Quand nous avons lancé ce manifeste, cela faisait dix ans que nous étions engagés dans des questions d'éco-responsabilité : nous en avons eu assez qu'on nous annonce la rénovation de 5000 logements et qu'on ne les finance pas, qu'on annonce la réduction de l'énergie atomique dans le mix énergétique et qu'on ne le fasse pas, qu'on fasse passer des lois mais sans décret ni financement... Les solutions existent depuis longtemps : nous ne voulions plus attendre qu'on nous donne l'autorisation de faire, nous voulions faire.

Dans ce manifeste vous parlez bien sûr de matériaux ou de sobriété énergétique, mais pas seulement : c'est quoi pour vous, un territoire frugal ?

Avant toute chose, je pense qu'il faut arrêter de penser le territoire dans une opposition entre rural et urbain. C'est pourquoi je préfère parler d'« établissement humain ». Ensuite, nous avons été récemment appelés pour écrire un « Manifeste de la vie frugale »

[à paraître chez Actes Sud, ndlr] et dans ce livre, nous avons choisi de parler de la commune. Pour nous, c'est le territoire idéal : il est inscrit dans des logiques d'échanges, de continuité, de construction d'une démocratie, c'est la dimension élémentaire de l'établissement humain, et il permet se projeter. Dans ce contexte, nous souhaitons une « révolution du ménagement » : il faut ménager (et non aménager), réhabiliter, contenter (et non consommer). Tout ça est lié à la notion de soin de la terre, des lieux, des gens, du vivant... « Frugalité » vient du latin « frux » qui veut dire « le fruit » : la frugalité, c'est la récolte du fruit, une récolte qui ne blesse pas la terre et qui rassasie ceux qui la font. C'est juste ce que l'on veut.



Réhabilitation (en cours) par l'Atelier Philippe Madec de l'ancien lycée hôtelier Jean Qarré, dans le 18e arrondissement de Paris, pour en faire la médiathèque James Baldwin et la maison des réfugiés de Paris : un exemple de bâtiment frugal, où la réhabilitation permet de retrouver de la lumière et de l'air, sans destruction. © (apm)&associés

Comment arriver à cette frugalité ?

Pour nous, réhabiliter, c'est faire un travail en commun pour aimer ce qui est déjà là : que nous retrouvions de l'estime pour ce que nous vivons, que nous ayons envie de l'entretenir, de le réparer. Pour ça, nous partons du principe que le monde dans lequel nous travaillons est habité, et qu'on ne peut pas le faire sans les gens qui y habitent. Ce que la société civile fait apparaître est extrêmement porteur d'optimisme et de possibilité de joie. Et même si on y trouve parfois quelques peurs, il est indispensable de permettre ces émergences qui viennent de la société civile et de les laisser se déployer.

Propos recueillis par Julie Desbiolles

« LES CITOYENS VEULENT AGIR MAIS NE SAVENT PAS COMMENT FAIRE »

Un maire, de beaux projets, une envie d'agir... Mais comment embarquer tout le monde ? Comment faire pour que tout le monde se sente concernés ?

François Astorg, maire d'Annecy, veut « aller vers », avec parfois des urnes sous le bras pour faire voter les habitants sur le budget participatif.



François Astorg,
Maire d'Annecy

Comment le maire que vous êtes réfléchit-il à cette notion de « faire territoire dans la proximité » ?

Toutes les politiques que nous menons passent à travers cette idée que la mise en œuvre de la transition écologique ne se fera qu'à partir d'un renouveau démocratique, où les citoyens sont inclus dans toutes les décisions. Cette volonté est portée par notre budget participatif, d'un montant d'1 M€. Que voulez-vous, citoyens ? On pose cette question. Les réponses sont concrètes, comme le nettoyage d'une rive le long du Thiou, où trop de déchets se sont accumulés. Ce qui m'interroge, c'est le décalage entre l'abstention dans les urnes et le fait que l'appel à participer au budget participatif ait entraîné une réelle adhésion de la population. Quand on dit aux gens, sans démagogie, on peut financer un projet pour améliorer votre vie quotidienne, ils y adhèrent !

Le désenchantement démocratique serait-il donc moins prégnant qu'on ne l'écrit à longueur de tribunes ?

Les citoyens veulent agir, concrètement, mais ils ne savent pas comment faire. Il faut donc multiplier les occasions de les entraîner vers ce sens collectif. Annecy est le résultat de la fusion de six communes, avec le risque de voir disparaître l'identité des anciennes communes. J'ai donc décidé de nommer six adjoints aux anciennes communes, avec une déclinaison de toutes les politiques municipales dans ces territoires. Il faut toujours veiller à la manière dont un joli projet, bien amené, s'inscrit dans la proximité, auprès de citoyens très défiants concernant l'image de l'élu.

Comment renforcer cette écoute ?

La première difficulté, c'est le recours au numérique. Il est indispensable, bien entendu, mais l'univers numérique ne touche pas tout le monde, tant s'en faut, et pas seulement ceux qui se disent éloignés de la sphère politique. Sur les projets retenus dans le cadre du budget participatif, nous avons demandé aux gens de les hiérarchiser, notamment à travers une consultation en ligne. Mais ce n'est pas suffisant. Nous avons créé des rendez-vous dans les quartiers, en présentiel, avec des urnes déployées sur place pour que les gens votent directement, avec un bulletin. C'est aussi simple que ça, le renouveau démocratique. Il faut aller vers, rappeler aux gens qu'ils peuvent s'exprimer, avoir des avis, que la vie du trottoir d'en face, c'est leur vie ! Nous allons rejoindre le réseau de la Fabrique des Transitions pour poursuivre les échanges sur ces pratiques, pour amasser de la connaissance, s'enrichir auprès de ce qu'il se fait ailleurs. Le budget d'investissement de la mairie d'Annecy s'élève à 55 M€. Nous ne nous interdisons pas d'élargir de donner plus encore au budget participatif. Mais nous le ferons avec méthode, en rappelant aux citoyens l'importance des deniers publics.

Propos recueillis par Stéphane Menu



« SE METTRE EN MODE DÉSIR »

L'ancienne ville minière de Loos-en-Gohelle (6500 hab) est depuis longtemps sur le chemin de la transition : agriculture biologique, énergie solaire, éco-construction... Elle a d'ailleurs été identifiée comme « démonstrateur de la conduite du changement » par l'Ademe. Pour Jean-François Caron, son Maire, le chemin est long mais passe par un élément essentiel : le désir.



Jean-François Caron,
Maire de Loos-en-Gohelle
et Président de l'Association de
promotion de la Fabrique des transitions

Vous citez souvent le concept de « troisième révolution industrielle », popularisé par Jeremy Rifkin. Pourquoi ?

Je pense qu'on a qu'on est à la fin d'un modèle et que ce n'est pas une opinion : c'est un fait. Jeremy Rifkin fait apparaître la notion de « Troisième révolution industrielle » autour du renouvelable et du numérique ; mais il présente cette nouvelle étape comme positive, pas comme une régression. Pour moi, il ne peut pas y avoir de transition par la morale et la contrainte : ce ne sera possible que si on arrive à se mettre en mode désir. Ce qu'on fait à la Fabrique des transitions et à Loos-en-Gohelle, c'est essayer de faire apparaître de nouveaux imaginaires de développement et de richesse.

Comment faire pour susciter ces nouveaux imaginaires ?

La question de la transition n'est pas une question technologique, c'est une question de conduite de changement - et donc une question de sciences humaines et sociales.

Alors pour commencer, un travail sur les valeurs, l'héritage, est fondamental. On a engagé à Loos-en-Gohelle tout un travail sur notre mémoire : on a fait des sons et lumières, des expositions... C'était une façon de reconnaître notre histoire, de rendre de la dignité, de redonner de la confiance et de l'estime de soi. Un peu comme dans un travail de deuil, entrer en transition suppose de savoir d'où on vient, pour être en capacité de se projeter vers une nouvelle vision.

La Ville de Loos-en-Gohelle est labellisée « démonstrateur conduite du changement » par l'Ademe. Quelle est votre démarche ?

D'abord, une règle : tout part des personnes. Ce ne sont jamais les organisations qui font le pas de côté, mais les individus dans les organisations. Alors le premier pilier, c'est l'implication habitante : les projets doivent être nourris par l'intelligence collective et coproduits par les acteurs. Le deuxième pilier, c'est de raisonner en systémique, en transversal. Le troisième, c'est l'innovation : il faut créer les conditions d'une désobéissance, du droit à l'erreur, développer une culture de l'innovation. Et le quatrième pilier, celui auquel je tiens le plus, c'est l'étoile et les cailloux blancs. Entrer en transition, c'est coûteux, on a besoin d'une énergie de transformation. Alors on a besoin d'une étoile que l'on désire, mais aussi de cailloux blancs qui vont baliser le chemin pour y parvenir. Par exemple, à Loos-en-Gohelle, notre étoile est de devenir la première ville intégralement solaire de France. Nos cailloux blancs, ce sont la première centrale solaire au pied des terrils, puis les panneaux sur la résidence personnes âgées, l'église... C'est important d'avoir du rêve, une utopie, une étoile qui brille, on entre par le désir du long terme ; mais on a aussi besoin au quotidien de preuves que l'on est en chemin. Le territoire, par les preuves de transformation visibles au quotidien, rythme la transition. Bien sûr, il faut aussi prendre en compte la question du global et du national... Mais le territoire, la proximité, c'est fondamental.

Propos recueillis par Julie Desbiolles



Pour Jean-François Caron, le travail autour de la culture, de la mémoire et l'identité est un préalable à la conduite du changement.
© Ville de Loos-en-Gohelle



PURPLE
ALTERNATIVE SURFACE

**URBANISER
EN INTÉGRANT
LE CYCLE D'EAU**

**REVÊTEMENT DE SOL
PURPLE ALTERNATIVE
SURFACE**

Une structure de voirie éco-conçue permettant la préservation des ressources en eau tout en luttant contre l'artificialisation des sols, avec une gamme de produits fabriqués à partir de matériaux plastiques détournés de l'incinération et de l'enfouissement. Du déchet plastique aux dalles de revêtement, **PURPLE ALTERNATIVE SURFACE** répond à 2 problématiques actuelles, le gaspillage des ressources et l'impact environnemental.



ENVIRONNEMENT
& RECYCLAGE

« LE DÉCHET
NOTRE MATIÈRE
PREMIÈRE »



DÉSIMPÉRMÉABILISATION
ET RENATURATION DES SOLS

« PRÉSERVER
LES RESSOURCES
EN EAU »



SMART
CITY

« LA DALLE CONNECTÉE
À SON
ENVIRONNEMENT »



NOUS CULTIVONS DES SOLUTIONS

16-18 NOVEMBRE 2021
PARIS - PORTE DE VERSAILLES

 **salon
des maires**
et des collectivités locales